

# LES CAHIERS DU L.E.R.S.C.O.

=

Béatrice FEVRE

Jean PENEFF

## AUTOBIOGRAPHIES DE MILITANTS NANTAIS DE LA C.F.D.T.

2ème édition

LABORATOIRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES  
SUR LA CLASSE OUVRIÈRE  
(E.R.A. n° 502)

MEMBRE DU GROUPEMENT INTERDISCIPLINAIRE  
DE RECHERCHES SUR L'INDUSTRIALISATION  
(G.I.S. n° 24)

AUTOBIOGRAPHIES  
DE MILITANTS NANTAIS  
DE LA C.F.D.T.

Béatrice FEVRE

Jean PENEFF

2ème édition

I.S.S.N. 0248 – 3718

D.:  
21.01.198

à la mémoire de Béatrice FEVRE  
décédée le 19 mars 1984

S O M M A I R E

=====

	Pages
Itinéraires de militants CFTD par Jean PENEFF.....	3
Histoire de la CFTC à Nantes avant 1959 par Béatrice FEVRE .....	17
Note de présentation .....	29
Autobiographies :	
. Jean RAULO secrétaire de l'U.L. et de l'U.D. 1938-1958 .....	31
. Auguste YDIER (ouvrier viticole) .....	41
. Charles BOLO (entreprise de transports DROUIN)	53
. M.L. (chantiers Dubigeon) .....	73
. P.M. (chantiers Dubigeon) .....	99
. J.A. (chantiers Dubigeon) .....	113
. Jules PENAUD (chantiers de la Loire) .....	137
. Joseph COUVRANT (chantiers de Bretagne).....	151
. Léon ROUSSEAU (S.N.I.A.S.) .....	165
. E.M. (Saunier-Duval) .....	179
. Gilbert DECLERCQ secrétaire de l'U.D. et de l'Union Régionale 1957-1977 .....	193

Voici le quatrième Cahiers du LERSCO. En continuité mentale du premier : hier, récits de vie de dix militants C.G.T.; aujourd'hui, de dix militants C.F.T.C. - C.F.D.T.

Même grille de choix : ouvriers nantais de la métallurgie, pour annuler au moins les variables de classe, de branche, de lieu. Même grille d'interrogation, pour rendre la comparaison possible.

Vous ne trouverez guère ici qu'un certain nombre de dossiers. Béatrice FEVRE, qui poursuit un travail sur "Les voies biographiques de l'adhésion militante", Jean PENEFF qui travaille à une thèse sur "Les biographies" mèneront, chacun sur leur objet, chacun à leur manière, ces analyses comparatives. Sans attendre, le lecteur les mènera bien tout seul !

Michel VERRET

Cet exemplaire vous est adressé à titre gratuit. Si vous en souhaitez d'autres, vous pouvez vous les procurer au prix de 35 fr. auprès de Joseph CREUSEN, à l'adresse suivante :

Université de Nantes - LERSCO  
Ensemble "Lettres"  
Chemin de la Sensive du Tertre  
44036 NANTES Cédex

Itinéraires de militants CFDT

Après les autobiographies de militants de la CGT (voir le cahier n° 1 du LERSCO), nous publions celles de militants de la CFDT. Comme précédemment, dans la perspective d'une comparaison des itinéraires et des opinions, nous avons sollicité une catégorie homogène de syndicalistes : ceux qui ont milité sur une longue période, sont restés fidèles à leur organisation et ont assumé des responsabilités locales ou régionales (délégué du personnel, secrétaire du comité d'établissement d'une grande entreprise, secrétaire départemental de branche ou permanent d'union départementale). Ce sont pour la plupart des ouvriers qualifiés de la métallurgie qui, venant de la JOC, ont construit, avec d'autres, la CFDT de Loire-Atlantique.

Les textes qui suivent sont la retranscription presque intégrale des récits que nous avons enregistrés. Leur forme et leur contenu sont évidemment déterminés par les conditions du recueil : sollicités en tant que militants ayant occupé des responsabilités, les interviewés ont réagi en porte-parole officiel de leur organisation. Parvenus à la fin de leur vie active, ils étaient en situation de présenter le bilan d'une période historique, selon des normes de jugement d'autant moins détachées de celles de l'organisation que, même retraités, ils participent encore à son action. De plus, s'adressant à des universitaires d'une autre génération, extérieurs à leur organisation, ils ont probablement présenté une version un peu différente de celles qu'auraient obtenues par exemple d'autres demandeurs de souvenirs, dans d'autres situations. Il faut rappeler ces contraintes, qui agissent sur l'élaboration de tout document autobiographique, afin de suggérer au lecteur que la signification de ces "productions" de la mémoire ne va jamais de soi mais nécessite un travail d'interprétation par recoupement avec d'autres données et de contextualisation des témoignages.

Pour notre part, sans prétendre lever toutes les ambiguïtés

entre faits et attitudes verbales, nous tenterons ici de mettre en évidence quelques caractéristiques communes des trajectoires biographiques et des modes de jugement au moment de l'enquête, en soulignant -notamment par contraste avec les autobiographies des militants CGT- certaines particularités de la présentation rétrospective de l'expérience vécue<sup>1</sup>.

Les interviewés appartiennent pour la plupart à la génération née entre 1917 et 1923. Ils entrèrent à la CFTC en 1936-38 ou en 1945-48 et ils participèrent au mouvement pour un changement de sigle et d'orientation du syndicat chrétien (l'U.D. de Loire-Atlantique, avec celle de la Loire et la Fédération de la métallurgie furent à l'origine de cette transformation). Au cours de leur vie syndicale, les narrateurs ont vu leur organisation passer d'une situation très minoritaire à une égalité avec la CGT pour les adhérents et les votes. On comprend que leurs récits prennent la forme d'une épopée : conquête et Reconstruction d'un syndicat.

1. Voir aussi B. Fèvre "Etude de biographies de militants syndicalistes CFTC-CFDT", Mémoire de maîtrise de sociologie, Université de Nantes 1980. J. Peneff "Autobiographies de militants ouvriers" Revue française de science politique Fev. 1979 n° 1.

### L'origine

Ces militants n'ont pas une origine prolétarienne ancienne. Les pères sont souvent de petits cultivateurs -notamment de la banlieue nantaise- qui ne pouvant se maintenir à la terre (bail trop lourd, famille nombreuse à nourrir) s'embauchent comme manœuvres, pratiquement sans changer de domicile. Les militants évoquent l'atmosphère pesante et cléricale des campagnes de la périphérie nantaise où les maraîchers, notables autoritaires, jouent le même rôle que les hobereaux du bocage voisin. Le nombre d'indépendants parmi les métiers de leurs proches parents suggère qu'ils appartiennent à cette frange de la classe ouvrière qui oscille entre le salariat et la petite entreprise, cette dernière alternative étant souvent compromise par des événements extérieurs ou familiaux (guerre, crise, décès d'un parent). On remarque en effet le nombre important d'orphelins parmi les interviewés d'où, pour eux, une triple expérience :

- exploitation aggravée du parent survivant (la mère est alors employée comme bonne en maison bourgeoise). C'est l'occasion de la première rencontre avec l'injustice sociale et le mépris envers les ouvriers, toutes choses plus ou moins acceptées par la mère résignée mais qui révoltent l'enfant<sup>1</sup>.

1. Cf. l'anecdote racontée par G. Declercq où il revendique auprès du patron de sa mère de meilleures conditions de travail pour celle-ci. G. Declercq. Syndicaliste en liberté. Paris. Seuil 1974 p. 81. On remarquera que les trois syndicalistes CFDT de l'Ouest dont les autobiographies ont été publiées par ailleurs, sont également orphelins. Cela a entraîné le salariat du conjoint survivant ou de l'enfant. Tels sont les itinéraires du vendéen Jean Clautour responsable de la Fédération Hacuitex (né en 1924, fils d'un petit fermier devenu salarié agricole), de la finistérienne Jeannette Laot (née en 1925, fille d'un boucher) dont l'histoire familiale est un bon exemple de ces familles ouvrières ayant beaucoup de professions indépendantes parmi leurs membres et enfin de Gilbert Declercq (né en 1920). Voir J. Clautour Eugène ou la rage de vivre. Paris. Les éditions ouvrières. 1980. J. Laot Stratégie pour les femmes. Paris. Stock 1977. G. Declercq op. cit.

- expérience de la solidarité familiale. Le décès d'un des deux parents est l'occasion -dans les cas évoqués- d'un rassemblement affectif autour du survivant. Cette épreuve ressoude le foyer, réactive les liens avec la famille éloignée, tout en donnant des responsabilités précoces aux enfants.

- expérience des institutions d'assistance de l'Eglise (orphelinat, oeuvres charitables) où passèrent quelques-uns des futurs militants. Leurs familles sont catholiques mais non cléricales si l'on entend par ce dernier terme : membres du clergé parmi les proches, participation active aux associations dépendantes de l'Eglise. Par ailleurs, les pères des interviewés, quand ils sont salariés, restent extérieurs sinon hostiles aux syndicats. Ils font partie de cette masse d'ouvriers déracinés par la guerre 1914-18 qui ont gardé de leur passé paysan leur foi et leur individualisme. Une anecdote décrit bien leur méfiance envers les organisations et leur scepticisme devant les conquêtes sociales. Lors des premiers congés payés de l'été 1936, il parut inconcevable à nombre d'entre eux d'être payés sans travailler : ils étaient donc venus le premier matin aux chantiers, avaient stationné, incrédules, devant les grilles fermées, doutant de la possibilité de recevoir un salaire sans un travail correspondant.

Cependant, il faut ajouter qu'à côté de ce type d'origine, il en apparaît un autre, très différent. Les parents sont dans ce cas urbanisés de longue date. Ici, point de familles nombreuses, point de salariat pour la mère mais stabilité d'un emploi qualifié (dans une grande entreprise) pour le père qui est parfois syndiqué. Cette situation perçue comme ordinaire ne pousse pas les narrateurs à décrire longuement leur foyer apparemment non menacé.

#### L'école privée

Anciens élèves de l'école chrétienne, quittée à 12 ans, presque tous évoquent le mauvais souvenir qu'elle leur a laissé et le soulagement d'avoir pu échapper -de peu, au moment du Front Populaire- à la prolongation de la scolarité. Les reproches les plus fréquents

qu'ils adressent à l'école privée sont le double traitement pédagogique pour les enfants de riches et de pauvres, les coups et les punitions trop généreusement distribués à ces derniers, l'enseignement routinier ne facilitant pas l'éveil de l'intelligence. Les narrateurs glissent d'ailleurs de cette évocation à une critique générale de l'école, publique ou privée, d'hier ou d'aujourd'hui, peu adaptée selon eux aux ouvriers. S'ils déclarent ne pas avoir aimé l'école, ils disent toutefois avoir apprécié plus tard les études suivies dans les écoles du syndicat : notamment les stages des Ecoles Normales Ouvrières dans le magnifique cadre du château de Bierville donné par Marc Sangnier ou à l'Institut du Travail de Strasbourg.

Rares furent donc ceux qui continuèrent leurs études au-delà du primaire : aucune velléité d'entrer au séminaire ou juvénat. Ce qu'aucun prêtre d'ailleurs ne leur suggère à cause peut-être de leur caractère indiscipliné ou de leurs résultats moyens. Les seules écoles techniques où ils auraient pu entrer sont, du fait des convictions chrétiennes familiales, des établissements catholiques qui sont réservés, selon eux, en raison du coût élevé, aux enfants d'artisans et de commerçants. Ils furent alors embauchés par des maraîchers ou des petits entrepreneurs. Ils firent leur apprentissage sur le tas et ce n'est qu'après la guerre qu'ils entrèrent dans les chantiers navals. Ils ont fréquenté le patronage de la paroisse : c'était la seule possibilité de sports et de loisirs dans la mesure où leur famille évitait de les envoyer dans les associations sportives municipales et laïques. Les jeunes abbés qui remplacent à la direction des "patros" les vieux prêtres traditionalistes, les choisissent comme organisateurs et recruteurs en raison, peut-être, de leurs qualités d'enfants débrouillards et actifs (qu'ils disent avoir été). Ils se jugent rétrospectivement comme des jeunes gens bagarreurs, un peu anarchistes, révoltés par l'injustice (à l'école privée, au catéchisme ou à la "boîte").

Les militants d'origine citadine, fils d'ouvriers, fréquentaient, quant à eux, les institutions étatiques et profitaient de leurs avantages (gratuité, bourses, cercles sportifs). Venant de l'école

laïque, quelques-uns prolongèrent leur scolarisation dans le primaire supérieur<sup>1</sup> mais ces anciens élèves d'EPS ou d'EPCI n'insistent pas aujourd'hui sur leur passage dans ces écoles<sup>2</sup>.

#### La JOC

Ce qui est pour d'autres, traditionnellement lié à l'évocation de l'école dans les souvenirs : découverte d'un monde nouveau, plaisir des livres, camaraderie d'élèves est toujours associé chez les interviewés à leur passage à la JOC dont ils furent les responsables à Nantes entre 1935 et 1950. Rappelons que ce mouvement connut un réel succès en Loire-Inférieure (5000 adhérents en 1938), un des seuls départements de l'Ouest où il réussit à s'implanter avant-guerre. Les descriptions données par les militants insistent sur le fait que les sections nantaises de la JOC durent s'imposer contre une large partie de l'Eglise et qu'elles se constituèrent assez vite en organisation autonome s'opposant même au "patronage" organisme concurrent dans la

1. Cet itinéraire se rapproche de celui des militants CGT que nous avons interviewés. Ces derniers avaient été de bons élèves des cours supérieurs, envoyés dans les EPS ou entrés en bon rang dans les écoles d'apprentissage des chantiers navals où la formation était selon eux excellente (40 heures de cours par semaine pendant 11 mois par an, professeurs expérimentés et matériel pédagogique de valeur). Cet accès très recherché par les parents était obtenu après un difficile concours auquel préparaient spécialement les instituteurs publics des quartiers ouvriers.

2. G. Declercq est un ancien élève de l'EPCI de Nantes. L'éditeur de son livre *Syndicalisme en liberté* n'a pas publié l'intégralité des passages concernant la scolarisation, notamment ceux où l'auteur se montre satisfait des écoles publiques qu'il a fréquentées. Nous remercions G. Declercq de nous avoir autorisé à reproduire les passages non retenus par les éditions du Seuil.

On retrouve cette même brièveté d'allusion à la scolarité dans le primaire supérieur dans les autobiographies de deux autres animateurs de la JOC et de la CFIC, Fredo Krummow et Georges Montaron. Cf. F. Krummow *Craince ou le feu de la vie*. Ed. ouvrières Paris 1974, G. Montaron *Quoi-qu'il en coûte*. Paris. Stock 1975.

paroisse pour l'offre des loisirs des jeunes, fortement encadré par le clergé. Les narrateurs montrent une JOC, à la fois lieu de connaissance et de témoignage sur la condition ouvrière, instance d'organisation syndicale des jeunes travailleurs, moyen de formation des militants (ils y auraient appris à parler en public, à diriger une réunion). Ils dépeignent la JOC comme un mouvement dans lequel l'organisation de la jeunesse (à partir des enquêtes sur les ouvriers : le fameux "Voir-Juger-Agir") et la lutte en faveur des apprentis primaient sur la volonté de rechristianiser et de moraliser la classe ouvrière, pratiques non pas absentes mais de peu d'effet, en raison du manque d'aumôniers et d'un faible public dans les réunions spirituelles. Les assemblées et les cercles d'études où se pratiquait la révision de vie, cette sorte de confession semi-publique, auraient été beaucoup moins fréquentés que les sorties en vélo, les fêtes, ou les actions de solidarité envers les défavorisés.

Ils décrivent donc la JOC comme une organisation développée presque à l'insu de l'Eglise et dont les curés de paroisse, traditionalistes, ne facilitaient pas la diffusion. C'est pour eux, l'époque héroïque où les premiers jocistes luttent contre l'anticléricalisme ouvrier, arborent d'une manière un peu provocante l'insigne JOC à l'école laïque, cherchent à imposer la prière le soir à la caserne, entonnent l'hymne "Nous referons chrétiens nos frères" dans les meetings. Il faut rappeler que la JOC fut en France le mouvement de jeunesse le plus important dans l'entre-deux-guerres : 135 000 adhérents en 1939 (sans compter les sections féminines) : succès rapide d'une organisation née en 1927. Ses effectifs dépassent, et de loin, ceux des Jeunesses Communistes ou Socialistes avec lesquelles d'ailleurs elle s'affronte dans des combats de rue des vendeurs de journaux<sup>1</sup>.

1. Leur journal *La Jeunesse Ouvrière* a tiré, très vite, à 400 000 exemplaires. En 1937, le rassemblement national au Parc des Princes réunit 80 000 jocistes. La mise en scène grandiose (défilé aux flambeaux, chants conquérants) a laissé aux témoins un souvenir ébloui.

L'histoire embellie rapporte qu'à Nantes, certains abbés n'hésitaient pas à retrousser la soutane et à faire le coup de poing ! Le succès de ce mouvement est attribué par les narrateurs au fait qu'ils auraient animé victorieusement un conflit de générations, une sorte de révolte des jeunes ouvriers contre leurs aînés. Les récits, en effet, font davantage valoir les luttes menées par la JOC entre 1930 et 1940 contre les "abus tyranniques" des vieux ouvriers que contre le patronat<sup>1</sup>.

Notons que de nouvelles catégories d'ouvriers formées dans d'autres conditions, apparaissaient alors. Nés après la première guerre, passés dans les écoles chrétiennes (effort sans précédent de Mgr Le Fer de la Motte pour la création d'écoles libres de garçons), qualifiés plus précocement que leurs devanciers, les jeunes ouvriers jocistes disent découvrir alors, avec stupeur, dans les entreprises, les brimades contre les apprentis et les comportements ouvriers qu'ils vont dénoncer comme grossiers ou immoraux : alcoolisme, rixes, gaspillage du salaire au détriment du foyer ... Ils vont s'efforcer de lutter contre ce qu'ils ressentent comme une vulgarité des mœurs et tenter de protéger les jeunes : revendication de vestiaires séparés, offre d'autres loisirs que le café, recherche d'une réelle formation sur le tas au lieu de l'oppression sur les jeunes "mousses" souffredouleur.

1. Un fait est souvent cité : la mort d'un jeune "arpète" déculotté et "gonflé" à l'air comprimé. Les militants CGT que nous avons interviewés, rentrés dans les chantiers après avoir acquis une qualification en école technique, ne racontent pas de tels événements mais insistent plutôt sur la passation en douceur des savoirs et les bons rapports entre générations. Par contre, Louis Dury, lui-même d'origine rurale et catholique, rapporte des faits semblables à ceux évoqués plus haut. Cf. *Les Prolos* Paris Denoël 1973.

### La relève. Le STO

Un interviewé sur deux est parti en Allemagne au titre de la relève ou du STO pour lesquels cette génération a été requise. Paradoxalement, c'est là-bas que certains des militants firent leurs premières expériences des luttes et des grèves. Il y découvrirent la force d'un collectif organisé (solidarité, sabotage). Il est vrai que c'était la première fois qu'ils travaillaient dans une grande entreprise !

Mis à part l'un d'entre eux, aucun ne participa à la Résistance. Aussi, ne s'étendent-ils pas sur la période de la guerre : (faible nombre d'allusions à la lutte armée, aux déportations). Ils décrivent plutôt leur départ en Allemagne comme malchanceux mais sans dénonciation du régime de Pétain. Ils ne se montrent amers qu'envers leur patron qui les avait désignés aux autorités pour le STO. Ils ne manifestent pas non plus, à l'occasion de leur service militaire une hostilité marquée contre l'armée bien qu'ils ironisent sur la bêtise de quelques gradés. L'absence de critique des institutions d'Etat les différencie des cégétistes, fortement antimilitaristes, que nous avons précédemment interviewés.

### De la CFTC à la CFDT

En 1945, se pose à eux la question de leur engagement syndical ou politique. Se maintenir à la JOC, créer un nouveau syndicat, rallier la CGT, militer dans un parti ? Ils tentèrent de rester le plus tard possible à la JOC, en formant une JOC-aînée, pour retrouver l'ambiance antérieure, l'esprit de petite équipe qu'ils valorisent fortement (ils se marient avec des jocistes filles). Le bouillonnement politique à la Libération les a séduits un moment et ils entrèrent au MRP (ou dans un petit parti : M.L.P., U.D.S.R.). Ils militent aussi à l'A.C.O. bien que certains la jugent pas assez engagée et son recrutement trop hétérogène. Quelques-uns adhèrent ou furent près d'adhérer à la C.G.T. D'après leur témoignage, peu de choses à la CFTC de l'époque les tentaient : syndicat de cadres et d'employés cléricaux et cérémonieux : on appelait G. Tessier "Mr Le Président".

Rétrospectivement, ils expliquent qu'ils se détournèrent de la C.G.T. en raison de leurs mauvais contacts avec les cégétistes (aggravés, disent-ils, par la manière de ces derniers de proposer l'adhésion<sup>1</sup>) et en raison aussi de leur sentiment d'un excès de politisation, d'un abus des grèves au sein de ce syndicat entre 1947 et 1952<sup>2</sup>. Il y avait peut-être aussi l'impatience d'accéder à des responsabilités, étant donné leur conviction que la CGT accordait une moindre place aux jeunes. Ils entrèrent donc à la CFTC pour la majorité d'entre eux entre 1944 et 1947.

Dès lors, leur activité et le poids de plus en plus grand du syndicat de la métallurgie vont imposer, dans le département, un style ouvrier dans le syndicat chrétien. Sans s'appesantir sur les conflits intérieurs<sup>3</sup>, ils décrivent l'investissement patient et leur conquête interne - au grand dam de l'Eglise et du patronat - d'une organisation prévue au début pour limiter les revendications ouvrières. Ils attribuent leur réussite à leurs capacités militantes acquises à la JOC et à leur sens de l'organisation. Les grandes grèves de la métallurgie en 1955 semblent avoir marqué l'orientation nouvelle de la CFTC en Loire-Atlantique et le début d'une transformation en syndicalisme de classe, provoquée en partie par l'intransigeance du

1. La présentation sans façon de l'adhésion ou la sollicitation un peu poussée est un reproche qu'ils font souvent à la CGT. Cf. notamment E. Descamps *Militier Fayard*. Paris 1971 p. 25.

2. Un interviewé explique ainsi le succès de son organisation vers 1950 : "Les ouvriers disaient : avec eux (la CFTC) on est tranquille ... ils obtiennent des résultats, on n'est pas toujours à se battre".

3. La vie de l'organisation, les problèmes de personnes et le fonctionnement sont peu abordés dans les récits militants destinés au public. Nous avons déjà remarqué cette "discretion" parmi les militants CGT.

patronat local, son refus de négociations entraînant la dureté des conflits. Les grèves de 1955 auraient, d'après leur témoignage, légitimé le caractère ouvrier de la CFTC grâce à sa combativité dans les heurts avec les CRS et par la manifestation publique de sa force et de sa représentativité vis-à-vis de la CGT. L'anecdote souvent reproduite de l'assistance que procura, au nom du respect dû à tout vieux militant, Gilbert Declercq à G. Jacquet secrétaire de l'U.D.C.G.T., lors d'une réunion où ce dernier fut quelque peu chahuté par des grévistes impatients, est le symbole de la protection paternelle que le jeune syndicat se permit d'offrir alors, à un autre, vénérable<sup>1</sup>.

Le changement de sigle et la naissance de la CFDT ne semblent pas avoir posé de problèmes dans le département selon les narrateurs. Il est intéressant de noter qu'ils expliquent le clivage : maintien à la CFTC ou adhésion au nouveau syndicat, par le rapport à l'école privée ; les résistances à la création de la CFDT auraient été particulièrement fortes parmi les tenants de l'enseignement catholique. Mais en aucun cas, le congrès de 1964 ne leur apparaît comme une date historique. Ils voient un banal changement d'appellation et une continuité là où d'autres (théoriciens ou historiens du syndicalisme) voient une rupture<sup>2</sup>.

1. Dans les manuels de l'A.C.O., ce geste est cité comme exemple de la charité chrétienne ouvrière.

2. Dans les interviews, les narrateurs se réfèrent rarement à des intellectuels. Ils n'évoquent pas de débats théoriques autour du syndicalisme ou de l'histoire du mouvement ouvrier. Ils ne citent aucun texte ou auteur (encyclopédies sociales, Pelloutier etc...). Cette absence de recherche d'une affiliation doctrinale les rapproche des militants cégétistes étudiés (qui ne citaient jamais Marx ou un autre théoricien).

Les Chantiers Dubigeon

Si la CGTU eut à Nantes sa forteresse ouvrière, les Batignolles (où passèrent Ch. Tillon, R. Ballanger etc...), la CFIC s'implanta d'abord dans un chantier naval d'où son influence gagna ensuite la métallurgie nantaise et aboutit à sa prééminence syndicale actuelle dans la navale. Ce furent les Chantiers Dubigeon qui servirent ainsi de tremplin : ils se caractérisaient, avant-guerre, par leur taille réduite et une moindre combativité par rapport aux autres chantiers. Mais ils embauchèrent fortement, à partir de 1945, ce qui permit à de nombreux jocistes d'y entrer et d'affronter aussitôt le syndicat concurrent. Les péripéties de leur rivalité avec la CGT sont décrites par les narrateurs avec un réel plaisir. Ils attribuent leur succès au fait que, dans un premier temps, les employés qui leur étaient plus favorables votaient avec le collègue ouvrier d'où la possibilité rapide d'avoir des délégués : ils l'attribuent aussi à leur conception nouvelle du syndicalisme, basée sur une négociation en vue d'améliorer les conditions de travail et augmenter la responsabilité des ouvriers au lieu d'axer les luttes sur les hausses de salaire. Ils mentionnent avec insistance la supériorité intellectuelle de leurs jeunes militants et évoquent quelques "coups réussis" contre le syndicat concurrent. Les allusions et la référence à la CGT (et au PC auquel elle est toujours assimilée), fréquentes dans leur récit, expriment parfois une forte hostilité<sup>1</sup>. On notera cependant cette caractéristique propre aux discours des travailleurs de la navale : les clivages entre syndicats ou entre catégories d'ouvriers s'estompent au profit d'un "patriotisme" de chantiers : affirmation de la

1. Dans les interviews des militants CGT, la CFIC ou la CFDT n'apparaissent à aucun moment.

supériorité de son entreprise, fierté du bateau construit présenté comme une remarquable réussite technique.

L'entrée manquée au PS

Vers 1970-75, au moment où, à 55 ans, ils songent à une semi-retraite syndicale et passent leurs fonctions à plus jeunes qu'eux, certains interviewés sont entrés au Parti Socialiste. Jusque là, s'ils militaient hors entreprise, ils le faisaient dans des associations familiales A.P.F., A.S.F. dans lesquelles leur femme avait souvent des responsabilités. Mais la plupart quittèrent peu après le P.S. Le poids des enseignants, le faible nombre d'ouvriers dans ce parti provoquaient, disent-ils, un fonctionnement particulier : discussion sans fin sur des textes, querelles à propos de statuts dans de larges assemblées où les ouvriers étaient minoritaires. Les bases laïques de l'ancienne SFIO en Loire-Atlantique y auraient fait resurgir aussi des attitudes de méfiance vis-à-vis des chrétiens, ce qui acheva de les rebuter<sup>1</sup>.

Jean PENEFF

1. On remarque le même itinéraire politique récent (entrée puis abandon du P.S.) parmi les militants CFDT de la Loire cités dans P. Héritier, R. Bonnevielle, J. Ion, C. Saint-Sornin : "150 ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois". Le champ du possible. SF Etienne. 1979. p. 350.

HISTOIRE DE LA CFTC A NANTES AVANT 1939

---

Cette histoire se caractérise par le passage d'un syndicalisme d'employés où les femmes sont majoritaires à un syndicalisme ouvrier de masse. L'arrivée d'une nouvelle génération ouvrière a modifié la composition et le fonctionnement de l'organisation syndicale. Nous aborderons ici quelques aspects de la naissance et du développement de la CFTC nantaise.

Des débuts difficiles

En 1908, se crée un syndicat nantais d'employés chrétiens. Il s'affilie dès l'année suivante au Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie (S.E.C.I.), l'organisation nationale fondée par le syndicat des employés catholiques parisiens. Comme ce dernier, le syndicat nantais est soutenu par les Frères des Ecoles Chrétiennes<sup>1</sup> ; il bénéficie également du soutien du chanoine Lemoine, aumônier de l'Association Catholique de la Jeunesse Française et du chanoine Menard, directeur des oeuvres du diocèse.

Grâce à ces appuis, le syndicat peut s'installer dans une mansarde de la Maison des Oeuvres, rue du Chapeau-Rouge, où il organise ses premiers services de placement et d'achats en commun.

---

1. En 1895 déjà, les Frères des Ecoles Chrétiennes avaient favorisé la création de la Fédération des Travailleurs Chrétiens de l'Ouest. Le Congrès constitutif s'était tenu dans la salle de leur pensionnat, rue de Bel-Air. L'initiative (qui n'a pas de conséquence durable) était suscitée par la démocratie chrétienne : l'Abbé Trochu, Desgrèes du Lou, Léon Harmel étaient présents au congrès.

Jusqu'à la guerre de 1914, le recrutement est difficile et le syndicat ne compte qu'une quarantaine d'adhérents. Les historiques retracés dans les congrès ultérieurs insistent sur les réticences du clergé de l'époque vis-à-vis d'un regroupement de salariés ; certains prêtres interdisent la propagande dans leurs patronages et en excluent parfois les membres syndiqués.

On note aussi des difficultés au sein du syndicat : Ricordel, l'un des fondateurs, militant actif dans plusieurs œuvres du diocèse et dans les groupes royalistes, quitte le syndicat.

#### L'Union Nantaise des Travailleurs Chrétiens

Après la guerre, le syndicat des employés prend un nouveau départ. Le nombre des adhérents progresse rapidement : 50 en 1920, 350 en 1922<sup>1</sup>. Sous l'influence du syndicat des employés, plusieurs syndicats chrétiens existant à Nantes se regroupent dans l'Union Nantaise des Travailleurs Chrétiens, qui s'affilie à la CFTC nouvellement créée.

En 1919, l'Union Nantaise comprend le syndicat des employés, la "Section des Dames", fondée en 1918 et deux syndicats plus anciens, le syndicat des menuisiers-ébénistes et le syndicat de l'Aiguille, dont les origines remontent à l'Œuvre des Cercles Ouvriers<sup>2</sup>.

1. Les chiffres des effectifs syndicaux sont tirés du "Messager Syndical".

2. L'Œuvre des Cercles Ouvriers est créée à Nantes à la fin du siècle dernier, par des disciples d'Albert de Mun (notamment le sénateur Charles Le Cour Grandmaison qui sera invité aux premiers congrès de l'Union Nantaise CFTC). Quatre cercles sont ouverts, pourvu chacun d'une bibliothèque, d'un cercle d'études et d'un patronage de jeunes. L'Œuvre des Cercles Ouvriers Nantais comprend également trois secrétariats du Peuple (assistance juridique et médicale), quatre centres de conférences, un groupe d'études sociales et plusieurs syndicats mixtes (patrons et ouvriers). Selon E. Flornoy : "L'Œuvre des Cercles Catholiques" - La Quinzaine. Juin 1901.

L'Union Nantaise s'installe alors dans des locaux indépendants, rue de Bel-Air. Elle fait paraître un journal, "Le Messager Syndical" - qui devient l'organe de l'Union Régionale constituée en 1923.

De nouveaux syndicats se créent : l'Union Nantaise compte 2000 adhérents et 15 syndicats en 1931. Les plus importants demeurent les syndicats fondateurs : la "Section des Dames", le syndicat de l'Aiguille et le syndicat des employés. Ce dernier conserve un rôle dirigeant au sein de l'Union Nantaise ; la plupart des responsables locaux sont des cadres (banques, assurances ...), membres du syndicat des employés.

Après 1920, les activités se font plus nombreuses : la CFTC a des représentants au Conseil des Prud'hommes et dans divers organismes. Une commission "mixte", créée à son initiative, réunit régulièrement des responsables de la CFTC et des patrons chrétiens de la Confédération Française des Professions, pour la préparation d'accords professionnels. Quelques accords sont signés avant 1936 ; ils portent sur les salaires (Nouveauté), les conditions d'apprentissage (menuisiers-ébénistes), les congés payés (dans quelques entreprises) et surtout sur le respect du repos dominical et la "semaine anglaise" (Commerce). Néanmoins, pendant toute cette période, l'action revendicative et professionnelle des syndicats chrétiens est peu importante comparée au développement des différents services qu'ils proposent à leurs adhérents.

#### Des syndicats organisateurs de services

Les divers avantages auxquels donne droit l'adhésion sont énumérés dans les publications et les congrès de l'Union Locale ; ces services sont le but essentiel des syndicats chrétiens.

L'Union Nantaise assure le fonctionnement d'un bureau de placement, d'une permanence juridique, d'une coopérative d'achats en commun et de plusieurs caisses d'entraide financière : crédit mutuel, caisse "rurale" d'épargne et de prêt, caisse du soldat, caisse du

décès. En 10 ans, la gestion de la caisse "rurale" permet aux syndicats de devenir propriétaires de leurs locaux, rue de Bel-Air, d'agrandir le siège local, et d'acquérir une propriété sur les bords de la Loire, la Mi-Côtière, maison de vacances de l'Union Locale.

Léon Buerne, président de l'Union Nantaise crée également d'importantes "oeuvres annexes" : le Crédit Immobilier Familial - société d'H.B.M. fondée dans le cadre de la loi Loucheur - construit 404 maisons de 1929 à 1933 ; la Caisse d'Assurances Sociales, destinée aux catholiques du diocèse, groupe 12 000 assurés en 1933. Les syndicats chrétiens sont aussi des lieux de rencontres et de loisirs : cérémonies religieuses, kermesses, concerts, pièces de théâtre, sorties et randonnées réunissent fréquemment les adhérents.

#### Le syndicat de l'Aiguille et la "Section des Dames"

L'importance des syndicats féminins est une caractéristique de la CFTC de l'époque ; au niveau de l'Union Nantaise, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Les syndicats féminins, très actifs, font paraître une rubrique séparée dans le Messenger Syndical ; les publicités du journal syndical sont en grande partie destinées à ses lectrices.

Le syndicat de l'Aiguille, qui regroupe des lingères et des couturières est le plus ancien. Il a été créé en 1893 par le "Comité des Dames Patronnesses" de l'Oeuvre des Cercles Ouvriers. Lors de sa création, le syndicat était "mixte", c'est-à-dire qu'il rassemblait des patronnes et leurs ouvrières. En 1918, les statuts sont modifiés et l'adhésion est désormais réservée aux seules salariées. La transformation des statuts a réduit les effectifs<sup>1</sup>. Ce sont néanmoins

1. En 1907, la Section Ste Anne comptait 500 membres et la Section Ste Marie, 200 membres, selon les chiffres donnés au congrès diocésain de 1907. (Les années de guerre ont probablement contribué à la baisse des effectifs).

190 lingères - "Section Ste Marie" - et 260 couturières - "Section Ste Anne" - qui adhèrent à la CFTC lorsque le syndicat s'affilie à l'Union Nantaise en 1919.

Dans les articles du Messenger Syndical, le syndicat de l'Aiguille aborde rarement la question des salaires ou des conditions de travail. Par contre, ce syndicat a son propre bureau de placement, son atelier de chômage fournit du travail aux adhérentes sans emploi pendant la morte-saison ; il possède une caisse de secours et de chômage et une caisse de secours mutuels qui rembourse les soins médicaux et verse une pension de vieillesse. Le syndicat organise des cours professionnels et un patronage pour les jeunes. Les membres du syndicat peuvent participer aux réunions d'un cercle d'études, et sont invités à de nombreuses sorties, excursions et séances récréatives.

Le syndicat de l'Aiguille, par certains éléments conservés d'un fonctionnement antérieur se distingue des autres syndicats de l'Union Nantaise<sup>1</sup>, il reste à l'écart des regroupements : on constate en particulier qu'il ne s'est pas affilié au Syndicat de l'Abbaye (nom donné à l'Union Nationale des Syndicats Féminins), et qu'il ne participe pas aux assemblées générales qui réunissent les autres syndicats féminins nantais.

En 1934, le "Messenger Syndical" change de titre pour devenir la "Voix des Travailleurs". La place occupée par le syndicat de l'Aiguille dans la nouvelle formule du journal est considérablement réduite.

1. "La Semaine Religieuse", le journal hebdomadaire diocésain consacre une place inégale aux différents syndicats chrétiens ; les activités du Syndicat de l'Aiguille y font l'objet d'annonces et de comptes-rendus fréquents et substantiels - dans lesquels l'affiliation du syndicat à la CFTC n'est pas mentionnée.

Quant au second syndicat féminin, "la Section des Dames", avec 650 adhérentes en 1922, c'est le plus important des syndicats de l'Union Nantaise. A l'exemple du SECI, la Section des Dames s'est constituée en syndicat de salariées dès sa création en 1918, avec un bureau de placement et une société de secours mutuels. Ses cours professionnels du soir recueillent 250 inscriptions en 1933, sans compter l'école professionnelle (cours du jour payants) ouverte en 1932. La formation syndicale et culturelle des adhérentes est assurée par un cercle d'études mensuel, par des conférences fréquentes et une bibliothèque. Les activités de loisirs sont également nombreuses : séances récréatives, promenades, sorties "archéologiques", groupes de couture (l'Oeuvre du Trousseau) et de gymnastique ; le syndicat fait même construire un court de tennis derrière l'immeuble syndical. Pour les vacances, la Section des Dames loue dès 1922, plusieurs maisons à la mer et à la campagne ; sa rubrique dans le *Messenger Syndical* est suspendue pendant l'été.

La Section des Dames participe activement à la vie de la CFTC et de l'Union Nantaise ; elle relaie sur le plan local, les campagnes de l'Union Nationale des Syndicats Féminins. Cette dernière structure est dissoute en 1937. Rompant avec le fonctionnement séparé, traditionnel des oeuvres catholiques, la Section des Dames et le syndicat des employés fusionnent<sup>1</sup>.

#### Des Syndicats Chrétiens

Pendant toute cette période, les articles du *Messenger Syndical*, les activités proposées par les syndicats sont destinés à des catholiques pratiquants. Les réunions syndicales commencent par une prière<sup>2</sup>,

1. Révélatrice d'une mentalité, l'annonce publicitaire des *Cours Pi-gier*, qui paraît dans le *Messenger Syndical* comporte la mention : "Entrée et salles spéciales pour dames et jeunes filles-professeurs dames!"

2. La question de la prière inaugurale se pose dès 1936. Après avoir consulté le nouvel évêque de Nantes, Mgr Villepelet, certains syndicats l'abandonnent, d'autres la maintiennent parfois jusqu'en 1955.

et chaque syndicat célèbre la fête de son saint-patron, date habituelle de son congrès annuel. L'Union Départementale est placée sous le patronage de St Michel, patron des employés. La messe est inscrite au programme des congrès et les congressistes sont photographiés sur le parvis de l'église. Jusqu'en 1945, la fête chrétienne du Travail a pour date le jeudi de l'Ascension. Les syndicats participent au pèlerinage de la "France du Travail" à Rome et organisent des pèlerinages à Lourdes.

Dans la rue de Bel-Air, l'immeuble de l'Union Nantaise se trouve situé à proximité de l'Eglise St Similien et encadré d'un côté par le presbytère, de l'autre par une chapelle et la salle du patronage de la paroisse -la future salle St Michel que les syndicats achètent plus tard à la paroisse pour agrandir leurs locaux.

Au début du siècle, l'immeuble est occupé par une école, destinée aux "petites filles pauvres de la paroisse" et tenue par une Congrégation des Soeurs de Saint-Vincent de Paul. En 1911, la Congrégation est expulsée et l'immeuble mis sous séquestre. Il est acheté en 1920 par une société immobilière dont les syndicats détiennent rapidement la majorité des actions.

Facilitées par la proximité, les relations entre les syndicats et la paroisse sont nombreuses jusqu'à la guerre. En 1934, plusieurs numéros du bulletin paroissial consacrent la "Chronique de nos Oeuvres" à la description des syndicats chrétiens. Une publicité pour les syndicats figure sur la couverture des bulletins. Les syndicats réunissent leurs congrès dans la salle du patronage et certaines oeuvres de la paroisse utilisent les locaux des syndicats ; c'est le cas notamment du Rassemblement des Chefs de Famille, dont Léon Buerne, président de l'Union Locale CFTC est élu président en 1934 ; et de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne dont la fédération départementale s'installe rue de Bel-Air.

Quant au second syndicat féminin, "la Section des Dames", avec 650 adhérentes en 1922, c'est le plus important des syndicats de l'Union Nantaise. A l'exemple du SECI, la Section des Dames s'est constituée en syndicat de salariées dès sa création en 1918, avec un bureau de placement et une société de secours mutuels. Ses cours professionnels du soir recueillent 250 inscriptions en 1933, sans compter l'école professionnelle (cours du jour payants) ouverte en 1932. La formation syndicale et culturelle des adhérentes est assurée par un cercle d'études mensuel, par des conférences fréquentes et une bibliothèque. Les activités de loisirs sont également nombreuses : séances récréatives, promenades, sorties "archéologiques", groupes de couture (l'Oeuvre du Trousseau) et de gymnastique ; le syndicat fait même construire un court de tennis derrière l'immeuble syndical. Pour les vacances, la Section des Dames loue dès 1922, plusieurs maisons à la mer et à la campagne ; sa rubrique dans le Messenger Syndical est suspendue pendant l'été.

La Section des Dames participe activement à la vie de la CFTC et de l'Union Nantaise ; elle relaie sur le plan local, les campagnes de l'Union Nationale des Syndicats Féminins. Cette dernière structure est dissoute en 1937. Rompant avec le fonctionnement séparé, traditionnel des oeuvres catholiques, la Section des Dames et le syndicat des employés fusionnent<sup>1</sup>.

#### Des Syndicats Chrétiens

Pendant toute cette période, les articles du Messenger Syndical, les activités proposées par les syndicats sont destinés à des catholiques pratiquants. Les réunions syndicales commencent par une prière<sup>2</sup>,

1. Révélatrice d'une mentalité, l'annonce publicitaire des Cours Pi-gier, qui paraît dans le Messenger Syndical comporte la mention : "Entrée et salles spéciales pour dames et jeunes filles-professeurs dames"!

2. La question de la prière inaugurale se pose dès 1936. Après avoir consulté le nouvel évêque de Nantes, Mgr Villepelet, certains syndicats l'abandonnent, d'autres la maintiennent parfois jusqu'en 1955.

et chaque syndicat célèbre la fête de son saint-patron, date habituelle de son congrès annuel. L'Union Départementale est placée sous le patronage de St Michel, patron des employés. La messe est inscrite au programme des congrès et les congressistes sont photographiés sur le parvis de l'église. Jusqu'en 1945, la fête chrétienne du Travail a pour date le jeudi de l'Ascension. Les syndicats participent au pèlerinage de la "France du Travail" à Rome et organisent des pèlerinages à Lourdes.

Dans la rue de Bel-Air, l'immeuble de l'Union Nantaise se trouve situé à proximité de l'Eglise St Similien et encadré d'un côté par le presbytère, de l'autre par une chapelle et la salle du patronage de la paroisse -la future salle St Michel que les syndicats achètent plus tard à la paroisse pour agrandir leurs locaux.

Au début du siècle, l'immeuble est occupé par une école, destinée aux "petites filles pauvres de la paroisse" et tenue par une Congrégation des Soeurs de Saint-Vincent de Paul. En 1911, la Congrégation est expulsée et l'immeuble mis sous séquestre. Il est acheté en 1920 par une société immobilière dont les syndicats détiennent rapidement la majorité des actions.

Facilitées par la proximité, les relations entre les syndicats et la paroisse sont nombreuses jusqu'à la guerre. En 1934, plusieurs numéros du bulletin paroissial consacrent la "Chronique de nos Oeuvres" à la description des syndicats chrétiens. Une publicité pour les syndicats figure sur la couverture des bulletins. Les syndicats réunissent leurs congrès dans la salle du patronage et certaines oeuvres de la paroisse utilisent les locaux des syndicats ; c'est le cas notamment du Rassemblement des Chefs de Famille, dont Léon Buerne, président de l'Union Locale CFTC est élu président en 1934 ; et de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne dont la fédération départementale s'installe rue de Bel-Air.

La liste des invités aux congrès signale la présence de nombreux membres du clergé : l'évêque ou son représentant, le directeur des oeuvres du diocèse, un représentant des Frères des Ecoles Chrétiennes, l'aumônier des syndicats et les directeurs des cercles d'études.

L'évêque de Nantes, Mgr Le Fer de la Motte a présidé les congrès de 1924 et de 1928. Ses allocutions, rapportées dans le *Messenger Syndical* traduisent des réserves à l'égard de la CFTC ; il insiste sur la "loi du travail", sur le "respect des devoirs" ; les mises en garde sont indirectes mais nombreuses<sup>1</sup>.

#### Les ouvriers à l'écart du syndicalisme chrétien

Le "Sillon" de Marc Sangnier qui préconisait "l'organisation des ouvriers entre eux" n'a eu qu'une influence très limitée dans le diocèse. Les milieux catholiques nantais engagés dans la lutte contre les lois laïques, mobilisés par la "guerre des écoles"<sup>2</sup> sont plus fréquemment royalistes et lecteurs de l'Action Française.

Le diocèse de Nantes est encore rural et chrétien ; les oeuvres catholiques y sont nombreuses et souvent florissantes - chaque paroisse a ses "Fleurs de Lys", ses "Croisés de l'Eucharistie", son patronage, sa société de gymnastique et ses mouvements d'adultes,

1. Le syndicalisme rural semble avoir bénéficié d'un soutien plus actif. L'évêque - originaire d'une famille de propriétaires terriens - le donne en exemple au congrès de la CFTC, en 1924. La *Semaine Religieuse* commente fréquemment ses succès (191 caisses rurales, 80 000 utilisateurs dans le diocèse) et le "protège" des tentatives concurrentes ; celle des abbés démocrates est vivement dénoncée.

2. 120 écoles nouvelles sont ouvertes entre 1914 et 1936 ; ce qui représente 50 000 enfants scolarisés dans les écoles chrétiennes du diocèse.

Ligue Patriotique des Françaises et Rassemblement des Chefs de Famille<sup>1</sup>.

En revanche, les oeuvres plus spécifiquement destinées aux milieux populaires urbains - Unions Professionnelles Catholiques ou Conférences Saint Vincent de Paul - sont en net déclin depuis la guerre. La *Semaine Religieuse* répète les mises en garde contre les dangers de l'usine et recommande d'orienter les jeunes apprentis vers les petits ateliers ; mais la recherche de formes d'encadrement plus adaptées n'est pas présentée comme une priorité.

Une partie non négligeable de la population ouvrière conserve une pratique religieuse ; cependant, les ouvriers rejoignent rarement les syndicats chrétiens, il est vrai qu'ils n'ont souvent aucun moyen d'en connaître l'existence.

Pendant toute cette période, les syndicats ouvriers ont des effectifs très réduits. Ils touchent des catégories minoritaires : compagnons très qualifiés des métiers "nobles" de l'artisanat (le syndicat des menuisiers-ébénistes survit très affaibli de l'Oeuvre des Cercles<sup>2</sup>) ou des professions liées à l'église : tailleurs de pierre qui travaillent à la rénovation de la cathédrale ou typographes des journaux et publications catholiques.

La CFTC commence à s'implanter dans le bâtiment en 1935. Lors

1. En 1929, le diocèse compte 160 groupes de Croisés de l'Eucharistie (5700 garçons), 57 sociétés de gymnastique (2500 gymnastes) et la Ligue Patriotique des Françaises déclare 20 000 affiliées. Le 1er mars 1925, 80 000 hommes du département ont manifesté pour l'abrogation des lois laïques à l'appel du Rassemblement des Chefs de Famille.

2. Le syndicat des menuisiers-ébénistes a conservé des cours professionnels réputés créés en 1882, et transférés depuis, rue de Bel-Air.

du long conflit déclenché par une réduction des salaires, la CFTC participe au cartel syndical chargé des négociations. En 1937, les effectifs du syndicat CFTC du bâtiment atteignent 500 adhérents dans le département ; le syndicat fait paraître son propre journal "Bâtir".

Dans la métallurgie nantaise, le syndicalisme chrétien est pratiquement inexistant<sup>1</sup>. Les activités du syndicat, créé en 1920 et comptant une quarantaine d'adhérents, se réduisent longtemps à des enquêtes sur les conditions de travail et à la célébration de la St Eloi, patron des métallurgistes.

#### La CFTC en 1936

Les milieux catholiques inquiets devant le résultat des élections et le déclenchement des grèves, s'intéressent dès lors au développement des syndicats chrétiens : les autorités ecclésiastiques rappellent que c'est "un devoir pour les ouvriers et employés catholiques d'adhérer à la CFTC" et certains patrons vont encourager la création d'une section CFTC dans leur entreprise.

Après quelques hésitations, la CFTC s'est associée au mouvement de grèves ; les syndicats CFTC préparent les cahiers de revendications et négocient certaines conventions collectives. Fait nouveau, les syndicats chrétiens nantais utilisent la presse locale - le Phare notamment - pour convoquer à leurs réunions. Pendant les grèves, des syndicats nouveaux se sont créés et les effectifs de l'Union Départementale enregistrent une nette progression : 8530 adhérents en janvier 1937. Cette progression est sensible surtout dans le bâtiment, le

1. Toutefois, une maison syndicale CFTC est construite à Indret. La section CFTC de l'arsenal de la marine d'Indret intervient souvent dans le *Messenger Syndical*. Dès 1921, elle a présenté 3 candidats aux élections des délégués ouvriers, et obtenu 750 voix (la CGT recueille 2012 voix).

textile, les "cuirs et peaux", les services hospitaliers et dans une moindre mesure seulement dans la métallurgie ; les ouvriers restent cependant peu nombreux au sein de la CFTC ; les employés, cadres et techniciens constituent une part importante des adhésions de 1936, en particulier dans le bâtiment et la métallurgie.

Ces nouvelles adhésions ne seront pas toutes renouvelées : l'Union Départementale compte 6 300 adhérents en 1938.

Une des caractéristiques de la CFTC après 1936 est l'arrivée des jocistes et le renouvellement des cadres locaux. La Jeunesse Ouvrière Chrétienne a connu en effet une progression rapide : des jeunes vicaires ouverts aux innovations et des prêtres chargés de paroisses ouvrières récentes ont réuni les jeunes ouvriers et les employés des patronages pour fonder des sections de la JOC. Les premières sections nantaises sont celles de Notre Dame du Bon Port, St Pierre, St Paul (1928), Ste Croix, St Félix, Basse Indre, Chantenay (1929), des Batignolles (1931).

Pendant les grèves de 1936, les jocistes rejoignent la CFTC ; Marius Dubard, Yves Bodiguel, jocistes de la première section nantaise Notre Dame du Bon Port, sont à l'origine de sections syndicales ouvrières dans la métallurgie. Yves Bodiguel est élu délégué du personnel chez J.J. Carnaud en 1937. Les premiers dirigeants de la JOC (anciens permanents et responsables fédéraux) deviennent rapidement des responsables syndicaux<sup>1</sup>. Le "Messenger Syndical", devenu "la

1. Jean Terrien (secrétaire de l'Union Locale de St Nazaire dès 1930), René Glotin (président du syndicat des municipaux, président de l'Union Départementale CFTC en 1936), Yves Bodiguel (président du syndicat de la métallurgie et président de l'Union Départementale en 1940), Charles Mabit (permanent de l'Union Régionale en 1935), Jean Raulo (permanent de l'Union Locale en 1938), sont des ouvriers (métallurgistes, électriciens, horticulteurs, typographes) anciens responsables de la JOC.

Voix des Travailleurs" traduit une évolution qui s'accroît jusqu'à la guerre. Le style des articles<sup>1</sup>, les conceptions nouvelles de la formation syndicale et de la propagande, la priorité donnée au développement des syndicats ouvriers montrent l'influence jociste au sein de l'Union Locale.

La guerre interrompt ce renouvellement. Cependant les cadres jocistes ont été formés ou continueront de l'être pendant la guerre et ils seront disponibles pour accueillir et organiser les ouvriers qui adhèrent à la CFTC après La Libération.

Béatrice FEVRE

1. Les articles d'origine jociste ont abandonné le style "fleuri" cher aux fondateurs des syndicats chrétiens. On constate aussi le remplacement des titres syndicaux (souvent élogieux "notre vénéré président", "notre dévoué secrétaire général") par le terme "camarade".

Nous avons nous-mêmes constitué la liste des interviewés par recherche directe, en tenant compte de l'âge, de l'entreprise, des responsabilités. Les entretiens ont été effectués au domicile des militants, durant les années 1980 et 1981. Ils se déroulèrent après une prise de contact, en une ou deux rencontres. Les thèmes suggérés concernaient la famille, la scolarité, l'activité syndicale et professionnelle.

Nous avons attribué aux témoignages les noms ou les initiales des auteurs, selon leur désir personnel. Nous n'avons pas inséré les interventions éventuelles des épouses. C'est un autre point de vue et un autre travail.

Nous exprimons nos remerciements aux militants qui ont évoqué leurs souvenirs.

Les enregistrements ont été réalisés, retranscrits, mis en forme par Béatrice Fèvre, Suzanne et Jean Peneff.

Jean RAULO

Né en 1914 à Nantes

Père : artisan-horloger

Ecole primaire privée. C.E.P.

Typographe 1928-1938

Président de la fédération départementale de la JOC

Secrétaire général de l'U. Locale puis de l'U.D. 1938-1958

Président de la C.A.F après 1958

8 enfants.

Mes grands-parents sont venus de Bretagne, du Morbihan, pour trouver du travail à Nantes. Ils sont descendus à Chantenay : c'était la première gare qu'on trouvait en arrivant à Nantes. Après quelque temps, mon grand-père a trouvé du travail chez les Frères de Saint-Jean-Baptiste de la Salle, rue de Bel-air. Il était l'homme toutes mains de l'école, ce qui a permis à mon père de poursuivre un peu ses études dans cette école. Mes grands-parents se sont saignés aux quatre veines pour lui donner un apprentissage d'horloger-bijoutier. L'apprentissage devait durer quatre ou cinq ans ; il fallait payer le maître d'apprentissage, payer les outils et ne rien recevoir pendant toute la durée de l'apprentissage. Ça a été très dur pour mes grands-parents. Après son mariage, mon père a trouvé le moyen de s'établir, et il avait son magasin, rue de Bel-Air.

Mon père était au Sillon, dans les équipes de Marc Sangnier. Je sais ça par ma mère, puisque mon père est mort en 1918, j'avais quatre ans, ma soeur avait deux ans. Il n'avait pas été mobilisé et le regrettait, mais il avait une jambe légèrement plus courte que

l'autre et on n'avait pas voulu de lui. Il est mort de la grippe espagnole.

Les équipes du Sillon étaient très agissantes à l'époque. Dans l'Eglise, c'était la lutte organisée entre les républicains et les royalistes. Les républicains passaient pour être des gens du pouvoir ... Ils ne l'étaient pas d'ailleurs ; ils défendaient les congrégations autant que les autres. J'ai entendu dire aussi que mon père s'était opposé à l'expulsion des Capucins de la rue Noire. C'était l'ambiance de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, des lois de 1905. Une période agitée ! Je sais également par ma mère qu'il y avait eu des meetings du Sillon, à Nantes, dans l'ancien hôtel de Bretagne, rue de Strasbourg. Marc Sangnier était venu, c'était un orateur de première force ; ils avaient eu une bagarre avec les Camelots du Roi ... Et puis le Sillon a été brisé par Pie X. Marc Sangnier s'est soumis. Ça a été quelque chose de très pénible pour lui. Il était issu de la bourgeoisie et dans ce milieu-là, il avait d'autant plus de mérite à s'affirmer républicain. Il fallait aussi du courage pour être silloniste dans un département comme le nôtre qui était très royaliste, l'Ouest était le pays des notables, des marquis qui étaient tous élus à la Chambre. Il y avait quelques prêtres quand même au Sillon... Après, l'esprit du Sillon est passé à la JOC ; la JOC doit beaucoup à Marc Sangnier ; un certain nombre de chants jocistes étaient d'Henri Colas, qui était un silloniste.

Mon père était donc un artisan, un tout petit artisan d'ailleurs, puisqu'il travaillait tout seul. Il avait quand même "la tripe ouvrière", par ses parents. C'était un esprit social et ouvert : il avait fait partie de cercles d'études et à l'époque, il avait inscrit ma mère aux Retraites Ouvrières et Paysannes, les "R.O.P.". Du côté maternel, mon grand-père était ouvrier à la Manufacture des Tabacs. Ma mère avait été élevée à l'école Nazareth, rue de Talensac. Elle avait appris le métier de stoppeuse, ce qui lui a permis, veuve, de s'en tirer. Elle travaillait chez elle, et elle y passait une partie de ses nuits, pour arriver à nous élever ma soeur et moi.

Toute mon enfance s'est passée rue de Bel-Air. Je connaissais bien la CFTC, qui était juste en face de chez nous. Je me souviens, pendant la guerre, il y avait des militaires ; le couvent était occupé par des Russes Blancs ; ils avaient des chants magnifiques. On était juste en face, aux premières loges. C'était avant que l'immeuble soit acheté par une société immobilière ... Par la suite, j'allais devenir président de cette société civile qui possédait l'immeuble, et sous Vichy, pour ne pas tomber sous le régime de la Charte du Travail, on a revendu les actions à la Caisse chirurgicale si bien que les syndicats n'avaient plus rien et qu'ils ne pouvaient pas être dépossédés ! Et quand les choses se sont remises en place, vers 1949-50, j'ai fait en sorte que l'immeuble soit repris par le syndicat.

Je ne suis pas allé à l'école St-Similien qui était à côté, mais à celle de St-Nicolas. A St-Similien, c'étaient les frères de La Mennais, tandis qu'à St-Nicolas, c'étaient les frères de St-Jean Baptiste de la Salle. Je crois que les premiers étaient moins "côtés" sur le plan de l'instruction, si bien qu'on m'avait mis à St-Nicolas ; mais je n'ai pas fait d'études, seulement jusqu'au Certificat. J'ai passé mes deux Certificats, je suis resté encore six mois à l'école, et ma mère m'a mis en apprentissage. J'ai donc fait mon apprentissage de typographe, chez un artisan, rue d'Erlon. C'était une très vieille entreprise, avec une atmosphère très familiale, il n'y avait qu'un apprenti... très dure aussi, comme on pouvait l'être à cette époque-là. Sur le fond, c'étaient des royalistes "cent pour cent", pas favorables aux syndicats, même chrétiens !

Je me suis quand même inscrit au syndicat du livre CFTC, tout en étant apprenti. J'avais 14 ans, je ne militais pas. A l'époque, je faisais de la JOC, à Notre-Dame du Bon Port. C'était la première section créée à Nantes. C'est là que j'ai connu Bodiguel. Quand il est parti au régiment, c'est moi qui l'ai remplacé à la présidence de la fédération. La JOC, à ce moment-là, se trouvait rue de Bel-Air : pas dans l'immeuble qui donnait sur la rue, mais dans un autre qui se trouvait dans la cour. Il y avait eu, avant, les Cercles de la Jeunesse Syndicale Chrétienne, mais ces Cercles avaient disparu, et la JOC

s'était installée à leur place. Après mon service militaire, j'ai continué la JOC, mais peu de temps parce que je me suis marié en 1937.

Entre-temps, j'avais changé de travail. L'imprimeur chez qui je travaillais ne prenait que des apprentis qu'il essayait de placer après. Il m'a placé chez un autre imprimeur, rue d'Erdre. Là, comme j'ai toujours refusé de prendre ma carte de la CGT, on a fait en sorte que je parte. Je suis passé au journal "L'Echo de la Loire", le quotidien catholique. C'est là que j'ai appris le travail sur machine, sur linotype. Je travaillais de nuit pour la fabrication des journaux, de 19 heures à 2 heures du matin. J'étais délégué. Monsieur Lebras, le directeur du journal, était terriblement réactionnaire, et je me suis retrouvé licencié pour action syndicale à la fin de 1937. Si bien que j'ai pris une responsabilité de permanent en décembre 1938.

J'étais chargé du développement des syndicats ouvriers. En 1938, c'étaient encore les suites de 1936. A l'origine, à la CFTC, il y avait des syndicats féminins et des syndicats d'employés : on n'atteignait que difficilement le milieu ouvrier. Il a fallu 36. En 36, on a mordu. Les employés ont donné la contagion aux ouvriers, à la suite des mouvements, des occupations d'usines. Ça a été surtout l'oeuvre de Charles Mabit et d'Yves Bodiguel. A partir de 1938, j'ai participé à la création de syndicats ouvriers ou à leur développement quand ils avaient été créés par d'autres avant moi. La CGT avait ses fiefs qu'elle voulait conserver, ce n'était pas facile de s'implanter, on n'était pas reconnu. Je me souviens des traménots. Vers 1938, on avait une dizaine de militants bien accrochés ; on avait commencé par avoir des éléments dans les bureaux, qui nous avaient permis de recruter parmi le personnel de roulement, les chauffeurs, les ouvriers de la voie. Dans le bâtiment, c'était la même chose, on avait un syndicat d'employés du bâtiment qui ne marchait pas mal mais les syndicats d'ouvriers ont végété pendant longtemps. Dans la métallurgie, St-Nazaire était plus en avance que nous. On a beaucoup été aidé par St-Nazaire au départ. Et puis, il y a eu des militants, des anciens de la JOC, des gens capables de rassembler autour d'eux comme Yves Bodiguel, qui travaillait chez Carnaud, Marius Dubard, qui était ouvrier aux Chantiers de Bretagne...

La CFTC passait, à tort, pour un syndicat de "jaunes" : c'était la "réaction!" Tout le monde ne venait pas de la JOC, il y avait même une minorité de gens qu'on qualifierait aujourd'hui "d'extrême droite", mais c'était vraiment une minorité. Dans les syndicats, comme noyau, il y avait bien sûr des chrétiens, mais déjà à l'époque, il y avait une évolution, il y avait des gens qui ne pratiquaient pas, alors qu'auparavant, on venait au syndicat parce que c'était une oeuvre. Les braves prêtres qui étaient avec nous, sans être sans doute des républicains à tout crin, avaient quand même dépassé complètement le stade royaliste. Ils étaient d'esprit ouvert. Il y avait surtout l'abbé Chaignon, qui avait lancé la JOC ... Au niveau de la hiérarchie, on avait les sympathies du chanoine Ménard qui s'occupait de toutes les oeuvres, et que j'ai bien connu. Au niveau politique, il votait probablement à droite, mais c'était un esprit très social, très ouvert. J'ai mieux connu le chanoine Lemoine, il s'occupait de l'ACJF dont la JOC faisait partie ; il était plus près de nous. Il y avait aussi l'abbé Belloc qui faisait les cercles d'études, les cours des militants. Au point de vue syndical, on n'avait pas tellement d'autres contacts, en dehors de ceux-là, qui étaient des esprits très évolués.

Sur le plan chrétien, on avait la fête du patron des imprimeurs. On la marquait entre nous mais ça n'a jamais été les temps forts de l'action syndicale. C'était l'occasion de rencontres sur le plan national où on en revenait à un certain rapprochement, à une certaine collaboration entre patrons et compagnons. C'était le point de vue religieux qui nous rassemblait, plus qu'un autre problème. A Nantes, il y avait relativement peu de syndicalistes chrétiens dans la profession, 30 ou 40 peut-être ... C'étaient des rencontres amicales, un peu comme les commissions mixtes qu'on avait avec les patrons chrétiens, la CFPC dont Monsieur Emile Decré était l'homme marquant : c'étaient de bonnes rencontres. Il n'est jamais mauvais de se connaître. Mais ces rencontres n'aboutissaient pas à grand-chose, il n'y a jamais eu de réalisations concrètes !

Après, la guerre est venue. J'ai été mobilisé le deuxième jour, en septembre 1939. Je n'ai pas été prisonnier, je suis revenu au début

de l'année 1941. A ce moment-là, je me suis occupé des ateliers de jeunesse. C'étaient des ateliers de mécanique, de bois, de cordonnerie pour la formation professionnelle des jeunes. C'était placé sous le patronage de Vichy. J'étais directeur de l'atelier de Nantes-St Joseph, juste à côté de l'usine des Batignolles, dans des baraquements, d'anciens wagons ... Pour autant qu'on pouvait le faire, on essayait de soustraire les jeunes à l'Occupation allemande, au STO surtout. On a sauvé un certain nombre de jeunes qu'on savait dans la Résistance ou dont la famille faisait de la Résistance. Ce centre a été fermé. Pendant quelque temps, je me suis occupé du centre Colbert ; avec les bombardements, le centre a été déplacé ... Après, j'ai été embauché au Secours National, l'entraide française pour le secours aux sinistrés. Et je suis resté là tout le temps de l'Occupation.

Après la guerre, il n'y avait plus rien au point de vue syndical. Tout le monde était rentré dans la clandestinité et il n'y avait plus de fonctionnement. Mlle Nicol avait maintenu un temps, un certain nombre de choses en servant de boîte à lettres. Elle a été arrêtée et déportée à Ravensbrück ; elle n'est pas revenue. Notre ami, Yves Bodiguel avait été aussi arrêté. On savait qu'il était, avec Edouard Moisan, dans la Résistance mais on n'avait pas de précision ... A la Libération, il a donc fallu tout reprendre. Moisan et moi, on a fait des tournées pour retrouver des militants. Ce n'était pas facile, on n'avait pas une voiture et de l'essence facilement à ce moment-là. Heureusement qu'on a été aidés. En Vendée, on avait des contacts avec l'évêque de Luçon, Mgr Cazeaux, qui était un homme extraordinaire. Si bien que ça a repris et qu'on a retrouvé nos syndicats, petit à petit. C'est à St Nazaire qu'on a eu le plus de difficultés. Il a fallu convaincre nos militants de ne pas rejoindre la CGT. Ils avaient travaillé et lutté ensemble pendant les années de guerre, en particulier au moment de la poche de St Nazaire. Ils avaient appris à connaître les militants de la CGT qui d'ailleurs avaient perdu de leur sectarisme. Dans ces périodes-là, on est très proches les uns des autres et les militants de Saint-Nazaire s'étaient

imaginés que tout était changé, que tout irait bien, que ça allait être parfait, et qu'au nom de l'unité syndicale, il n'y avait plus aucune raison de faire des syndicats séparés, chrétiens. On a eu de la peine à les convaincre, mais enfin, on a réussi, et bien nous en a pris !

Auguste YDIER

Né en 1908 en Vendée

Père : fermier

Ecole primaire privée

Ouvrier viticole

Responsable du syndicat des ouvriers agricoles

Secrétaire de l'Association des salariés de l'agriculture pour la vulgarisation du progrès agricole

Conseiller municipal de La Haie Fouassière (12 ans)

1 enfant.

J'ai 75 ans. Je suis né en 1906 en Vendée, à 14 km de la Roche sur la route qui va à La Rochelle. J'ai perdu ma mère, j'avais 5 ans. En 1914, la guerre est venue. Je me rappelle comme si c'était hier. Mon père est parti. On est resté 3 orphelins pour tenir une ferme de 11 ha. On était fermier ; on a toujours été fermier ... non, on est devenu métayer après. J'ai pas eu une vie rose !

Ma soeur avait 17 ans à la fin de la guerre. Elle a tenu la maison pendant tout ce temps. Elle a été décorée du Mérite Agricole pour nous avoir élevés et avoir fait marcher la ferme. Moi qui étais tout gosse, j'allais à l'école le mardi et le vendredi. Pas les autres jours. Mon frère aussi, le mardi et le vendredi. C'était à l'école privée. Il y avait une école publique, toute petite mais pendant la guerre, elle marchait pas.

Pourquoi le mardi et le vendredi et ces deux jours seulement : Eh! bien parce que c'étaient les jours du catéchisme ! Il était pas question de manquer le catéchisme. Celui qui nous faisait l'école était un ancien frère. C'était vraiment un vieux fanatique. Dame, on pouvait man-

quer l'école -c'étaient des écoles privées, ils disaient rien- mais manquer le cathéchisme, ah, ça jamais ! Il ne fallait pas manquer l'école ces jours-là, sinon il se fâchait. Si on n'avait pas été au cathéchisme, là-bas, dans le pays, on aurait été reçu comme des bêtes. C'était un devoir. Au début, il y avait un vicaire pour la classe des petits. Là, ça m'avait fait du bien, mais après avec l'autre ... ! Alors, je ne venais que le mardi et le vendredi et puis il fallait que je donne un coup de main à ma soeur. On était plusieurs comme ça : une quinzaine de gars à venir 2 jours par semaine. Il nous mettait au fond à la même table. Il nous disait de copier des machins. On faisait ce qu'on pouvait quoi ! Pensez-vous, pendant la guerre, on était 85 dans la même classe ! De temps en temps, il nous envoyait dans les bois. On allait chercher des pommes de pins, chez un gros propriétaire, Mr de Montys, pour le chauffage de l'école. Les gamins ... ben ... il y avait même pas une douzaine qu'il présentait au Certificat : ceux qui apprenaient tout seuls. C'était pas lui qui était capable d'enseigner. Je suis sorti de l'école à 11 ans sans savoir grand-chose. Mon père, lui, était allé à l'école un an ou deux, il lisait à peine.

Ce qui nous a fait du bien, c'est quand on a changé de ferme : on est tombé dans un coin où il y avait une école de hameau, une école laïque. Le village se trouvait à 4 km de 4 communes. Un jour, l'instituteur vient trouver mon père : "Dites donc, vos enfants n'ont pas été trop à l'école pendant la guerre ?" - "Non, ma foi, non !" "Ah, justement, j'ai envie de faire de l'école du soir. Je vous prendrai pas cher. Une petite pièce quoi !" - "Ah oui, d'accord, à moins qu'ils ne veuillent pas y aller, mais c'est bien rare..." Au contraire, moi j'étais bien content. J'y ai été 3 ans de rang. Aussi, quand je suis arrivé au régiment, je savais me débrouiller. J'en savais plus que ceux qui avaient eu le Certificat à 12 ans mais qui avaient tout oublié après. J'avais suivi l'école pour passer gradé (je suis devenu brigadier). Ils me l'ont dit bien des fois : "Comment vous avez fait pour apprendre comme ça ?" Cet instituteur public, c'était pas la même chose que l'autre. Il nous apprenait la culture. Il nous disait : "Voyons, votre père s'en va à la foire. Il veut vendre 2 boeufs pour en acheter 2 autres, mais il veut faire tant de bénéfice ... Bon, il les vend tant ... Combien il

faut qu'il les achète ?" Que des machins comme ça ! "Demain, on va ensemencer un champ de 2 ha, il nous faut tant à la boissée, combien pour le champ ?" Là, j'avais appris le calcul, c'était pas comme à l'autre école : ben, dame, l'histoire sainte, les guerres de Vendée, le cathéchisme 2 heures par jour, c'étaient que des questions de lecture, que des questions de prière. Les gosses commençaient à en avoir marre. Tandis que là, vraiment, le père Autain, le machin laïque ... Mon frère et moi, on s'est débrouillé comme ça. Il y avait même des gars qui avaient le CEP qui venaient. Les filles faisaient la même chose, mais pas le même soir. Dans le temps, c'est pas comme aujourd'hui, où les filles sont plus diables que les gars... Les mères avaient grand peur ... Les filles du coin venaient en groupe accompagnées de leur mère.

J'avais un oncle qui était ouvrier agricole. Les journaliers étaient plus malheureux que nous. Ils allaient dans les fermes : "Tiens, viens donc un couple de mois" ! On les payait en nature : "Tiens, emporte donc un pain de 6 livres" ! Dans les fermes, à l'époque, tout le monde boulangeait : "Tiens, Louis, emporte un sac de pommes de terre" ! Ils avaient 2F par jour. Quand on battait les fayots : "Prends 5 ou 10 litres" ! L'hiver, ils faisaient du bois. Ils emmenaient 2 ou 3 charrettes. Moi, j'ai vu dans ces temps-là, des malheureux passer mendier dans les fermes. Ils envoyaient leurs gosses avec leur panier fermé de chaque côté du bras -je les vois encore- demander un morceau de lard, quelques oeufs ... Dans notre commune, il y avait 60 à 70 journaliers. Quand ils ont commencé à faire la double voie ferrée, ils se sont embauchés : là, ils ont ramassé des sous. Ils étaient payés plus cher . A la saison des moissons, ils partaient dans les Charentes couper du blé à la faux. Je me rappelle, on allait avec une petite charrette à bras chercher mon oncle à la gare de Mesny. Il revenait des moissons, avec ses sacs de blé, qu'il donnait au boulanger : il avait du pain toute l'année.

Quand mon père est revenu de la guerre, il a vu qu'on était nombreux : on est parti sur une grosse ferme qui appartenait à un forgeron. Le malheur, c'est que mon père s'est remarié. Il s'est remarié trop tard ; dans ma famille, on l'avait poussé à se remariar avec des

femmes de son âge. Nous, on voulait bien qu'il se remarie. Les veuves de guerre ne manquaient pas ! Ah ! il refusait, il disait qu'il voulait pas faire le malheur de ses enfants ... et total : il a embauché une bonne ! Et puis dame ... ça a été le malheur ! Une bonne, elle avait un an de plus que ma soeur : 20 ans quoi, et puis, c'est elle qui s'est mariée avec mon père ! 25 ans de différence ! Alors, ça nous a tués. Tant qu'il n'y avait pas de gosses, ça allait bien, mais voilà, il y en a eu 2. Alors, on a été obligés de partir. Avec tout ce qu'on avait ramassé ! C'est les reproches qu'on a fait à mon père. Travailler pour faire évoluer la ferme pendant qu'il était à la guerre. Il était bien content de retrouver tout en état. Ça marchait pas avec notre belle-mère. Le curé de Mesny a trouvé une place à ma soeur comme bonne, chez des nobles à Maisdon. Moi, comme je voyais que ça allait mal, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour partir. J'avais 18 ans à peine. Je suis intervenu auprès du docteur qui était député pour qu'il me trouve une place : je me suis embauché chez un vigneron ici à la Haie-Fouassière jusqu'au régiment. 110F par mois ! On nous payait tous les mois, mais on ne changeait les salaires qu'à la St-Jean, oui mais entre-temps, la vie avait augmenté. Quand je suis revenu du régiment : 200F par mois nourri et blanchi. J'étais chez un petit vigneron qui avait 4 ha. Puis un copain qui se mariait m'a proposé sa place : chef de culture, 300 F par mois et 10F par barrique de vin. Eh bien, j'ai sauté sur l'occasion ! A 22 ans, je suis rentré comme chef de culture : j'avais 7 ha. Ah ! Il ne fallait pas avoir les pieds dans le même sabot !

Après, je me suis marié. Mais vers 1930, c'était la misère. Quand les lois Laval sont passées, le fût coûtait plus cher que le vin qui était dedans. Les gens crevaient de faim. On trouvait des vignes à faire ... aux trois-quart ! L'argent manquait : on ne replantait pas, il manquait des ceps. Au moment des lois Laval ... vous pouvez en parler aux anciens ! Lui, ils l'ont fusillé, ils ont bien fait : c'était un beau salaud ! Il avait mis la monnaie à zéro. Les fermes on les donnait, les fermiers ne vendaient pas leurs produits, l'ouvrier se rendait en ville : il crevait de faim à la campagne. Vous aviez les gros : ils préféreraient laisser leurs terres en friche que de faire profiter un fermier. Un propriétaire (un expert de Gétigné) est venu me proposer de planter des vi-

gnes. Pour un hectare de planté, il m'en donnait un à moi ! Au bout de 10 ans, j'aurais eu 10 ha ! Le vin a commencé à monter en 36, 37, puis il a continué en se rapprochant de la guerre.

Quand je suis revenu de captivité après la guerre, je me suis embauché à la Haie-Fouassière. J'ai trouvé toujours les mauvais salaires. Moi, je me plaignais pas, j'étais payé 2100F par mois mais les autres dans les 1600 ou 1700F. Quand j'avais été prisonnier en Allemagne, (je me plains pas, j'étais bien logé, bien nourri), j'avais vu de la culture, j'ai vu du matériel. Les ouvriers agricoles avaient une législation, là-bas : 6h30 en hiver, 8h de travail en été. J'ai travaillé pendant 4 ans dans une ferme en Allemagne. On n'aurait pas été en guerre, j'y serais resté. On y respectait les lois sociales, le travail était intéressant. Tandis qu'ici, les ouvriers se contentaient de peu : les vendéens qui venaient dans le vignoble, même avec de tout petits salaires, ils vivaient mieux qu'en Vendée. Ils restaient 5 à 10 ans à la terre et puis, ils partaient aux chantiers navals.

C'est là que j'ai commencé à faire du syndicalisme, fin 46. Les patrons vendaient 22.000 F la barrique et à un homme, ils ne donnaient même pas 2000F par mois ! Avec une barrique et demie, ils payaient un homme toute l'année ! On crevait de faim ! C'est là qu'un de mes camarades, un jour, est parti à Nantes, rue de Bel-Air pour demander des renseignements. Il était venu me voir un soir : "Bon Dieu, pas moyen de se faire payer ! Il faudrait qu'on forme un syndicat ! Faudrait qu'on se groupe, un lot de gars, de Château-Thébaud, de la Haie-Fouassière..." Alors, il a rencontré Jean Raulo qui était le secrétaire de la CFTC : "Combien vous êtes de bonshommes ? Faites une réunion et je vous envoie Joseph Evain". On était déjà 14 à pouvoir se rassembler. On les a réunis dans la salle d'un boucher. On faisait ça dans la salle des noces et banquets d'un boucher et pas dans un bistrot pour être tranquille parce que les gars voulaient pas se montrer. J. Evain arrive un soir à bicyclette. Il nous a donné des explications : c'est comme ça qu'on a débuté. On a formé le bureau le soir même. J'étais secrétaire. On a été 13 sur 14 à prendre la carte. Il y en a un qui a pas voulu prendre sa carte. On était 13 comme Jésus et ses apôtres et puis l'autre, on l'a

appelé Judas ! Il aurait bien voulu s'y mettre mais son contremaître ne voulait pas !

Alors, on a commencé à faire des réunions, à distribuer des brassées de journaux, le dimanche à la sortie de la messe. "Ça doit vous rapporter, ça les journaux" ? nous disaient les gens. Ils croyaient que c'était pour notre poche ! Il fallait éviter les bistrot pour faire les réunions : les gars seraient bien venus mais ils ne voulaient pas que leur patron le sache. A Vallet, par exemple, on faisait dans la salle de l'amicale laïque. A la première réunion qu'on y a fait : 35 adhérents d'un coup ! Il y avait des ouvriers vigneron et des ouvriers vachers : on mettait tout ça dans le même sac, au syndicat.

Celui qui nous a bien aidés, c'est Mr Martin, l'inspecteur des lois sociales. J'ai débuté avec lui dans les lois sociales. Un gars qui était pas payé; il nous disait ce qu'il fallait faire. On a gagné des procès : on a fait remettre 1500F d'arriéré de salaire à un gars. Dame, ça faisait pas plaisir aux patrons de la région. Ils se sont réunis : "Il faut mettre Ydier à la porte..." Moi, je les entendais, par la fenêtre; je m'étais caché. Un autre dit : "Si vous mettez le secrétaire à la porte (c'était moi) et si je mets le mien à la porte (c'était le trésorier), il n'y a plus de syndicat..." "On va leur trouver des places, ils ne pourront plus faire de syndicat!" Si je n'avais pas été retenu par le contremaître, je leur faisais leur affaire !

Après, quand je les rencontrais dans les discussions collectives ou à la Mutualité, ils me disaient : "T'es un bon gars Ydier mais ton sacré syndicat de communistes chrétiens, on le foutra en l'air... Des ouvriers agricoles, c'est pas ça qui manque ! Moi, par exemple, j'en ai 8, je peux les mettre à la porte. Demain, je n'ai qu'à téléphoner au syndicat de la propriété agricole à La Roche, j'en ai 12 tout de suite !" - "Oui, mais seront-ils vigneron, je leur répondais, sauront-ils travailler la vigne ? Là, est tout le problème !"

Un jour, j'avais été pour faire mes Pâques. Le curé justement me dit : "Alors, ça marche ?" (Il m'appelait le petit père syndicaliste. Le jour de la kermesse, il criait à haute voix : "Apportez une bonne bouteille pour le petit père syndicaliste ! On va arroser ça !" La tête que faisaient les patrons, ça ne leur plaisait pas !) Alors, un jour le curé me dit : "Ça marche ?" Je lui réponds : "Vous croyez que c'est juste ça : les patrons se présentent à la communion et pendant ce temps-là, les ouvriers sont obligés de faire leur bout de terre, le dimanche !" Ça faisait partie des avantages en nature, le prêt des chevaux pour charreter dans le jardin de l'ouvrier mais le patron ne les prêtait que le dimanche et les ouvriers ne pouvaient pas aller à la messe ! Le curé me dit : "Mon cher Ydier, il y en a qui se camouflent derrière la bannière pour cacher leurs défauts !" Et puis il est allé le mettre dans le nez des patrons. Il a parlé des mauvais patrons en chaire. Ils se sont vengés. Ils l'ont fait partir en intervenant à l'évêché. Mais il est monté en grade. Il a été nommé doyen à Bourgneuf.

On a été le premier syndicat des ouvriers agricoles de Loire-Atlantique. On parlait de nous dans le journal. Ma tête y était souvent. J'étais connu. Aussi, quand on disait "Ydier sera ce soir à la réunion, il y avait moitié plus de monde qui venait". Les effectifs du syndicat montaient, descendaient. On était 40 adhérents à St Philbert, 60 à Vallet, 85 à la Haie-Fouassière. Ça dépendait des moments. Les gars quand ils avaient obtenu satisfaction, ils venaient plus au syndicat. "Oh ! Maintenant, je suis bien payé, alors j'y vais plus !" Mais les autres devaient continuer à payer les cotisations !

En 48, on a commencé à discuter les conventions collectives. Les salaires ont monté. On a commencé à faire des coefficients. Nous, les ouvriers agricoles, on était tous au coefficient 120. Alors, moi, j'ai dit un jour, en commission, aux patrons : "Mais pour qui me prenez-vous ? Vous me connaissez ? Est-ce que je suis un fainéant ?" - "Ah ! Certainement pas !" - "Alors, si un jour, je viens malade, vous allez me payer comme un type qui fait rien, qui se saoule la gueule ! Ce-lui-là, il aura la même rente que moi ! Alors, c'est pas la peine de

travailler, de prendre intérêt au patron. Si vous voulez reconnaître les bons ouvriers, il faut plusieurs coefficients". Et en 61, les paysans ont demandé les assurances sociales pour eux. Là, je n'étais pas sans leur dire: "Vous ne vouliez pas payer les nôtres mais là vous n'avez pas cotisé et vous voulez prendre les assurances". Il y avait des patrons, 6 mois après, ils réclamaient la retraite ! "Vous avez versé 28F de cotisation et vous venez en toucher 280 !" Aujourd'hui pour la complémentaire, c'est pareil.

En parlant de nous, les patrons n'avaient que ce mot à la bouche : "Mes commis", "Nos commis". Ah! je leur ai dit : "ça n'existe pas le mot commis. D'un ouvrier maçon, on dit que c'est un ouvrier. Mais un ouvrier de la culture, on dit que c'est un commis. Commis ... ça donne un air ... de pauvre type quoi ! On est des ouvriers".

Chaque année, dans une commune du vignoble, on faisait notre congrès. (A la Haie-Fouassière, le curé nous prêtait une salle, il s'est fait mal voir à cause de ça). Le matin, il y avait toujours une messe pour les défunts du syndicat et puis il y avait un grand repas. A Vallet, on était des assemblées dans les 120. Il y avait même le grand syndicat général des ouvriers agricoles CFTC de France qui était venu de Paris. On avait mangé à la salle laïque, sur la route de la gare ... Le curé avait parlé de nous en chaire. C'était quelque chose !

Après le syndicat, on a fait la formation ouvrière pour les ouvriers agricoles. On allait à Briacé apprendre aux gars à greffer, à soigner les vins. Sur la semaine et le soir, pendant 3 ou 4 heures. Des ouvriers de tous les âges. C'était nous du syndicat qui dirigions l'Association des salariés de l'agriculture pour la vulgarisation du progrès agricole. Il y avait des subventions du Ministère de l'Agriculture. Le directeur des services agricoles m'avait demandé d'en faire partie. Il s'agissait de faire donner des cours aux ouvriers et de leur faire des journées de formation avec l'appui des techniciens de la Chambre d'Agriculture. J'ai donc été le fondateur de cette association en 1964. On parlait de la profession, du logement des ouvriers, des sa-

laïres et puis on se tenait au courant des techniques : fumure, vinification. Quand on a démarré, on n'avait pas le sou, alors on a puisé dans la caisse des ouvriers agricoles, chose à laquelle on n'avait pas droit mais enfin ... On a commencé à faire des sorties, des voyages. On a fait venir un animateur : celui qui avait formé la vulgarisation en Ille et Vilaine. Les gens venaient à la vulgarisation et ils nous demandaient leurs droits : "Moi, je mène le tracteur mais mon patron me paye comme si je ne le menais pas" - "Mon vieux, t'as qu'à venir à la réunion syndicale..." Tous les gars de la vulgarisation étaient syndiqués à la fin.

Vers 1967-68, le vin ne se vendait pas (il était monté trop haut avant). Il s'est trouvé que des patrons voulaient baisser les salaires sous ce prétexte. Je leur disais : "Mais alors quand le vin se vendait bien, qu'il faisait 32.000 F la barrique et que vous ne donniez pas 2000 F à un ouvrier ...?" - "Ah, c'était la bonne époque pour le vin ..." - "Oui mais l'ouvrier, il n'a jamais profité de la bonne époque ... et maintenant, vous voudriez ... dans les coups durs ..." Evidemment, ils me traitaient de petit merdeux, alors je mettais un grand coup de poing sur la table et je disais : "Eh bien si c'est comme ça, à la St-Jean, au mois de juin -je vous préviens- on fait grève ! Et s'il y a des ouvriers qui veulent pas faire grève, et si on les voit sulfater dans les vignes, on ira chavirer leurs machines". On ne s'est jamais mis en grève ... mais on a menacé de le faire !!

Charles BOLO

Né en 1917 à Nantes

Père : expert-comptable

Ecole primaire privée

Ouvrier horticulteur puis receveur de car

Délégué du personnel, Conseiller prud'homal

Secrétaire de l'U.D., Responsable du service juridique de l'U.D.

6 enfants.

Je suis d'une famille bien connue à Nantes, une tribu nantaise très connue, nous étions 35 cousins germains.

Mon grand-père était officier mécanicien dans la marine, il avait un rang supérieur, peut-être équivalent à ingénieur. Il a lâché la marine ensuite et il fut l'un des premiers à faire passer les permis de conduire.

Mon père, lui, était expert-comptable. Comme son père, il s'est fait lui-même, dans ce sens qu'il n'y avait pas d'école d'expert-comptable, il a acquis son savoir, son expérience qui lui ont permis de tenir un cabinet. Quand j'étais plus jeune, il y avait les Tanneries Nantaises en face de chez nous, il en était le directeur à l'époque, c'était un cadre supérieur. C'est bien des années plus tard qu'il a pris le métier d'expert-comptable, avec son frère, et qu'il est entré dans les professions libérales.

Je peux vous dire que je ne m'entendais pas du tout avec mon père. Pourquoi ? Je n'en sais rien ; j'étais un jeune garçon qui

n'était peut-être pas très studieux à l'école, c'est sûr, mais je n'étais quand même pas plus bête qu'un autre ! Je suis allé seulement jusqu'au certificat d'études, et j'ai appris le métier d'horticulteur paysagiste. Je dessinais comme un cochon, mais mon père s'était mis dans la tête de me faire faire ça, chez un horticulteur. J'ai appris le métier, et puis je suis parti au service militaire à l'âge de vingt ans après avoir fait une préparation militaire pour aller au Maroc où un de mes frères était déjà, et il m'écrivait de venir. Alors, j'étais classé comme un imbécile, une fois pour toutes, je ne serais jamais capable de faire autre chose qu'un jardinier ! Alors, sûrement, j'ai pris un certain nombre de choses en grippe. Je n'ai jamais tellement analysé toutes ces questions, mais j'ai fait de la JOC, forcément, parce qu'il fallait bien que je trouve quelque chose à faire. J'ai- mais le sport, je faisais du basket au patronage de St Félix, et là, comme j'étais jeune ouvrier, on m'a dit : "Tu devrais venir à la JOC". C'était une section du patronage. La JOC, avant 1936 était organisée par paroisse.

C'étaient les débuts de la JOC, mais ça prenait bien, vraiment bien. Il y avait toute une équipe : j'ai connu Raulo à la JOC, Bodiguel qui est mort en rentrant de déportation, Gilbert Declercq qui était plus jeune, il a été après, responsable fédéral. Toute cette équipe était déjà à la JOC. C'était la grande époque des patronages, encore que tous les patros n'avaient pas de JOC; il y en avait à Ste Anne, à Chantenay, mais la Laetitia, la grande société de gymnastique, le grand patronage, n'en avait pas, la Similienne non plus que je sache, avant 1936. A Saint Félix, au patronage St Maurice, il y avait des jeunes qui faisaient du basket, d'autres qui faisaient de la gymnastique, et on pouvait tout en faisant du basket, être à la JOC. Il y avait aussi un groupe de théâtre ; c'était vraiment un patronage qui s'occupait de tout. Alors moi, je faisais donc de la JOC, et du basket. Ensuite je suis parti au régiment, mais j'ai quand même continué à faire de la JOC à St Félix.

Il y avait un directeur de patronage, l'abbé Tignier, qui était sur le plan de la jeunesse quelqu'un qui a marqué ! Il a marqué toute

la jeunesse de mon temps, celle qui avait 15-20 ans en 1936. C'était un original dans toute l'acception du terme. Il était vicaire à St Félix quand je l'ai connu. Il s'occupait de la JOC. C'était un saint homme et un original : il donnait tout ce qu'il avait. On raconte cette anecdote sur l'abbé Tignier : il n'avait qu'un grabat comme lit. Sa soeur lui avait donné tout ce qu'il fallait, couvertures, pantoufles ... Elle revient quinze jours après, il n'avait plus rien : "Il y avait des malheureux qui en avaient plus besoin que moi" ! Il a été à Nantes le premier militant hébertiste : la culture physique par la méthode Hébert ... et il avait un amour des jeunes ! Il se dévouait corps et âme pour eux ... Il emmenait des jeunes en promenade. Une autre anecdote : il était un des principaux animateurs de la colonie Ste Anne de Taron, et il avait emmené toute une équipe en montagne, des jocistes ou des jeunes du patronage qui n'étaient pas nécessairement jocistes. Ils ne faisaient pas de ski, mais des promenades d'été, des excursions. Ils portaient en bicyclette. Eh bien, l'abbé Tignier, s'il était gêné par sa bicyclette dans une descente : hop, il balançait la bicyclette en bas : "Elle sera descendue avant moi" ! Elle était forcément dans un piteux état ! C'était l'abbé Tignier, ça ! Il se coupait les cheveux trois fois par an, peut-être quatre, une fois par trimestre, mais c'était tout juste; or, à l'époque, avoir les cheveux longs, ça n'existait pas ! Sa soutane, elle n'était pas noire, elle était verte d'usure. C'était l'homme vraiment pauvre, qui vivait sa pauvreté ... C'était aussi un anti-alcoolique effréné ! Il avait une véritable hantise de l'alcoolisme, je pense qu'il avait dû en souffrir dans sa famille. Je me souviens qu'on avait joué une pièce de théâtre au patronage St Maurice : "Notre-Dame de la Mouise", la mouise, c'était la misère, une pièce de je-ne-sais plus qui. Dans cette pièce, il y avait une scène qui se passait dans un bistrot, et pendant la scène, les gars buvaient le coup ; ils avaient amené du pinard, et ils buvaient du vrai pinard. Ils étaient excités, et avaient eu un succès terrible ! Mais l'abbé Tignier avait vu que quelque chose n'était pas normal, il était allé voir, et était entré dans une colère ! Il ne pouvait pas admettre ça. Il avait été aussi le promoteur d'une formation professionnelle des jeunes, la "Joie par le Travail" je crois. C'était pour les jeunes qui n'avaient pas

Le certificat d'études, qui seraient restés des bons à rien, il avait créé quelque chose pour les former, pour leur donner un métier. Par-tout où il y avait à aider des jeunes, à soutenir des jeunes, il était là. Il était formidable pour ça, il était partout. Il était même un peu dispersé, et même hardi dans ses façons d'être : on avait fait aussi une piscine à St Maurice, eh bien, l'abbé Tignier, en short et en maillot de corps, tapait dans la terre à la pelle et à la pioche, avec ses gars ! A l'époque, c'était impensable, on ne comprenait pas qu'il puisse se mettre dans une tenue pareille !

Ça, c'était donc avant 36, je suis parti au régiment en octobre, et la piscine était inaugurée, et fonctionnait depuis un an déjà. Je n'ai pas eu de grosses responsabilités à la JOC, mais sur le plan St Félix, puisque c'était par paroisse, j'étais le responsable de la presse, de la vente des journaux. Alors, on s'organisait, et on allait crier "Demandez la Jeunesse Ouvrière" dans les rues de Nantes, le dimanche matin. C'est une des premières actions que j'ai menées.

Ce qu'il y a de drôle quand même, c'est que mon père m'avait incité à aller à la JOC. Lui qui était un homme de droite, absolument de droite, mais qui se voulait quand même très social. (Il était membre des Conférences Saint Vincent de Paul). Mon père avait été dans sa jeunesse un partisan de Marc Sangnier et de son journal, "Le Sillon", qui avait été mis à l'index. Mais mon père n'avait pas suivi, il n'avait pas évolué. Quand le pape avait condamné "Le Sillon", il s'était incliné. Pour en revenir à la JOC, il m'avait incité à y aller. Il s'était sûrement trompé, et avait cru que c'était quelque chose qui "tenait" les jeunes gens, et comme il m'avait mis horticulteur, il m'avait incité à aller à la JOC, pensant sans doute que ça m'empêcherait de faire des bêtises ! Un jour, il m'a demandé si je connaissais un chant de la JOC qu'il avait entendu, il y avait un couplet qu'il voulait connaître ; je le connaissais bien sûr, et je lui avais chanté, je ne me rappelle plus toutes les paroles, mais c'était :

Respect aux jeunes ouvrières,  
Osons protéger sans détour  
Nos soeurs vaillantes, chastes et fières ...

Ça m'avait frappé qu'il me demande ça, alors que plus tard il m'en a toujours voulu des engagements que j'ai eus. Parce que la JOC ne m'a pas empêché du tout de faire les bêtises que justement il redoutait. 36 est arrivé là-dessus, après les élections, ça a été le grand boom de 36, la grande joie. On a eu la formation des syndicats, et j'ai activement participé à la création du syndicat de l'horticulture CFTC. Je me souviens très bien d'une réunion au café des Sports pour créer le syndicat. Je crois bien que c'était Raulo qui était venu. Il avait à l'époque quitté la JOC pour entrer à la CFTC, je ne sais pas s'il était déjà permanent de l'Union Locale ... J'ai donc participé, je militais déjà, c'est sûr, mais ça n'a pas été loin, je suis parti aussitôt au régiment.

La JOC, à cette époque-là, c'était "Nous referons chrétiens nos frères" ! C'était l'hymne de la JOC et c'était ça la JOC, elle n'avait pas du tout l'allure qu'elle a maintenant. Mais on avait déjà des positions de formation pour des garçons qui se prenaient en charge, qui regardaient leur avenir, leurs problèmes; c'était très formateur de ce côté-là ! Il y avait aussi la JOCF ; j'ai souvent dit que la JOC était une agence matrimoniale parce qu'on se mariait beaucoup entre gars et filles de la JOC. Ça n'a pas été mon cas.

Mais c'est vrai que la JOC était vraiment l'école du syndicalisme. On nous apprenait à connaître nos droits, c'était vraiment l'école du syndicalisme. C'était la route qui nous y menait tout droit. S'il n'y avait pas eu la guerre, je n'aurais sans doute jamais quitté le syndicalisme, je ne sais pas ce que je serais devenu mais c'est sûr que j'étais parti pour faire du syndicalisme, par la JOC en passant après à la CFTC.

En 36, je suis parti au régiment, je venais d'avoir vingt ans. J'avais quand même une formation, j'avais un peu la tripe ouvrière.

Jamais je ne me suis senti à l'aise dans le milieu familial, je suis le seul de la famille à avoir fait de la JOC, je suis le dévoyé de la famille ! Un de mes frères a fait du basket à St Félix, mais il ne m'a pas du tout suivi dans mes engagements sociaux, à la JOC ou ailleurs. J'avais même un frère aîné qui était un fervent du colonel de la Rocque, les Croix de Feu. C'étaient des fascistes, il n'y a pas de problème, mais il ne s'en rendait pas compte. Il le prenait moins sur le plan politique que sur le plan social, il aimait secourir et il le faisait avec un dévouement sans borne envers les gens qui étaient malheureux. Il y avait eu des inondations à cette époque-là, donc en 1933, il y avait des gens qui étaient malheureux, il y allait ... On ne s'entendait pas du tout sur la façon de voir les choses, mais on ne s'entendait pas mal parce qu'il n'y avait qu'une autorité, celle du père, il fallait s'entendre ! Mon père était républicain, très catholique, mais républicain, il était président du bureau de vote. A l'époque, en 36, quand Blum est arrivé... Il n'était pas question de voter Léon Blum, je n'ai même pas en mémoire des discussions ou des disputes. A l'époque, je ne votais pas, mais je pense que si j'avais émis l'avis, que moi j'aurais voté Léon Blum, il m'aurait mis à la porte, ça allait jusque là !

Après, je suis donc parti au régiment en octobre 36. La guerre est arrivée, je suis revenu et reparti; la captivité, je me suis évadé en Hongrie, j'y suis resté 2 ans, je me suis marié là-bas. Lorsqu'on est revenu, ça a été différent !

A l'époque, il y avait le MRP, c'était le grand parti. Je me souviens que mon père disait en parlant de moi : "Heureusement qu'il y a le MRP, parce qu'autrement il serait communiste" ! A l'époque, il se trompait beaucoup. Je connaissais assez la vie politique, je savais très bien que si je votais MRP, j'aurais voulu voter plus à gauche que le MRP, mais je ne pouvais pas voter communiste. J'ai toujours eu conscience de ça. Je n'ai jamais adhéré au MRP. Pour moi, c'était le parti qui pouvait faire quelque chose, jusqu'au jour où on s'est aperçu que le MRP ne ferait jamais rien.

Au retour de la guerre, j'ai eu des problèmes avec ma famille, avec mes enfants, ma femme : il fallait se restructurer, se reclasser. Je n'avais pas repris un équilibre suffisant, je l'analyse comme ça maintenant, et ce n'est que plus tard que j'ai repris le syndicalisme. J'ai repris d'abord mon métier d'horticulteur, j'ai cherché à percer dans la branche, à me mettre à mon compte. J'ai fait un fiasco complet, je n'avais pas d'argent, mon père n'en avait pas non plus, il ne voulait pas que j'emprunte. Bon, j'ai tout laissé tomber ; j'ai travaillé un moment dans une mégisserie, à Nort-sur-Erdre où j'habitais comme réfugié, la boutique a pris feu. J'ai fait les tranchées pour installer le service d'eau ... J'en avais marre, j'ai fait une demande pour entrer chez Drouin, et c'est en 49 que j'y suis entré comme receveur. J'avais un frère qui travaillait dans une filiale, chez Drouin, il m'a servi pour y entrer, et il m'a dit : "Je te connais, alors je te préviens : pas de syndicalisme chez Drouin ou tu n'y tiendras pas" ! Et pourtant je n'en avais pas refait, mais on savait que j'étais pour la gauche, que j'avais des sympathies pour la gauche et de nombreux camarades à gauche. Bon, je suis entré chez Drouin, je suis resté 4-5 ans peïnard : j'avais une femme, des enfants, il fallait quand même que je nourrisse ma famille.

Et puis un beau jour ... alors là, ça a mordu. Il fallait que ça parte ! J'étais dans le mouvement, sans être adhérent, mais j'étais dans la vie ouvrière, et je la vivais. Et puis ça tournait mal chez Drouin, les gars étaient mécontents. Et un soir, avec des copains, on s'est dit : "Allez, on va voir à la CFTC ce que ça devient". On était à boire un coup, on en avait marre de ces cons-là : "Si j'y avait un syndicat, ça leur ferait du bien" !

- Toi, tu parles comme ça, mais tu n'as même pas de carte syndicale !
- Qu'est-ce que tu paries ?
- Je paie une chopine !
- Et toi, tu en as une ?
- Non, je n'en ai pas.
- Eh bien, la voilà la mienne ! Le copain avait la carte de la CFTC, et dans la journée du lendemain, je suis allé à la CFTC, et

j'ai retrouvé un vieux copain de la JOC, Jean Raulo qui me dit : "Qu'est-ce qui t'arrive ? Qu'est-ce qui se passe chez Drouin, c'est le défilé continu des gars de chez Drouin en ce moment. Bon, tu es le gars qu'il faut, tu vas remettre ça, il faut redémarrer" ! Bon, me voilà embrigadé, et je me suis lancé. On a monté la section syndicale et on a demandé des élections chez Drouin.

Il y a la petite histoire : mon père était l'expert-comptable de Drouin. Le père Drouin se présente chez mon père : "C'est votre fils qui est responsable et qui mène l'affaire". Rendez-vous compte, le fils de l'expert-comptable qu'on a embauché par pitié ... On ne vous ménageait pas pour vous humilier dans ce milieu-là; quand par hasard on n'est pas dans le rang, on ne vous loupe pas ! Le père Drouin était allé pleurer dans le giron de mon père, qui m'a fait une vie terrible pour que j'arrête tout ça, pour que j'abandonne. Je lui ai répondu qu'il pouvait dire tout ce qu'il voudrait, qu'il y avait longtemps que j'avais rejeté toute espèce d'attache avec la bourgeoisie, avec ce qu'ils étaient eux, qu'ils ne voyaient rien du tout de ce qui était vrai ... Il a fait machine arrière, il avait bien compris là, que je ne changerais pas, et je n'ai pas changé, j'ai tenu le coup. Mais la pression n'était pas terminée. J'avais à l'époque ma soeur aînée, qui était clarisse. C'est une personne remarquable, elle respire le bonheur, elle communique avec le bonheur, ce n'est pas du tout la bonne soeur ramassée sur elle-même dans ses prières, pas du tout, elle a une vue très étendue des choses. Alors, elle avait demandé à me voir : "Qu'est-ce que j'apprends, que tu fais du syndicat, que tu as monté une section syndicale chez Drouin?" Et puis elle m'a dit : "Tu sais, on m'a parlé de cette affaire-là, c'est toi qui as raison, mais fais-toi conseiller, parce que tu risques de faire des bâtises" !

La section Drouin est partie, et ça a bien marché. C'est là que j'ai vraiment repris, et ça a été ma grande joie de voir que chez Drouin, ça a toujours tenu depuis. Quand on a lancé le syndicat, en 53, il n'y avait rien, vraiment rien. Alors, on en profitait, on vous faisait faire des heures n'importe comment, on travaillait 5-6-7

dimanches sans prendre un jour de repos hebdomadaire ; on avait des problèmes, il fallait acheter soi-même sa blouse et sa casquette, on était en déplacement pendant je-ne-sais combien de temps ... Bref, il y avait un tas de choses à faire. On s'est retrouvé une équipe de gars qui ont été motivés essentiellement par ça. Il n'y avait rien de politique, c'était le sens pratique, on en voulait tous là-dessus. On a eu les élections, et ça a été un succès foudroyant dans toute l'entreprise. On s'est présenté partout, aussi bien dans les coins de Bretagne qu'à Paris, on a obtenu la première année 85 % des votants, ce qui était fantastique ! Alors les patrons ont eu tellement la trouille qu'ils ont lâché des choses, ça a été la grande victoire, et le syndicat s'est installé petit à petit.

Chez Drouin, il n'y avait que nous, il n'y avait pas de CGT ; quand on a créé la section CFTC, il y avait le syndicat des routiers, qui s'était institué syndicat mais qui n'en était pas un, il regroupait les chauffeurs de camions et quelques chauffeurs de cars. C'était une amicale qui avait des avocats pour défendre les gens, et des restaurants tout le long des routes, mais aucune action syndicale dans l'entreprise, ni d'élections de délégués du personnel ... Quand on a lancé notre affaire, ils s'y sont mis aussi, et ils ont présenté une liste. Sur 7 délégués, on en a eu 6, ils en ont eu 1, parce qu'il y avait la représentation proportionnelle et qu'ils avaient assez de voix pour en avoir un.

Le père Drouin était complètement affolé : "Vous allez faire la grève chez moi" ! "On fera la grève s'il n'y a pas moyen d'obtenir satisfaction, on veut discuter avec vous". Aux premières réunions, il en pleurait ! Après, c'était un fondé de pouvoir qui nous recevait, qui était aussi le directeur de la Croix-Rouge à Nantes. Un jour, ce fondé de pouvoir m'attrape et me dit : "Vous faites bien des difficultés à l'entreprise, mais moi, je pense qu'il faut effectivement que vous fassiez des choses, elles sont à faire. Mais surtout, faites attention, veillez à ce que Madame Drouin ne soit pas trop malheureuse ; si, avec votre comité d'entreprise, vous lui enlevez son arbre de Noël, vous allez la tuer" ! On pouvait lui laisser l'arbre de Noël !

Mais lui, il cherchait le dialogue, il avait compris qu'il fallait le dialogue, celui-là ! Et pourtant, c'était un chrétien fervent, mais il avait un fils qui était plus ou moins à gauche et qui avait dû lui faire un peu la leçon. Parce que les chrétiens ... Mon père par exemple, ne les aimait pas du tout les militants chrétiens que nous étions. Il disait qu'on était plus à gauche que les communistes : "On croirait à vous voir et à vous entendre, que vous êtes mécontents que d'autres soient plus à gauche que vous, alors, par principe, vous voulez être plus à gauche que les communistes" !

Ce n'était pas vrai. On n'était pas plus à gauche que les communistes, mais c'est vrai qu'on est plus intransigeants qu'eux, dans nos démarches. C'est évident que les patrons chrétiens avaient cette même réaction vis-à-vis des militants de la CFTC : nous étions "plus à gauche que la gauche". Les patrons ont toujours préféré discuter avec la CGT qu'avec la CFTC.

Chez Drouin, il n'y avait pas le choix, il n'y avait que nous. Finalement, avec ce fondé de pouvoir, on a obtenu un certain nombre d'améliorations dans l'entreprise. Le premier succès après les élections, a été une augmentation ; on a eu à l'époque 2500 francs d'augmentation par mois, c'était quelque chose de formidable. On a obtenu l'attribution de la blouse et de la casquette, qu'on payait avant. Ça avait été un succès terrible, rien que ça. Pour les gars, le syndicat c'étaient des champions, on était les meilleurs : on ne payait plus la blouse et la casquette.

Mais on n'a jamais eu un gros tas de syndiqués. Les salariés chez Drouin, étaient des gens qui venaient de la campagne pour la plupart. Ayant un petit lopin de terre qui ne leur donnait pas assez pour vivre, ils venaient travailler chez Drouin, et c'était très bien : une bonne paie quand même, et des jours de repos qu'on pouvait cumuler pour rester à la moisson, à la vendange. C'était pratique, on pouvait avoir à la fois la terre et la paie de chez Drouin. On voulait

bien qu'il y ait un syndicat : "Ils se défendent bien, des cracks" ! Mais on n'aurait pas mordu.

On a fait quelques grèves, une en particulier qui a été populaire : la grève des dimanches. Un beau jour, on a décidé qu'on ne travaillerait plus le dimanche, ou qu'il faudrait qu'ils nous paient plus cher. Ils ne voulaient pas, bien sûr ! On a dit : "Dorénavant, on prend notre jour de repos le dimanche". Ils ne pouvaient pas nous enlever un jour de salaire. C'était une grève très populaire, les gars ne perdaient pas un sou. C'est donc en 53 qu'on a créé la section syndicale. Au départ, c'était surtout un regroupement de mécontents, pas autre chose. Il a fallu ensuite se former. Assez souvent d'ailleurs c'est comme ça que ça part : les gars sont mécontents, en ont ras-le-bol, le patron profite d'eux, alors on va se syndiquer et il va voir ce qu'il va voir ! Les travailleurs ne voient pas en général autre chose dans le syndicat, même s'ils vont à la CGT. Lorsqu'ils vont se syndiquer, ils n'ont pas la conscience politique du fait de se syndiquer. Ils se syndiquent parce qu'ils en ont assez.

Chez Drouin, c'était ça, pour moi comme pour les autres. Et puis on est tombé sur un inspecteur du travail qui nous a beaucoup aidés. Il a réuni les délégués élus et leur a dit qu'il fallait maintenant apprendre à fonctionner. Il nous a appris à lire notre convention collective — je m'en souviendrai toujours —, à l'appliquer. On a eu trois ou quatre réunions, rien que les délégués et lui, dans le cadre de nos heures de délégation. Il nous a fait prendre conscience de notre rôle dans le cadre de l'organisation du travail, de la convention collective nationale des transports routiers. Ça a été le point de départ qui nous a permis de bien nous organiser et d'avoir des avantages nouveaux, de discuter pied à pied avec les patrons parce qu'ils n'appliquaient pas la convention collective. Et on savait qu'on avait un inspecteur du travail derrière nous, pour nous soutenir. On a fait un sacré tas de choses chez Drouin à l'époque.

Après ... j'ai été à des ENO, à des sessions de toutes sortes, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on se formait. C'était une formation et on

en retirait beaucoup. Ce n'était pas immédiat ce qu'on en retirait; quand on sortait, on avait plutôt la grosse tête d'ailleurs ! J'ai été à Strasbourg, pendant trois semaines, à l'Université du Travail, avec Monsieur David, qui était un des promoteurs de ces choses-là. Trois semaines sur les comités d'entreprise, on est sorti de là avec une tête comme ça, mais c'est indiscutablement pendant cette session que j'ai appris ce qu'était le comité d'entreprise et ce qu'on pouvait y faire; je ne l'ai pas compris tout de suite, c'est au fil des années que je l'ai compris. Et les E.N.O., les sessions de formation, c'était ça : on en tirait profit après. Trois semaines, c'était long, mais on travaillait comme des chefs, et je connaissais mon affaire sur les comités d'entreprises. Mais que ce soit sur un sujet ou sur un autre, ça permettait de prendre une dimension plus importante du travail qu'on avait à faire, sur le rôle des délégués, le rôle des mutuelles dans les entreprises, et tout ça ... et la manière de s'exprimer, savoir s'exprimer, on avait tout ça dans les sessions ...

J'ai participé à un certain nombre de sessions, mais sans être un fou des sessions, j'aimais mieux être sur le tas.

Et puis, un beau jour, en novembre 1960, on m'a demandé de venir à l'Union Locale comme permanent, comme secrétaire de l'U.L. J'étais content, j'ai été à l'UL quelques années. Je me suis débrouillé avec l'interprofessionnel, le bâtiment, la nouveauté, il fallait être un peu partout. Là aussi, quand il faut commencer ... on avait à l'époque, à la CFTC, des devoirs, des séries de formation générale et de formation syndicale aussi. Je travaillais chez moi, le soir, et puis j'envoyais mon truc à Paris; c'est comme ça que je suis arrivé là, avec la lecture aussi, bien sûr, les revues syndicales "La Vie Ouvrière", "Le Combat Ouvrier en France", et les revues syndicales de chez nous ... Des choses faciles à lire parce que je n'avais pas beaucoup le temps de lire. Mais on était des bêtes syndicales, c'est vrai ! Je crois qu'on devenait des bêtes syndicales. Et puis, on doit dire que si on ne faisait pas attention, le foyer familial en prenait un coup : le père c'était le bonhomme qui rentrait à 10-11 heures le

soir, et qui partait tôt le matin. Rapidement, je me suis senti débordé, je n'avais pas la conviction que j'étais fait pour être secrétaire. Surtout que j'avais un Gilbert Declercq juste au-dessus de moi, qui était lui, une sacrée bête syndicale; il était à la métallurgie, et il est entré à l'Union Départementale, il avait son affaire en main depuis bien plus longtemps que moi ... Je me suis retrouvé avec de sacrés bonshommes ; c'étaient des gens aussi qui étaient politiquement beaucoup plus évolués que je ne l'étais. J'avais la conviction, et je l'ai déclaré d'ailleurs à ce moment-là, que je ne serais pas le permanent qui donnerait à l'Union Locale la tête qu'il fallait. J'y suis resté malgré tout pratiquement deux ans, et finalement, je me suis beaucoup plus intéressé aux problèmes juridiques qui se présentaient. J'ai toujours pensé qu'il fallait d'abord bien connaître les points juridiques sur lesquels on peut s'appuyer pour la lutte syndicale. Je m'étais bien rendu compte que juridiquement le patron pouvait nous avoir, et qu'il nous avait à chaque coup. Alors ça a toujours été mon principe. J'avais été comme permanent au Conseil des Prud'hommes défendre une affaire qu'un conseiller m'avait préparée sur le papier, et j'avais obtenu un succès : j'avais obtenu sur le champ le paiement par l'employeur de ce qu'il devait à son employé. Pour moi, c'était formidable, et il fallait foncer dans ce sens-là. Et c'est là qu'on a divisé en quelque sorte l'Union Locale, et qu'on m'a demandé de créer le service juridique. D'abord à mi-temps, puis comme ce service prenait de l'extension, à plein-temps.

Alors là, je pense que j'ai pu donner ma mesure parce que c'était quelque chose qui me plaisait vraiment, et qui m'a donné une grande ouverture. Ce n'était pas facile tous les jours, mais j'ai eu de grandes joies, parce que c'est toujours passionnant de défendre la veuve et l'orphelin. J'en ai vu des gens heureux parce qu'on leur a fait rendre justice ! J'ai toujours pensé que l'action juridique n'était qu'un complément à l'action militante, à l'action du militant d'entreprise mais qu'elle devait suivre de très près.

Au niveau politique, c'est plus tard, le congrès du PS d'Épinay qui m'a réveillé. J'ai adhéré au PS, j'ai été un des premiers à y

adhérer ici. Aussitôt Epinay, j'ai pensé qu'il fallait y aller si on voulait un jour faire quelque chose. L'activité syndicale ne me semblait plus suffisante en soi. Si on n'a pas un but politique, un aboutissement dans ses convictions personnelles, dans ses convictions syndicales pour changer la société, on restera toujours comme on est. Le syndicat n'a pas ce rôle politique. Il y a des gens qui ont adhéré au PS, d'autres au PC si bien qu'il y a des gens du PC à la CFDT et des curés à la CGT : chacun va au bout de sa réflexion, et pour moi, compte tenu de ce que j'ai été toute ma vie, c'est le PS. J'ai pensé qu'on avait enfin dans le PS un parti politique où l'on pouvait adhérer. Si je n'étais pas engagé politiquement avant, c'est que je ne trouvais pas dans les partis politiques d'aboutissement à mon action syndicale. Le MRP m'avait tenté, comme il avait tenté beaucoup de monde en 1945. On avait à la CFTC un tas de gars qui étaient pour le MRP. En 45, le MRP avait été le parti de l'avenir, c'est sûr. Et s'il avait su s'y prendre, le MRP serait resté un grand parti de gauche, mais il y avait beaucoup de gens qui voulaient voir la gauche comme ils se l'imaginaient ! Le MRP nous avait vraiment déçus !

La gauche pour moi, c'est d'abord les travailleurs et le Parti Socialiste et tous les humanistes. Mais on ne peut concevoir la gauche sans le Parti Communiste; maintenant on le comprend, à l'époque on ne le comprenait pas. C'est ce qui a perdu le MRP. Et puis le PC n'était pas facile : c'était la conscience de la classe ouvrière, c'était comme ça qu'ils s'intitulaient et ils n'acceptaient pas facilement les discussions.

L'humanisme pour moi, c'est d'abord le respect profond de la personne qu'on a devant soi, c'est vrai quand même qu'il faut faire attention à ne pas mettre du paternalisme en même temps. Beaucoup se disent humanistes et sont paternalistes. Il faut le respect de la personne humaine, en tant que telle avec tout ce qu'il y a de bon et de mauvais. J'aurais volontiers été au PSU, s'il avait été plus concret, plus "au ras des pâquerettes" comme on dit. Je n'ai pas adhéré au PSU parce qu'ils étaient toujours partis dans les vapeurs et ce n'est pas ce que demandent les travailleurs. Les théories, c'est très beau, mais ça

ne va pas. Donc, pour moi, l'humanisme c'est d'être attentif aux besoins des plus humbles et des plus démunis. Ce n'est pas donner à chacun un poste de télé ou une voiture, mais lui donner la possibilité de vivre ce qu'il pense et chérit, de devenir ce qu'il croit devoir et pouvoir être et lui laisser, au niveau où il est, toute la possibilité de s'épanouir. Actuellement, sous le régime capitaliste, c'est l'exploitation, avec les patrons comme ils sont, et même avec l'obligation qu'on leur fait d'être ce qu'ils sont. Il y a des patrons qui seraient bien meilleurs mais ils ont la trouille, ils ont peur. Dans les grosses boîtes, ça devient vraiment dingue.

Quand je suis entré à la CFTC ... Je ne pense pas que j'aurais pu être à l'aise ailleurs, j'analyse ça maintenant mais sur le moment, la question ne s'est même pas posée. Ce n'était pas les convictions religieuses car je n'en avais plus beaucoup à l'époque, j'en ai peut-être repris un peu, après ... Mais c'était la CFTC ... ça aurait été la CFDT si elle avait existé, ce ne pouvait pas être la CGT, ni FO. Pourquoi d'ailleurs ? Est-ce la propagande, est-ce malgré tout, l'éducation, c'est vrai qu'on la traîne comme un boulet ! Il y avait certainement de tout ça ! L'humanisme j'étais d'accord, l'humanisme chrétien : personnellement j'avais dépassé le mot chrétien et j'admettais qu'on puisse être humaniste sans être chrétien. Si je dois bien réfléchir, pour moi, le problème était que la CGT ne représentait pas ... ou plutôt se prêtait trop avec le PC. Revenant de captivité, il ne fallait plus me parler de Parti Communiste. Je pense que tous ceux qui ont été objectifs, qui ont vu les Russes arriver en Allemagne, ont été contre. Il faut avoir vu évidemment les Allemands faire ce qu'ils ont fait ailleurs, pour se dire que c'étaient les mêmes sauvages. Aujourd'hui, on peut parler comme ça ... Et les Français en Algérie ! ... Mais à l'époque, en revenant, en ayant vu ce que j'avais vu faire en Allemagne par les Russes, j'avais vu les Allemands maltraiter les Russes, c'est vrai, mais j'ai vu les orgies, les viols et tout ce à quoi j'ai assisté de la part des Russes, ça m'avait frappé. Mon jeune frère a été communiste; en discutant avec lui, je l'ai amené à déchirer sa carte du Parti Communiste. Parce qu'on était anti-russe, et qu'anti-russe, ça voulait dire anti-communiste à cette époque-là :

contre les principes qu'on n'analysait pas comme maintenant, il faut se replacer dans le temps, on n'avait jamais fait d'analyse marxiste sérieuse. C'était plutôt épidermique ! C'était gênant, ça allait contre une petite vie tranquille, malgré tout bourgeoise, avec ses petites choses à soi !

J'ai vécu à Nantes, dans un milieu sous-prolétaire, une cité de baraques, je me suis senti tout à fait à l'aise avec eux : ce sont des gens "plein la main", ils sont comme ils sont, mais gênés. Pour eux, j'étais un bourgeois et c'était vrai.

Après, il y a eu l'évolution de la CFTC en CFDT. J'étais absolument pour cette évolution. En Loire-Atlantique, tout le monde était pour, à part quelques-uns bien sûr ; la CFTC est insignifiante ici. J'étais pour l'abandon des références de l'Eglise, parce qu'elles gênaient un certain nombre de gens, je l'avais constaté. Ça ne me gênait pas personnellement, je m'en fichais éperdument mais ça gênait certains. On était les "curés", la droite, les curés et les patrons ; avec tout ça, on était forcément trompé. Beaucoup de gens hésitaient à adhérer à la CFTC à cause de ses origines. Chez Drouin, on me disait : "Tu es un bon gars, bien sûr, mais tu comprends, si je dois aller à la messe ..." Il n'était pas question bien sûr de demander aux gens d'aller à la messe tous les dimanches ni d'apporter un bulletin de confession ! Mais les gars hésitaient quand même. C'était peut-être une bonne raison aussi pour ne pas se syndiquer. Moi, par rapport à l'Eglise ... elle a évolué, beaucoup plus que moi peut-être à ce niveau-là. Je n'ai pas d'attitude hostile, pas plus que d'attitude favorable. Dans ma jeunesse on nous avait tellement ennuyés avec ça, les parents, la messe le dimanche, se lever de bonne heure et tout ça ... J'ai pris mes distances. J'ai appartenu un moment à l'ACO, mais c'était absolument factice, ça ne tenait pas debout.

Et puis, on a vécu 68. 68, je l'ai vécu passionnément ! J'y ai donné tout ce que j'ai pu, tout ce que j'avais dans le cœur. Et j'ai été déçu, on a été nombreux à être très déçus. On s'était dit : ça y est, on y va, on est bon ! Finalement, on s'adaptait vite. Les effusions

de sang ne sont jamais à souhaiter ; on n'en veut pas, mais on est vite d'accord avec ce qui se passe parce qu'on le vit tellement avec ses tripes. J'étais au service juridique à ce moment-là. On a travaillé tant qu'on a pu, avec les copains de la CGT. Ici la révolution a été ... J'y ai mis du mien, avec beaucoup d'autres, ceux qui étaient les têtes pensantes, les têtes agissantes, ceux qui payaient de leur personne pour faire les choses. J'ai été de ceux-là. On était en permanence rue de Bel-Air, on y était tout le temps, jour et nuit, parce qu'on avait institué des permanences de nuit pour le cas où il y aurait eu des coups durs. Il n'y avait plus d'essence, il fallait organiser ... Nantes était à la pointe, après Paris. Je me souviens avec certains camarades, et avec des copains de la CGT, on était à la Préfecture, on distribuait des bons d'essence : il y avait une organisation sur une base communiste et syndicale, CGT et CFDT. A l'époque, à Nantes surtout, la CGT et la CFDT, c'était la grande camaraderie. On a vécu ça intensément, c'est sûr qu'on y croyait. La rue de Bel-Air était une vraie fourmilière, les gars étaient fous, ils étaient transportés, il n'y avait pas moyen de les tenir, de leur dire de faire attention. Et j'ai toujours pensé que si on avait été un petit peu plus posé, un petit peu plus sérieux, on tenait le bon bout. La politique n'a pas été non plus ce qu'elle aurait dû être ... Mais nous, on était tout à fait dans notre élément ... Fallait voir ça, jour et nuit, c'était continu : des réunions, des meetings, il fallait être partout à la fois, c'était formidable. On avait installé des rétroviseurs au coin des fenêtres pour voir ce qui se passait dans les rues plus loin. Il y avait une ambiance terrible ; ça, c'était 68, j'ai bien connu ça ... Et autrement, ce que j'ai en souvenir de bon, c'est la section Drouin, ça a été pour moi la grande affaire aussi. Il faudrait qu'on soit plusieurs pour pouvoir se remémorer, il y a des choses qui m'échappent, c'est déjà loin, mais c'est quand même bon d'avoir vécu tout ça.

Mais sur la fin d'une vie, à l'automne d'une vie, et c'est pres-

que l'hiver maintenant, c'est quand même réconfortant. Je crois que c'est ce qu'on peut dire, surtout qu'avec mon épouse on a bien vécu tout cela, et on le vit bien encore maintenant.

M. L.

Né en 1923 à Nantes

Père : riveur Chantiers navals Dubigeon

Ecole primaire privée. C.E.P

Ouvrier forgeron Chantiers Dubigeon

Secrétaire section syndicale d'entreprise

4 enfants.

Mon père était riveur au chantier Dubigeon. Il avait commencé là à douze ans, il a fait sa formation chez Dubigeon et il est resté riveur chez Dubigeon pendant toute sa carrière. C'était un métier très dur, un travail de bagnard. Maintenant les bateaux ne sont plus rivés, ils sont soudés. Le travail commençait au cornard le matin, mais le midi et le soir, quand les riveurs arrêtaient de travailler avec leurs marteaux, c'était le silence, si bien que tout le monde levait la tête ; c'était l'heure ... Mon père est parti à la guerre avec la classe 12, il en est revenu en 19. Il a épousé ma mère, ils ont eu huit enfants ; on n'a jamais été huit, puisque celui qui me suivait est mort.

Alors moi, à 12 ans j'ai passé mon certificat d'études et aussitôt après, en octobre 36, je suis entré en apprentissage par l'intermédiaire de mon père. Je n'avais pas tout à fait mes 13 ans ; c'était avant la loi sur les 14 ans. J'en frémissais d'ailleurs parce que je n'étais en apprentissage que depuis quelques mois quand la loi est passée. J'ai fait l'école primaire dans une école libre.

Pour des raisons pratiques d'ailleurs : j'avais commencé à Saint-Clair, par la suite on a déménagé mais mes parents m'ont laissé là parce que j'avais commencé. Il y avait 4 ans d'écart entre mon frère et moi, lui a commencé directement à l'école publique et tous les autres en ont fait autant.

Je suis donc entré en apprentissage à la forge au Chantier Dubigeon ; l'apprentissage n'est pas celui que nous connaissons aujourd'hui : on était mateloté à un compagnon qui était censé nous apprendre à travailler. Quand on tombait sur un bon compagnon tout se passait bien, si on tombait sur un compagnon un peu moins intéressé ou qui se foutait complètement de l'apprenti, ça allait moins bien ! On avait des cours sur le chantier même. Nous devions être 13 ou 14 apprentis par année à l'époque ; on faisait trois ans d'apprentissage.

Le chantier Dubigeon était le plus petit des chantiers de construction navale (il me semble qu'il n'y avait pas plus de 600 à 700 personnes). Il y avait un chantier plus petit, pour autant que je m'en souviens : la CNTIN, mais qui faisait de la réparation navale. Le chantier faisait des chalands, des petites unités ; on ne faisait que des petits bateaux à Chantenay, le maximum à mon avis, devait être 40-50 mètres. On faisait aussi des sous-marins ; ça je m'en souviens parce qu'étant gosse, étant apprenti plutôt, on avait deux heures pour déjeuner et quand on restait déjeuner sur Chantenay ou quand on se retrouvait avant de reprendre le travail, on jouait à cache-cache avec les autres apprentis dans les sous-marins en construction.

Nous habitons Chantenay. Tel que je l'ai connu à cette époque-là, c'était un quartier breton. Les gens étaient presque "transportés" de Bretagne. Les raffineries avaient besoin de main-d'oeuvre, la conserverie Amieux aussi. C'était un quartier très industriel autrefois. Ils avaient donc besoin de main-d'oeuvre, ils allaient en Bretagne et ramenaient les gens par pleins trains ; ils les débar-

quaient à Chantenay en criant "Nantes" : les gens descendaient croyant être à Nantes et là, des racleurs, des gens, venaient les embaucher pour les usines.

Le quartier de la Tannerie, la rue Bougainville étaient des quartiers ouvriers ; le tempérament de Chantenay n'est pas le même que celui des ouvriers des Chantiers de Bretagne ou de Loire : les gars étaient bretons, ils avaient leurs souches ... par exemple ils restaient en bleus de chauffe, ce que ne faisaient pas les gars qui traversaient la ville pour venir travailler. La vie était très dure : à l'époque, un bateau restait beaucoup plus longtemps sur cale puisqu'il était rivé. Mais aussitôt qu'il était lancé, on licenciant tout le monde, on ne conservait que quelques ouvriers. Mon père était donc riveur, et il avait à l'époque une certaine côte : les gars venaient à la maison le trouver : "Tu me prends avec toi, tu demandes pour que je sois embauché ..." Le chômage était fréquent à cette époque-là.

Les cafés faisaient fortune à la sortie des entreprises. Ça buvait sec, et c'était pratiquement le lieu où tout le monde se retrouvait. Les contremaîtres y venaient pour chercher les bons compagnons : "Si tu viens avec moi, tu auras deux sous de plus". Les bons compagnons ne restaient pas longtemps en chômage ; les employeurs de l'époque s'arrangeaient pour les conserver même s'ils n'en avaient pas l'emploi : on les mettait à faire de la peinture ou à des travaux de nettoyage ou à ramasser n'importe quoi, mais on les conservait. Pour les autres, aussitôt qu'il y avait un trou, c'était le licenciement ; les gars avaient une incertitude du boulot, c'est effrayant ! Je me souviens qu'en 1934 les chômeurs de Saint-Nazaire étaient montés à Nantes, ils étaient venus au stade Petit-Breton. Ils s'étaient appuyés les soixante kilomètres à pied, Blancho, le maire de Saint-Nazaire, en tête. La crise du chômage était terrible cette année-là.

Après il y a eu 36 ; je ne l'ai pas vécu directement puisque

je suis entré en apprentissage en octobre. Mais je l'ai vécu évidemment à travers la vie du quartier ; il y avait un certain nombre de gens du quartier qui participaient, qui occupaient leurs usines, chez Amieux notamment ; à travers mon père aussi, mais Dubigeon n'a pas été une entreprise en flèche dans le domaine des occupations en 36 ; ça m'a paru relativement court : ils ont dû se contenter de quelques jours de grève et ça a été terminé. Je me souviens des rassemblements qui se faisaient au Petit Breton, le monde qu'il y avait ! J'habitais la Durantière, c'était un quartier très rouge, il y avait des cellules communistes très importantes à l'époque. Mon père avait pris sa carte de la CGT en 36, comme la plupart des travailleurs, parce que c'était le seul syndicat ouvrier. Il a laissé tomber dans les années qui ont précédé la guerre, il n'a pas pour autant pris sa carte CFTC.

Je suis donc entré en apprentissage le 5 octobre 36, j'ai terminé le 5 octobre 39. Dans l'intervalle, la situation avait évolué. On a connu les conflits de 38, lorsque le gouvernement—je ne me souviens plus qui était ministre—avait pris les mesures concernant les heures supplémentaires. Quand je suis entré au chantier, aussitôt après les grèves de 36, les ouvriers découvraient les congés payés, découvraient les quarante heures. En 38, il y avait les menaces de guerre, il fallait fournir des efforts, si bien que les quarante heures étaient remises en cause ; on est passé en 38, à 50 ou 60 heures, c'était 60 heures en 39. Il y a eu des grèves très importantes, avec des rassemblements le soir place Jean Macé. Nous, les apprentis, nous ne pouvions pas faire grève, nous avions un contrat.

Je n'analysais pas très bien ce qui se passait, à ce moment là, mais je me souviens d'un fait précis : nous reprenions le travail à une heure et demie, certains ouvriers arrivaient assez tôt, vers une heure, et ils avaient l'habitude d'attendre sur une petite place. Tout d'un coup, un camion de gardes mobiles débouche,

et les voilà qui foncent à coups de crosse sur les gars ! Les gars attendaient pour aller travailler ! Certains avaient été blessés, l'organisation syndicale de l'époque avait protesté auprès de la direction contre cette attitude des gardes mobiles qui avaient chargé sans sommation ...

Et puis on est arrivé en 39. Là, on travaillait effectivement 60 heures ; seules les personnes vraiment faibles ou malades étaient dispensées des 60 heures. Nous, en tout cas, on les faisait ! Et il y avait l'impôt cédulaire : 15% de retenue sur le salaire des quarante premières heures et ce devait être 40% sur les vingt suivantes.

Dubigeon faisait des sous-marins, on a connu le Narval qui a été coulé, le Marsouin qui s'est échappé pendant la guerre et qui a fait un certain nombre d'actions. Donc, à partir de 39, on a eu toute une série de sous-marins à construire ; comme la plupart des chantiers, Dubigeon travaillait pour l'armée.

La guerre a commencé en septembre 39, et à partir de là, on a travaillé de manière intensive jusqu'à l'entrée des Allemands à Nantes. Après, pendant toute une période, nous avons fait vingt heures. J'étais l'aîné de 7 gosses à la maison, et bien que mon père travaillât aussi dans l'entreprise, j'étais un peu considéré comme soutien de famille ; j'avais donc été repris à 20 heures. Ça a duré jusqu'à ce que les Allemands mettent les choses au point et après, le chantier a travaillé pour la marine allemande, en grande partie pour la marine marchande, on faisait des réparations de cargos, des choses comme ça.

J'étais compagnon en 41, et au moment où le colonel allemand a été abattu à Nantes, je travaillais avec un matelot, un chic type d'ailleurs ... Un jour, trois gars se pointent ; le copain leur demande : "Vous désirez voir quelqu'un ?" C'est lui qu'on cherchait ! Ils l'ont fouillé, et l'ont emmené ... Il avait été arrêté pour faits de Résistance ; on n'était pas au courant, bien sûr il nous

paraissait un peu ... un peu décontracté ! Il avait une façon de voir les choses qui semblait un peu différente des nôtres ... Mais ce qui marquait peut-être le plus, c'est au casse-croûte le matin : pour nous c'était la disette, on s'appuyait des journées de 10 heures et 10 heures à la forge, ce n'est pas facile, et quand tous les autres avaient vraiment le petit minimum, lui avait un casse-croûte avec son morceau de pain et son morceau de fromage ! Je crois que c'était un militant communiste, il ne le cachait d'ailleurs pas ; il a été déporté, il en est revenu à la Libération quand j'étais à l'armée, je n'ai jamais eu l'occasion de le revoir.

Pendant la guerre, la CGT était interdite, il y a eu une forme de syndicat, c'était assez confus ; les délégués avaient été désignés, c'étaient de bons compagnons, mais on les considérait comme étant sous le couvert des autorités françaises ou allemandes. J'en connaissais un qui était un chic type, qui faisait certainement bien son boulot, mais ce n'était pas le syndicalisme que nous avions connu avant, et certainement pas le syndicalisme qu'on a connu après. La guerre s'est déroulée ; à la Libération, les Allemands ont fait sauter le Chantier comme toutes les installations portuaires. Tous les engins de levage ont été foutus en l'air ; le chantier a tourné au ralenti pendant toute une période ; on ne travaillait plus ; je suis allé m'engager comme tous les jeunes de l'époque et je ne suis d'ailleurs pas parti !

J'étais d'une famille chrétienne ; mon père était chrétien, évidemment, mais plutôt à "gros grains" comme on disait : il nous accompagnait aux cérémonies officielles, les communions, les baptêmes, les choses comme ça, mais lui ne pratiquait pas. Par contre, ma mère pratiquait. J'avais donc eu cette orientation au départ. Mais j'ai eu une période de flottement, à l'époque de mon entrée en apprentissage .

... Un temps, c'est vrai, j'aurais pu me tourner vers les Jeunesses Socialistes parce que j'avais des copains qui y étaient et un gosse de 13 ans a le cerveau malléable, et puis de

tempérament aussi ça me plaisait ... Mais il s'est trouvé que les copains que j'ai choisis, étaient, eux, à la JOC et qu'ils m'ont tout naturellement orienté vers la JOC.

C'était aussi la naissance d'une nouvelle paroisse sur le quartier, Sainte Jeanne d'Arc ; ils se sont tournés vers nous, les jeunes, pour former le patronage, on nous a montés en équipe de JOC ; c'étaient les grands moments de la JOC. Il nous a fallu attendre deux ou trois ans pour être réellement affiliés à la JOC parce que nous étions tous trop jeunes. C'était en quelque sorte une "pré-JOC" encore que nous étions tous déjà au travail. Ils nous apprenaient à ouvrir les yeux sur les problèmes de la classe ouvrière : c'était le "Voir, Juger, Agir" de la JOC de l'époque.

Je crois que ce n'est pas la peine de le renier, la JOC nous a servis à nous rendre compte de la situation qui était la nôtre, à découvrir nos problèmes à nous, les problèmes de la jeunesse ouvrière du temps.

Les premiers contacts avec le syndicat, c'est longtemps après, pendant la guerre. Je me suis syndiqué à la CFTC, mais c'était sans enthousiasme. J'avais été sollicité par quelques militants. Je faisais partie de la JOC et j'y croyais ; alors évidemment j'avais été contacté par les quelques militants CFTC, dont un cousin de ma femme qui avait été modèleur à Saint-Nazaire. On avait monté une petite section CFTC, il devait y avoir une dizaine d'adhérents, ça n'allait pas loin !

La CFTC de ce moment-là n'avait pas une envergure, ni même un esprit de classe ... On s'était syndiqué parce qu'on s'était senti obligé ; la JOC d'avant-guerre ne nous préparait pas, à mon sens, au syndicalisme, mais disons que le gars qui était syndiqué à la CFTC était assez brimé. Tout ce qui appartenait à l'Eglise était considéré comme ennemi de la classe ouvrière, et le gars était brimé ;

par voie de conséquence, on se sentait un peu solidaire.

Moi, à l'époque, j'avais un certain nombre de copains à la CGT ; on avait des affrontements, mais rien de violent, ça se passait au niveau des discussions. Mais j'ai des copains, plus âgés que moi, qui ont vécu d'autres scènes, beaucoup plus violentes ; c'étaient des mouvements de jeunesse qui s'opposaient; lorsqu'ils passaient vendre la "Jeunesse Ouvrière", ils faisaient le coup de poing avec les gars qui vendaient "l'Avant-Garde" ; le communisme à l'époque, ce n'était même pas la peine d'en parler, c'était véritablement à rejeter dans tous les sens. Moi, je n'ai pas connu ça.

J'ai donc adhéré pendant la guerre ; on vivait une JOC beaucoup plus vivante, plus dynamique ; d'ailleurs on était plus vieux, on allait sur nos vingt ans, et plus mûrs aussi à cause des problèmes qui nous avaient été posés par la guerre. La JOC de la guerre nous préparait vraiment à entrer dans le monde ouvrier.

Et puis, je suis parti à l'armée, en 45 ; je fréquentais ma fiancée, nous nous sommes mariés au retour ; c'est à partir de là qu'on est entré dans une action syndicale vraiment importante.

On nous parlait à ce moment-là d'une JOC-aînée mais on ne se sentait plus au diapason de la JOC. On avait eu des responsabilités; moi, j'étais responsable des loisirs dans la section Sainte-Anne, mais dans l'intervalle, des jeunes nous avaient remplacés : en 46, on était fiancés, on envisageait le mariage, il est certain que la JOC ne correspondait plus à nos aspirations.

Mais la JOC avait préparé toute une quantité de militants qui étaient devenus adultes et qui étaient prêts à prendre leurs responsabilités ; aujourd'hui certains copains disent que la JOC était une imbécillité, et c'est vrai qu'avec le recul, ce que nous faisons à la JOC et les exigences que ça nous imposait, paraissent désuètes ;

personnellement, je pense que toute cette préparation qui s'est faite lorsqu'on était jeune a été importante par les réunions que nous faisions et les réflexions que nous y avions. Le thème, c'était le "voir-juger-agir" : ouvrir ses yeux, faire le jugement de ce qui se passait dans notre milieu de travail parmi nos compagnons et en tirer ce qu'on pouvait faire pour se sortir de cette situation ; une semaine sur deux, c'était ça, l'autre semaine, on avait des études plus religieuses, pour nous pousser vers une réflexion spirituelle ... Mais la JOC nous a ouvert sur le mouvement ouvrier et lorsque le moment est venu, nous nous sommes orientés vers le syndicalisme. Ça ne pouvait déboucher que sur le syndicalisme. Je me souviens avoir eu des discussions avec des responsables communistes, socialistes, qui nous disaient : "Vous, avec votre JOC !" C'est vrai que la JOC était très importante, très influente dans la région nantaise qui était une région très pratiquante. Mais tout un potentiel a été formé comme ça, prêt à faire ce qu'on attendait, et tout naturellement on est allé à la CFTC, c'était le déroulement normal, ça allait de soi.

En ce qui concerne le Chantier Dubigeon, il y avait Gilbert Declercq qui était dessinateur; il est allé ensuite travailler aux Batignolles avant d'être permanent des métaux puis permanent de l'U.D. Il a donné une impulsion à la CFTC à ce moment-là et la plupart des gars de la JOC ont formé la CFTC, qui a d'ailleurs beaucoup plus collé à la situation, et qui est devenue petit à petit un syndicat de masse, malgré son étiquette qui n'était pas sans faire reculer un certain nombre de gens.

Il y a eu un jeune militant, Guihéneuf qui était responsable de la JOC pour la Basse-Loire, et Pierre Mesnil ... Ce sont eux qui sont venus me chercher, ils m'ont demandé si je voulais me présenter, j'ai accepté évidemment, il fallait bien que quelqu'un le fasse; je crois que j'ai été élu en 1951 ... A ce moment-là, on devait être 4 délégués CFTC mais le nombre d'adhérents était loin de correspondre aux voix. Ça n'a pas été facile ...

Quand je suis entré dans la CFTC d'après-guerre, il n'y avait qu'un seul délégué CFTC, qui était boycotté par tous les copains de la CGT. Il n'y avait qu'une seule liste, comme il était le seul candidat CFTC, il n'allait pas présenter une liste à lui tout seul ; il se faisait rayer par tout le monde. Pendant la guerre, la CFTC n'avait pas eu le pouvoir de se présenter aux élections ... La CGT non plus n'existait pas pendant la guerre, mais les militants de la CGT restaient les militants de la CGT, même s'ils n'en avaient plus l'appellation ; si bien qu'à la Libération, la CGT était toute-puissante, par la force des choses, elle avait conservé ses militants dans la clandestinité, c'étaient aussi de bons compagnons, et à la Libération, ils ont pris toute leur place.

Les militants de la CFTC n'étaient donc pas les mieux vus, ni les bienvenus ! Moi, je n'ai pas connu de mise en quarantaine de la part de copains, mais il y a eu des gars qui étaient mis en quarantaine parce qu'on savait qu'ils appartenaient à la CFTC. C'est dire à quel point c'était dur !

A la Libération, on faisait des débrayages en pagaille : d'abord pour l'épuration, après pour ceci ou pour cela ; il y avait des conflits pour un oui ou pour un non. Pendant tout un temps, de 45 à 47-48, on était en état de grève permanente ... Il n'y avait pratiquement pas de jour où on ne faisait pas une grève, c'étaient des "grévettes" d'un quart d'heure ou d'une demi-heure, mais les gens étaient lassés, ne croyaient plus aux mouvements, surtout qu'on ne savait pas toujours pourquoi on débrayait.

Et puis en 47, il y a donc eu un très grand conflit national : des grèves dans les mines, dans les chemins de fer ; il y avait eu des sabotages, ce qui était déclaré à l'époque comme des sabotages... En tout cas, il y avait eu un rappel des troupes, ma classe a été rappelée, je venais juste de me marier ... Auparavant, il y avait eu

des grèves à Dubigeon : les copains de la CGT avaient fait une réunion pour partir en grève générale ; on avait fait un vote à main levée, et manque de chance, la grève avait été repoussée ; malgré cela, les militants de l'époque avaient décidé de partir en grève : l'après-midi s'était passé en discussions énormes. C'est là que la CGT a éclaté, et qu'est née Force Ouvrière ; la CFTC en 47 encore, était quelque chose de vraiment minoritaire.

Mais après cette grève, je parle pour le chantier Dubigeon, la CGT avait pris un bon coup dans le porte-pipe ! Le mouvement syndical aussi d'ailleurs ! Le fait qu'ils avaient forcé la main aux travailleurs a eu évidemment ses répercussions ; la CFTC a pris conscience de ses responsabilités et a offert, à partir de ce moment-là, une autre forme de syndicalisme aux travailleurs de Chantenay. Petit à petit, on a eu plus de délégués, et la CFTC est devenue majoritaire en quelques années. C'est en 53 qu'on a eu la majorité chez Dubigeon, il me semble ; et au fil du temps, on est devenu de plus en plus majoritaire. A Chantenay, au comité d'entreprise, nous avions trois délégués CFTC pour un délégué CGT ; ce qui ne voulait pas dire pour autant que la CGT n'avait qu'un quart des voix ...

La CFTC de l'époque apportait quelque chose de nouveau aux travailleurs ; on arrivait avec des idées nouvelles, alors que nos camarades de la CGT étaient issus du syndicalisme d'avant-guerre, et du parti Communiste aussi, et leur système de revendications, leur syndicalisme étaient un peu dépassés. Ils avaient quand même pris de la bouteille, ces militants qui étaient jeunes en 36, en 50, ils l'étaient déjà beaucoup moins et nous, en 50, nous avions 30 ans !

Tout d'abord, on a commencé par dire "non" à certains débrayages qui ne nous paraissaient pas indispensables. Nous sommes arrivés donc à un moment où les gens étaient un peu saturés, et nous étions contre les conflits sur n'importe quoi ; les copains ont ressenti le besoin de nous faire confiance : "Avec eux, on est

tranquille, ils raisonnent, ils obtiennent des résultats, et on n'est pas toujours à se battre !". Ça a été longtemps notre façon de penser, on ne partait en grève que contraints et forcés, lorsqu'on avait épuisé tous les arguments, tous les autres moyens ; je crois que c'est pour ça que les copains nous ont fait confiance ...

Et on arrivait avec des idées nouvelles ; les délégués CGT de l'époque, n'arrivaient pas aux réunions avec une argumentation ; leur argumentation, c'était de dire : "On n'y arrive pas, les ménagères n'y arrivent pas" ... Nous, on arrivait avec des faits précis : avant de monter en réunion, nous faisons le tour de la boîte demander aux gars ce qui n'allait pas, ce qu'ils auraient voulu avoir, on partait des besoins des travailleurs. Lorsqu'on montait pour discuter des revendications, on commençait à discuter de la convention collective pour la région nantaise, on arrivait donc avec des arguments ; quand on faisait le compte-rendu aux travailleurs, on leur apportait quelque chose de nouveau, les raisons pourquoi on se battait. En 1950 sur un chantier de 1100 personnes, si on avait 30 ou 40 adhérents, c'était le maximum, je crois même que c'était plus près de 25 ! Le nombre d'adhérents ne correspondait pas à l'influence qu'on avait ...

On est arrivé aux grèves de 1953, c'est là que la CFTC est devenue influente dans la région nantaise, on est devenu syndicalisme à part entière. En ce qui concerne Dubigeon, pratiquement toute l'action syndicale était faite par la section CFTC. Quand les gars avaient des problèmes, c'est nous qu'ils venaient voir ; les problèmes importants du chantier étaient réglés par la section, mais cela ne s'était pas traduit par une adhésion massive. On est parti en conflit en 1953 sans avoir déposé de cahier de revendications. Au départ, c'était une grève des cheminots, au mois d'août, donc à un moment difficile parce que tout le monde était en vacances ... Il y avait eu des grèves à EDF, on n'avait plus de courant, on ne pouvait donc plus travailler ; le moment était venu de régler nos comptes parce qu'on avait pris du retard : la situation des tra-

vailleurs n'avait rien de florissant, nos salaires étaient vraiment réduits, nettement insuffisants, et on n'arrivait pas à déboucher sur un tas de questions ; la convention collective n'avancait pas, les classifications devaient être en discussion ... Bref, on avait des quantités de sujets et vraiment toutes les raisons pour partir en conflit.

Nous sommes partis en grève de 24 heures, renouvelée tous les jours. Ce conflit a duré 15 jours, environ. Les cheminots ont obtenu satisfaction, au moins en partie, et ont repris le travail ; on s'est retrouvé avec un conflit qui s'effiloçait dans la rue ; on croyait à une grève, lancée à l'échelon national ... On en était encore au mythe de la grève générale qui devait décrocher toutes les revendications auxquelles on était en droit de prétendre ! Ça s'est révélé un échec, tout au moins dans l'immédiat, parce que par la suite, la grève de 53 est une de celles qui ont le plus payé : peu de temps après on a décroché la troisième semaine de congés payés, certains avantages sociaux comme les congés familiaux, le paiement des jours fériés ... Ce sont les copains de chez Renault qui ont décroché les premiers ces résultats.

Après le conflit de 53, je vois un jour un camarade délégué de la CGT en train de toper les gars ... C'était le bon gars, mais pas une vedette, c'était d'autant plus vexant de le voir placer des cartes ! Leur syndicat tombait en botte, à mon avis parce qu'il ne s'était pas renouvelé, il n'opposait pas une revendication, on supportait tout le poids de l'action syndicale et tout d'un coup on les voyait en train d'essayer de placer des cartes ! On ne pouvait pas se laisser faire comme ça ; je suis allé trouver un copain et on est allé voir tous les gars de la boîte les uns après les autres ; "Vous vous syndiquerez ou vous ne vous syndiquerez pas, nous, on vous laisse libre, mais ne venez pas dire après que si vous vous êtes syndiqués à la CGT c'est parce qu'on ne vous a pas proposé de venir chez nous" !

Et on s'est retrouvé du jour au lendemain avec 350 adhérents !

Et ce qui se passait chez nous, se passait dans la plupart des entreprises de la région nantaise, de par la valeur des copains qui avaient été formés par la JOC ; tout le monde n'avait pas été formé à la JOC, certains copains militants n'étaient pas venus au syndicalisme par la JOC mais étaient aussi valeureux, mais à travers la JOC on avait eu cette préparation à l'action syndicale.

On est arrivé tout doucement aux grèves de 55, qui ont encore démarré en août. Les discussions n'avançaient pas, les chantiers commençaient à subir les hauts et les bas de la construction navale parce que la reconstruction de la flotte était terminée ; la plupart des entreprises étaient dans un état de vétusté incroyable ; elles ne sont pas actuellement des modèles de modernisme d'ailleurs. On essayait de négocier des augmentations de salaire, les patrons répondaient évidemment qu'il n'y avait pas d'argent. Au mois de juillet les discussions avaient déjà tourné au vinaigre, et dans l'intervalle les camarades de Saint-Nazaire avaient obtenu une augmentation qui devait être de l'ordre de 27 francs.

A l'époque, le syndicat patronal était uni, c'est-à-dire que toutes les entreprises de la métallurgie se retrouvaient dans le même syndicat patronal, ce qui nous donnait beaucoup de force dans nos actions, parce que nous étions tous concernés par les mêmes interlocuteurs. C'est d'ailleurs en 55 que le syndicat patronal a éclaté, et nous nous sommes retrouvés, nous dans la navale, les autres dans la mécanique, ou dans les boîtes métalliques ... Mais en 55 nous étions la métallurgie, les métaux face à un seul syndicat patronal de la métallurgie.

Ce jour-là, il y avait donc une commission mixte, et le copain qui en faisait partie m'avait dit : "Tu me téléphones à 9 heures, si les négociations n'avancent pas, il faudra venir avec les travailleurs." A l'heure dite, je téléphone : "Je crois qu'il faut que vous veniez parce que ça ne débouche pas, les patrons ne veulent rien céder !" Je vais trouver les délégués, j'étais secrétaire de la

section, et je leur dis : "On sonne le rassemblement, et on part tous, en bleu, immédiatement au syndicat patronal, rue Arsène Leloup."

Une demi-heure après, on y était : on était allé à pied, bien entendu et on était les premiers. Il y avait 200 à 300 personnes et toutes les boîtes de la métallurgie sont arrivées peu à peu ; on est resté là jusqu'à 4 ou 5 heures de l'après-midi, sans aller manger ; il y avait de l'ambiance ... Un groupe de gars est entré dans les locaux du syndicat patronal et a commencé le déménagement ; je me souviens d'un lustre en verrerie dont toutes les perles sont tombées ; des militants de différentes boîtes ont envahi la salle ...

Et puis Gilbert Declercq apparaît à la fenêtre : "Les patrons acceptent ; ils proposent 30 francs ; est-ce que vous acceptez ?" Tout le monde crie : "Non, non, 40 francs !" C'étaient nos quarante francs !

Il revient peu de temps après : "33 francs" "Non, 40 francs !" ... Et il est revenu même pas dix minutes après : nos quarante francs, c'était dans la poche ! C'était l'euphorie ! Bon, en fait d'euphorie, quand on est revenu le lendemain matin à l'entreprise, on était tout content de nous, mais l'entreprise était occupée, il y avait les CRS et la troupe ! On avait laissé nos vêtements, nos vélos et tout ... Les patrons étaient revenus sur leur parole. Ils avaient cédé sous la contrainte, ils avaient soi-disant craint pour leur vie et ils considéraient donc leur engagement comme nul.

Alors on a continué ... Dans l'intervalle, on a négocié le départ des forces de police, et nous sommes rentrés dans les entreprises, mais il n'y avait pas le climat ! On a repris le boulot, on était dans l'entreprise, on était censé travailler, mais en fait personne n'a travaillé pendant 8 ou 10 jours.

Dès le lendemain, après ce qui s'était passé au syndicat patronal, les usines étaient donc occupées par les forces de police ; on

s'est retrouvé dans une manifestation de l'ensemble des travailleurs des Unions Locales; il y avait un monde fou. Il y a eu des heurts violents au Pont-Morand, il y a eu des blessés ; soi-disant que des manifestants avaient jeté des grenades, soi-disant ... Toujours est-il qu'il y avait un certain nombre de gars blessés parmi nous, et il y a eu des arrestations ... Ça, c'était le 17 ; le 18, on a manifesté devant la prison pour faire libérer les gars, on voulait éviter les affrontements, mais les gardes mobiles étaient arrivés en renfort pendant la nuit : il y a eu un mort, Rigollet, sur le cours des 50 otages. Le lundi suivant on a repris le boulot, pas longtemps, les boîtes ont été lock-outées ; et on est resté comme ça, en conflit jusqu'au 5 octobre. On est rentré avec 27 francs, et pas avec nos 40 francs !

On peut dire qu'on en a bavé en 55 ! A l'époque, j'étais jeune marié, puisque je me suis marié en 47, et qu'on était en 55 ... Ce qu'il y a de certain, c'est que j'étais fauché, je l'ai toujours été, c'est chronique ! Ma femme ne travaillait pas, j'avais une fille ... Et puis, on était des purs, un peu boy-scout sur les bords ; on avait une équipe de copains qui assurait la solidarité. La solidarité, pour la faire, on la faisait ! Si bien que tout ce qu'on avait, on le distribuait aux travailleurs, les délégués se servaient après ; si bien que les délégués avaient ce dont les autres n'avaient pas voulu, et bien souvent ce qui ne restait plus !

Ma femme et moi, on était parti en vacances, et on était rentré comme chacun, fauchés comme les blés au mois de septembre ; on en a bavé : on a mangé des frites pratiquement pendant les sept semaines qu'a duré le conflit ; le curé du coin avait fait venir des pommes de terre, et on avait eu de la graisse, alors on a mangé des frites. Et c'était bon, parce que ça nous mettait au niveau des plus défavorisés ... Ma mariée était un petit peu fière ; aller chercher son pain et le lait de sa gosse avec des tickets, au début c'était dur, elle ne voulait pas y aller ; ce qui nous attendait, c'est de n'avoir ni pain ni lait ! Et puis, on était tellement nombreux à se

trouver à la même enseigne ! ...

55, c'est une page de l'histoire ouvrière qui a marqué, on a eu une augmentation de salaire substantielle, mais c'est en 57 qu'on a obtenu le maximum d'avantages. A partir de là, on faisait toujours référence à 57 dans les négociations ; les patrons ne voulaient pas : "Pourquoi 57 et pas 53 ou 54 ?" Ils auraient bien voulu ! 57, ça a été pour nous la période de montée, on a décroché une série d'avantages qui ont été palpables, notamment les caisses de chômage.

Après 55, la CFTC était donc devenue l'organisation majoritaire ; mais on était toujours resté CFTC. Et même si nous étions majoritaires, même si nous avions beaucoup d'adhérents, notre étiquette était quand même un obstacle pour les copains qui n'étaient pas chrétiens. Nous, ça ne nous gênait pas, mais on comprenait bien qu'eux ne se seraient pas sentis à leur aise avec cette étiquette : cela préparait tout doucement la CFDT ! C'est vrai que dans la métallurgie, notre étiquette gênait terriblement ! Venir avec une étiquette CFTC ... Je me souviens d'un copain qui disait : "Ecoute, ton syndicat me plaît, c'est vous qui faites le boulot, mais j'adhérerai chez toi le jour où tu auras retiré ton "C" ; tant que le "C" sera là, je n'irai pas !" Et c'est vrai d'ailleurs qu'en 64, quand la CFTC est devenue CFDT, ce même copain a adhéré tout de suite, et est devenu d'ailleurs un très bon militant.

Il y avait quand même à l'époque un chantier où nous n'étions pas majoritaires, et c'est le chantier qui est devenu le nôtre à la suite des fusions : le chantier de Bretagne, sur le quai de la Loire. La CGT y était très implantée et très forte ; c'est de là d'ailleurs que sont sortis Brard, Prampart et d'autres qui ont été, et sont encore les éléments prépondérants de la CGT ; il y avait des cellules PC d'entreprise qui étaient très puissantes. Avec les Batignolles, c'étaient les deux bastions de la C.G.T.

Dans un premier temps, les chantiers de la Loire et les chantiers de Bretagne ont fusionné et sont devenus les chantiers de Nantes, puis les chantiers de Bretagne ; ils ont connu les licenciements en 65, plus de 500 travailleurs ont été licenciés ... Et puis il y a eu la fusion entre les chantiers de Bretagne et les chantiers Dubigeon : une fois toutes les fusions terminées, en 70, il est resté 2400 travailleurs dans la navale alors qu'on avait été jusqu'à 7500.

Nous, à Dubigeon-Chantenay, on n'a pas connu beaucoup de licenciements, il y a eu des problèmes en 58, pour les menuisiers ; je me souviens que le directeur de l'époque disait : "La menuiserie, c'est terminé !" C'est vrai qu'il y avait très peu de menuiserie dans les bateaux marchands, dans les cargos ; par contre, aujourd'hui, nous faisons des navires sophistiqués, pour le transport des passagers, et la menuiserie est très importante : il commettait donc une erreur en disant qu'on n'aurait plus besoin de menuisiers ... Il y a eu aussi une action pour les frappeurs, les licenciements avaient dû être refusés et la direction avait ramené ces ouvriers-là à 20 heures. On a tenu le coup, on a fait des collectes pour les aider, et une partie des gars a été reprise : au bout d'un moment la direction a baissé les bras et les a repris, il n'y a eu qu'une dizaine de licenciements.

On a eu beaucoup de chance à ce niveau-là ; je pense que c'est grâce à la pression syndicale, et aussi à la présence au chantier de Guihèneuf, qui était responsable national de la navale : il est certain qu'il connaissait un certain nombre de choses et la direction était contrainte à jouer le jeu avec nous. Guihèneuf intervenait auprès des ministères pour obtenir des commandes dans les moments difficiles. On a toujours été comme l'oiseau sur la branche, toujours à se demander de quoi le lendemain serait fait ; j'ai toujours connu ça dans la construction navale à Nantes !

Je me souviens en particulier d'une démarche que nous avons faite, dans les années 60 : le PDG de l'époque était Colombes, un sacré

bonhomme, le capitaliste des années 30 ; il avait été à l'initiative de la forme de Saint-Nazaire, là où l'on met les bateaux en cale sèche ... On avait des difficultés d'emploi, on tournait à 40 heures ; pour nous, l'horaire de travail a toujours été de 48 heures, et plus souvent de 54 heures pour le plus grand nombre ... Et quand on était à 40 heures, sans compensation de salaires, ça faisait mal ! Il était peut-être même question de licenciements ... Colombes nous avait donc dit qu'il y avait un bateau océanographique qui était en adjudication et qu'il aurait bien fait l'affaire de Dubigeon ; on le pensait aussi ! Et nous voilà à Paris, Guihèneuf et moi. Guihèneuf dit au ministre : "La commande du navire océanographique serait heureuse pour nous, mais nos camarades du chantier Augustin Normand sont au bord de la catastrophe, il serait souhaitable que la commande leur soit passée ..." Ce qui fut fait ; les chantiers Augustin Normand ont d'ailleurs disparu depuis, mais quand la direction de Dubigeon a su ce qui s'était passé, ils ont été dans une rage ! ... Mais en contrepartie, peu de temps après, il nous a été donné le premier car-ferry ; à l'époque, nous étions limités aux navires de moins de 3000 tonnes tandis que le car-ferry faisait plus de 3000 tonnes ; ça a été une bonne chose pour nous puisque nous nous sommes spécialisés dans les car-ferries et c'est ce que nous faisons encore.

Et puis donc, il y a eu la fusion entre les Chantiers de Bretagne et le chantier Dubigeon et en 70 nous avons quitté Chantenay pour le chantier Prairie aux Ducs ; dans les années 74, le chantier regroupait à Prairie aux Ducs environ 4000 personnes en comptant les sous-traitants et le personnel du chantier, il n'y avait pas à Chantenay, à l'époque, la possibilité de faire un chantier assez grand pour recevoir un nombre aussi important de travailleurs ; pour rester à Chantenay, il aurait fallu racheter toute une série d'habitations, et il y avait l'usine Amieux qui était là. Maintenant, on voit ce que c'est devenu : Amieux a disparu, la plupart des habitations ont disparu et on se demande s'il n'aurait pas été préférable de faire un chantier neuf à cet endroit ; parce que maintenant les copains

sont assez inquiets sur l'avenir du chantier coïncé comme il l'est à Prairie aux Ducs, et surtout avec l'effondrement des quais ...

Enfin la décision avait été prise, et on a rejoint Prairie aux Ducs en 1970. La CFDT avait dû plaire aux travailleurs puisqu'ils y sont restés ; avant notre arrivée la CGT était majoritaire et les premières élections nous ont donné la majorité, ça n'a pas été facile pour nos copains d'accepter ça, et c'est vrai que les chantiers étaient une force de manoeuvre du PC et de l'action syndicale CGT. Voir filer un chantier comme ça ne ferait plaisir à personne, on a beau être des militants lorsqu'on perd sa majorité, c'est dur à accepter et ça remet beaucoup de choses en cause.

D'après ce que les copains m'ont dit, il semble que la fusion entre les chantiers de Loire et de Bretagne ne s'était pas vraiment faite, je ne sais pas à quoi ça tenait, mais on restait un "ancien de Bretagne" ou un "ancien de la Loire". Ce n'était peut-être pas de l'animosité mais une certaine incompréhension ... Je crois que l'arrivée des gens de Chantenay a permis d'effacer cette animosité qui existait, la fusion a été beaucoup plus complète ... Quand je suis parti en retraite, on formait vraiment une bonne équipe ; il n'y avait plus d'ex-Dubigeon ou d'ex-Loire, et d'ex-Bretagne ; d'ailleurs on avait assez à se battre pour la survie des chantiers, et là encore on s'est battu contre les licenciements qu'on a d'ailleurs réussi à faire annuler, vers 75-76 ...

Et on est arrivé en 1977 : le conflit n'a pas été facile, c'est le moins qu'on puisse dire... Finalement on a repris le boulot parce qu'on pensait que les travailleurs n'étaient pas d'accord pour le continuer ... La CGT a très mal pris ça à l'époque, mais je pense que même si la CFDT est très majoritaire depuis, ça n'a pas pour autant servi le mouvement syndical parce que la combativité des travailleurs n'est pas ce qu'elle a été ...

Aujourd'hui, avec le chômage, chacun se cramponne à ce qu'il a... et puis il y a une certaine forme d'individualisme : les individus se replient sur eux-mêmes, cherchant à régler leurs problèmes à leur seule dimension et c'est tout ... A travers ce que disent les copains, il semble que tout ce qui a été acquis est remis en cause chaque jour... L'espérance pour nous, c'est que le gouvernement actuel saura ... mais le socialisme, ce n'est pas la facilité, mais ça va dans le sens des travailleurs. Pour plus de justice ! C'est pourquoi on s'est battu !

Quand on voit le chemin parcouru, quand on voit ce que l'action syndicale a apporté aux travailleurs, c'est quand même invraisemblable ! De quinze jours de congés payés, on est passé à trois semaines, puis à quatre et maintenant on parle de la cinquième ... On a obtenu, nous les travailleurs manuels, on a obtenu la Sécurité Sociale, que nous n'avions pas ; lorsqu'on tombait malade, on hésitait à rester chez soi ... J'étais seul à travailler, il n'était pas question de s'arrêter, je suis allé au boulot quelquefois, malade à crever, mais pour dix jours d'arrêt, on n'avait que trois jours et demi de salaire ! On a obtenu le paiement des jours fériés ; on avait connu un mois de mai où il y avait plus de jours chômés que de jours travaillés, on n'était pas payé, les ressources en prenaient un sacré coup ! On a obtenu la caisse complémentaire de retraite, les caisses de chômage et tout, et tout ... Le fait que maintenant on hésite à licencier, qu'on ne le fait qu'à la dernière limite par crainte des réactions, ça a été aussi acquis dans les bagarres ! Mais le nombre de fois qu'il a fallu défiler dans les rues ; la rue de Chantenay, le quai de la Fosse jusqu'au Champ de Mars, La Petite-Hollande ou la Duchesse Anne, on l'a fait le parcours ! Et toutes ces bagarres qu'on a faites ensemble, ça a payé !

C'est vrai que c'est riche, la vie syndicale ; c'est vrai aussi que ça ne nourrit pas son homme ! Il faut dire qu'à l'époque, dans le syndicalisme d'après-guerre, et ce ne serait plus valable aujourd'hui, on était très exigeant vis-à-vis des militants à ce niveau-là : on

Connaissait le passé des militants CGT, ceux de l'avant-guerre; lorsque les délégués étaient choisis parmi les meilleurs ouvriers, parmi les meilleurs compagnons, ils se retrouvaient avec les patrons et leur syndicalisme n'avait pas la gratuité qu'on aurait pu souhaiter : on retrouvait peu de temps après, la plupart des délégués devenus agents de maîtrise ... Alors, on avait la hantise de cette promotion, de cette trahison; c'était presque une trahison par rapport à la classe ouvrière et il ne nous serait pas venu à l'idée d'accepter une promotion quelle qu'elle soit. Quand je suis revenu de l'armée, mon ingénieur m'avait dit : "On compte sur vous, vous savez ... on va avoir besoin de vous..." Il est sûr que lorsque je suis entré dans l'action syndicale, ils ne ressentaient plus du tout les mêmes besoins ! Mais tous les copains qui sont entrés en apprentissage avec nous, ou qui se trouvaient dans l'entreprise avec nous, sont devenus chefs d'ateliers, agents techniques, ou experts ... Ils sont tous montés, pratiquement, à l'exception des délégués, mais je pense qu'aucun d'entre nous ne l'a regretté ; on avait une vie autrement intéressante, on vivait vraiment ; les problèmes avaient pour nous une dimension plus large, qui dépassait celle de la corporation, et même celle de l'entreprise.

A la Libération, pour les militants chrétiens, le MRP était apparu comme le parti susceptible de représenter notre idéal; Nestor Rombeaut de Saint-Nazaire, s'était présenté comme député MRP ... Mais le MRP nous a déçus, il a repris beaucoup plus les positions de la droite que les positions des ouvriers, fussent-ils chrétiens. Il faut donc reconnaître que le seul parti dans lequel nous pouvions militer, et où se sont retrouvés beaucoup de militants d'action catholique et de la CFTC était le PSU. Je n'y suis jamais entré pour la bonne raison que mon épouse avait jugé que ses enfants devaient aller à l'école chrétienne, je me suis retrouvé assis entre deux chaises ... Alors plutôt que de m'entendre reprocher ça, et d'avoir des heurts à la maison pour une raison comme ça ...

Ma femme était militante d'ailleurs, elle militait à l'ASF, et nous étions tous les deux en ACO, on n'a donc jamais eu de problè-

mes à ce niveau-là, même dans les conflits les plus durs. Comme elle militait aussi de son côté, elle me soutenait : quand l'un de nous n'avait plus le moral, l'autre l'avait encore ; parce que c'était toujours en dents de scie ... Et c'est ce qui m'a permis de mener une action ; je crois qu'il n'est pas possible pour un militant de donner sa pleine mesure si son conjoint n'y participe pas aussi. Mais mon épouse tenait à ce que ses filles aillent dans une école chrétienne. Ça m'a posé des problèmes pour un engagement politique, même si j'étais sympathisant et même plus que sympathisant, je n'ai jamais pu adhérer et militer pour cette raison. Comment prendre des responsabilités et risquer de s'entendre dire un jour : "Toi, évidemment, avec tes gosses qui vont à l'école libre" ! Pour moi, ce n'était pas la peine d'affronter ça, bien que la réponse aurait été facile : "Ecoute mon petit bonhomme, c'est un fait que tu es pour l'école publique, mais à côté de ça, on ne te voit pas souvent dans la rue : il ne s'agit pas de faire des grandes tirades et de continuer à toucher ta paie ! Quand tu en auras fait autant qu'on en a fait, quand tu auras perdu autant de temps qu'on en a perdu, tu pourras l'ouvrir" ! Mais ça n'aurait fait plaisir à personne, et dans ce cas-là, ce n'est pas la peine.

Je crois que pour la plupart d'entre nous, nous n'avions pas de formation politique ! On avait eu une E.N.O. avec André Gorz qui nous disait : "On peut remarquer qu'il est dommage pour l'action syndicale en France qu'aucune formation politique autre que le PC ne soit capable de prendre à son compte les revendications syndicales". C'était vrai, ça nous a amenés à réfléchir. Les syndicalistes des années 50, surtout à la CFTC, n'étaient pas des hommes ayant une maturité politique ; la lutte des classes n'était pas évidente pour tous ... C'est venu petit à petit, un peu comme les dents poussent ... Mais c'était plutôt : "Nous sommes des syndicalistes, nous avons à défendre les travailleurs, et nous n'avons pas à tenir compte du reste" ! Ce n'était pas ça pour tout le monde, mais la maturité politique, en général, nous faisait défaut ... C'était peut-être une lacune de la JOC ... Toutefois, sur le plan des partis politiques, nous n'étions vraiment pas gâtés ! Il y avait le PC ; pour celui qui était au PC, il n'y avait pas de problème, il était tout naturelle-

ment penché vers la CGT ... Mais, en ce qui concerne le Parti Communiste, pour moi, je ne m'y serais pas senti à l'aise ; à travers tous les militants qu'on connaissait, on voyait qu'on n'avait pas les mêmes conceptions ; je n'ai jamais fait d'anti-communisme, je les respecte, je connais un certain nombre de gars, de militants, qui sont valables et je mets pas en doute leur valeur militante, mais nous n'avons pas les mêmes conceptions ; c'était inconcevable d'entrer au Parti Communiste. Il y avait la SFIO ; par rapport à nous qui étions militants chrétiens, la SFIO d'après-guerre était par essence anticléricale, on ne se serait pas senti à l'aise ; le parti socialiste de l'époque ne correspondait absolument pas aux aspirations ouvrières, les positions qu'il avait prises ne semblaient pas correspondre à notre idéal, même si un certain nombre de travailleurs étaient des socialistes convaincus ... Ça ne nous paraissait pas un parti dans lequel nous aurions pu manoeuvrer ...

P. M.

Né en 1921 à Nantes

Père : musicien aveugle

Ecole primaire privée. C.E.P.

Ajusteur Chantiers Dubigeon

Délégué du personnel

5 enfants.

On a été de la génération des solvables et corvéables à merci. L'Etat ne nous a rien donné, rien donné. On a payé une guerre. Il a fallu se construire sa maison. J'ai réparé cette vieille maison tout seul. J'ai tout fait. Elle appartenait à une vieille tante à ma femme. Presque tous ici, on a été Castors ; tous les gars ont fait leur maison après leur journée finie, le samedi-dimanche. Ils faisaient 8, 9 heures et leur maison en plus. C'est pas l'Etat qui nous a aidés. Moi, j'ai tout fait ici : tous les meubles. Je me suis marié pauvre comme Job. J'arrivais d'Allemagne. J'étais fauché. J'avais même pas le gaz à moi, j'avais que l'armoire à mes parents.

On a commencé à mieux vivre en 60. Mais avant, on a crevé de faim. On était 7 à la maison. J'ai eu 5 gosses, ma femme ne travaillait pas. Nous, les ouvriers, on n'a jamais connu le bonheur. On n'a pas notre place dans la Nation. On a été oublié même par le grand Charles. Il nous a jamais connus, nous les ouvriers ! Il connaissait ses fonctionnaires, sa flicaille, mais nous ... Il a eu que des mots, des promesses pour nous : l'association Capital-Travail. Trahi par ça ! Trahi

aussi par le MRP qui aurait pu être un parti dynamique : aider les travailleurs à sortir de là ! Rien ! Ils se sont mis plein les poches et ils sont partis. C'est pour vous dire la vie qu'on a menée. On en a bavé de toutes les couleurs. On a été la génération sacrifiée et voilà que ça recommence : les jeunes sortent de l'école, ils ont bien bossé, ils ont eu leur diplôme, ils trouvent plus de boulot !

Quand je vois les patrons qui méprisent les ouvriers, moi, je leur cracherais dans la gueule. Carrément. Toutes les réunions qu'on a faites pour des queues de poires ! Les patrons de Dubigeon, c'est des durs. Il n'y avait que le rapport de force et la grève : ils comprenaient que ça ! Ils n'ont pas enduré le dixième de ce que nous avons souffert : d'abord les mauvais traitements, car dans les petites boîtes, nous, les apprentis, on était avec les ouvriers. Alors tout ce qui se passait, je vous le dirai pas par respect de la personne ! On vous menaçait de vous badigeonner au minium. Moi, ils m'emmerdaient tous les lundis matins parce que j'allais à la messe le dimanche. Les sarscasses ... Après, on a enduré les mauvais salaires. Quand ça commençait à aller mieux pour nous, la guerre de 39 est arrivée. Sac au dos ! Au retour, le pays était rasé. Il a fallu tout reconstruire. On a bossé comme des dingues avec des salaires de misère. Si on n'était pas content, les flics étaient là à nous taper sur la gueule. Fling, fling ! la vérité vraie ! Ça a commencé à aller mieux pour nous après la baisse de l'escroc Pinay.

Nous, on n'aime pas faire la grève. La grève, c'est une catastrophe dans un foyer ouvrier. Un mois d'arrêt de boulot et on la saute. Avec notre patron, impossible de discuter. Des heures en réunion pour entendre : "non, non, non" à nos revendications. On était des mendi-gots. On avait une série de trois bateaux à faire. Sur le premier, on mangeait le temps. Il fallait pleurer pour avoir de la rallonge. On avait bossé comme des bêtes et il fallait pleurer. Des humiliations, c'est incroyable, je ne pouvais plus supporter ça ! Le deuxième bateau arrivait : 5% de moins sur le temps ! Le troisième 10% de moins ! Heureusement qu'il y en avait pas 12, on aurait travaillé pour rien ! Le temps économisé n'était pas payé. Les patrons essayaient de faire

des pressions sur nous les militants : des pressions par les promotions. Michel Lannes a eu sa carrière cassée net. Marcel Guiheneuf aurait pu faire chef ! Moi, ça faisait des mois que j'avais pas touché de galon. C'était une histoire à diviser les ouvriers. On te baise par les galons, par les primes. Les militants de chez Paris, on les a foutus dehors : 5 gars n'ont jamais retrouvé du travail : "Quel est votre dernier employeur ?" Quand on téléphonait à leur ancienne boîte, ils donnaient le pédigree. Ils ont démolé les gars, en dépression, démolé les ménages. Ils ont tous les droits les patrons. C'est des salauds finis ! On parle de la défense des droits de l'homme. Le directeur m'a dit un jour : "Il y en a qui sont faits pour commander, d'autres pour obéir". Nous à la CFDT, on supporte pas ça, avec l'autogestion et tout ça. C'est une opposition de fond avec le patron. On est plus dangereux que la CGT. A eux, ils peuvent leur boucher la gueule avec l'Union Soviétique, tandis que nous ...!

On a appris à travailler par la force des choses. Apprenti ajusteur-mécanicien : 3 ans d'apprentissage plus 2 ans en perfection. (Je suis allé en apprentissage à 12 ans après mon CEP que j'ai eu avec mention bien). C'était payé 25 sous par semaine. On passait le CAP que j'ai pas eu. On fabriquait des "petits chevaux" pour les jardiniers et les industriels. C'étaient des petites pompes : un haut cylindre vapeur et 2 bras, un système de tiroir avec des pistons. On a fait aussi des grosses pompes pour les croiseurs. Je rentrais tout debout dans les cylindres. Il n'y avait que moi qui pouvais rentrer dedans. On m'appelait la puce. Avec une petite lime, j'allais ajuster l'alésage, ébavurer sous les trous. J'ai grandi quand même ! J'en ai bavé ! Quand je suis sorti, je savais travailler. Comme compagnons, on avait la lie. C'étaient des voyageurs. Il y en avait qui restaient 3 jours (j'en ai vu un qui est resté 2 heures. C'était un nouvel arrivant. Quand il a vu l'outillage du patron, il a foutu le camp). Parce que les gars avaient leurs propres outils qu'ils faisaient eux-mêmes et qu'ils mettaient sous clef. Il n'y avait rien au magasin. Tout le monde ramassait ses clous le soir et sous clef ! Nous, les arpêtes, on n'avait que dalle pour travailler. Il fallait chiner l'outillage à l'un ou à l'autre. Beaucoup de gars étaient de grands voyageurs : hommes de pas-

sage qui avaient des combines. Nous, les arpètes, si on savait regarder, on apprenait des trucs. En sortant de là, on savait travailler. C'était un apprentissage complet ! On recevait des corps de pompes bruts de fonderie. Fallait les usiner, les monter. On faisait nos goujons, nos écrous, tout ... L'usinage, on les passait sur le marbre pour faire le traçage, l'alésage, le fraisage, le rabotage, le montage et les essais. On faisait tout ! Quand on a fait le circuit, on sait travailler ... Au plan du métier, c'était bien mais ces ouvriers c'étaient des bêtes, question contacts, zéro ! On était 4 ou 5 apprentis. On recevait des coups, c'était invivable ! Alors, on est allé voir le patron : il ignorait complètement ça ! "On veut un vestiaire à part. C'est affreux ...!" Première victoire ouvrière, on avait 14 ou 15 ans ! On était fier, hein !

Mon arrière grand-père était douanier. Il est descendu de Honfleur vers Brest. Quand il est arrivé, il a été embarqué pour la campagne du Dahomey. Il est revenu et s'est installé à St Nazaire. Il a eu 2 ou 3 fils dont mon grand-père qui a été tailleur de pierre. C'était un spécialiste : il montait les églises. Vous connaissez la Sicaudais ? C'est lui avec ses camarades qui ont monté l'église. Catholique oui mais c'était déjà "On en prend, on en laisse". C'étaient des gars rudes, pas des enfants de Marie. Si on pouvait chopiner le dimanche ...

Mon grand-père est resté veuf après avoir eu 2 ou 3 enfants. Mon père a perdu sa mère à sa naissance. Ma tante, je l'ai jamais connue, mon oncle est industriel. Il a reçu en tant qu'ouvrier, la boîte, en cadeau de son patron : parce que son fils à lui faisait la foire, il a donné la boîte à deux des ouvriers. Ils ont grandi maintenant. Ils ont 40 compagnons.

Mon père était borgne à la naissance. Puis il a perdu l'autre oeil : en jouant aux billes, il s'est planté sur un clou. Il était aveugle. On l'a donc mis en pension à la Persagottière, l'institution d'aveugles, pour apprendre à accorder les pianos et à faire le cannage et rempaillage des chaises, un apprentissage global. Mon père a

passé 2 ou 3 ans à Paris. Il a eu le premier prix du Conservatoire de piano. Après, il a tenu l'orgue à Ste-Anne, à St-Jacques. Il était organiste, en poste dans une paroisse. Il faisait toutes les cérémonies. Il faisait même les bals de noces, des fêtes. Ça payait pas assez les messes. Il fallait gagner sa croûte. Il s'était marié, il a eu 6 enfants. Il était assez militant : à la Fédération des chefs de famille catholiques. Il avait ses idées, il pouvait pas se taire. Comme moi. Il donnait son point de vue. Il avait pas les jetons. Il recevait des revues comme "La lumière des aveugles". Il était costaud, il avait une sacrée voix ! Il cachait pas ce qu'il avait à dire. Il recevait des journaux : c'étaient des russes émigrés qui devaient écrire là-dedans. Il avait des nouvelles formidables sur le système soviétique. J'en ai appris par lui. Le système bolchévik, je l'ai connu tout petit. Je savais ce que c'était le bordel et tout ça ... L'invasion de la France en 39, je savais, moi, où ça allait se passer. Mon père me l'a dit : à tel endroit, en Belgique, ils fonceront là-dedans dans la poche de Sedan. Mon père le savait, grâce à tout ce qu'il recevait comme documentation. Il était presque d'accord avec les Croix-de-Feu mais il était méfiant, il y avait des choses qui le choquaient. D'après lui, ils manquaient de réalisme, ils étaient pas assez sociaux. C'était un patriote acharné. Il voyait drôlement clair bien qu'il soit aveugle. Il est mort pendant que j'étais déporté. Il a pas arrêté de pleurer quand la France a été battue, le bonhomme ! Ah ! C'était un patriote acharné ! Et puis, il n'avait plus de ressources. C'était la misère. Les sauteriers, les messes de mariage avec orgue et violoncelle, tout ça c'était fini, supprimé. Pourtant c'était rentable. Quand j'étais jeune, il m'a fait prendre des cours de piano. Tant que j'étais à l'école, j'ai suivi ces leçons ; mais après en apprentissage, j'ai pas pu continuer, je le regrette. On avait des cours, à l'école industrielle, le matin et le soir pour le métier. Alors, une heure de piano tous les soirs, c'était plus possible. D'autant que je partais à 5h le matin, je rentrais à 7h le soir. En plus, c'était moi qui faisais le jardin, qui réparais les chaussures des frangines, qui bricolais à la maison. Papa avait fait construire grâce à la loi Loucheur, une des seules lois intéressantes pour les travailleurs. On a mis 20 ans à payer le logement mais on était chez

nous : c'était mieux que bien d'autres ! C'était effroyable. Une misère qu'on peut pas imaginer.

Je suis allé à l'école chrétienne "chez les couacs" ici à Ste-Anne. Sacrée mentalité. Ça y allait ! C'était ça l'ambiance : les gars de l'école publique nous attendaient à la sortie pour nous mettre une trempe. On rentrait le soir le sarrau déchiré, les sabots coupés. Moi, j'étais pas du genre à me laisser faire. Je me souviens d'un petit gars : tous les soirs, il prenait sa trempe ; il a mal fini d'ailleurs, il est parti curé, il est parti curé en Egypte. Il s'appelait Jean Rialland. Tous les soirs, il prenait sa trempe. Les cailloux volaient bas "Couac, Couac" ! Il était chétif, malingre, il osait pas se battre. Un soir, je lui ai dit : "Ce soir, P'tit Jean, la trempe va changer de côté. Je vais te conduire chez toi". Je marchais loin derrière quand ils lui sont tombés dessus. C'est moi qui suis tombé sur eux. Ils ont pris une sacrée volée, j'aime autant vous le dire. J'étais méchant aussi par moment. C'étaient des pauvres gosses. Faut voir de quel milieu ils sortaient ! C'étaient des fils de dockers, plutôt bas, de la voyoucratie. C'était l'école publique ! C'est pas pour critiquer l'école publique : ma femme en sort. Il y avait de tout, il y avait aussi des enfants bien élevés. Bien souvent, on en discute avec ma femme. Elle me dit : "Il y avait des profs qui attendaient la paye à la fin du mois et qui s'en foutaient éperdument si les gosses apprenaient. Il y en avait des bons et des mauvais". Chez nous aussi, je lui dis, il y avait des choses qui tournaient pas rond. Les gosses de riches étaient mieux vus que les gosses pauvres. Moi, j'étais pas tellement bien vu. Il y avait de tout des deux côtés.

C'était une époque où vous ne pouviez pas sortir bien endi - manché, bien propre, sortir de l'église, descendre la rue des Garennes. Y'avait un gars qui venait vous balancer l'épaule, vous chercher des crosses quoi ! Un quartier dur ! Le royaume des sous-prolos. C'étaient des malheureux ! Les parents alcooliques, les bouteilles volaient, les pots de chambre passaient par la fenêtre. C'était un genre Marchix, les ponts ! C'était affreux, le quartier ! On a eu une sacrée jeunesse. Maintenant, tout ça c'est fini.

Je n'ai jamais pensé entrer au séminaire. J'avais autant l'idée de faire curé que de me faire moine. C'était pas mon genre. J'ai une foi profonde, je suis convaincu, mais je suis pas doué pour ça. Les curés, il faut que ce soit des gars calmes, des gens gentils. Moi, si vous me foutez la main sur la gueule, vous allez voir ce que ça va faire ! Il faut avoir toutes les qualités morales. J'aurais scandalisé la paroisse ! J'aurais fait comme l'abbé R. dans le temps : "Oh ! le beau sac à charbon" ! -"Viens voir mon gars ce que c'est un sac à charbon" ! Il retroussait la soutane et pan, dans la gueule ! Un chic type d'ailleurs. Il y avait aussi un ancien bonhomme, le chanoine G. qui était curé aux Batignolles. Lui, c'était un spécialiste de la châtaigne. C'était pas un manchot. Un jour, au café, à la sortie des Batignolles, il a foutu une table dans la gueule, aux gars ! Il était adoré aux Batignolles même par les non-croyants. Puis il a dit à la patronne : "Amenez une bouteille, c'est moi qui paye". C'était un aumônier jociste, "T'as vu ce que c'est qu'un sac à charbon ?" Il y avait le côté marrant. On prenait ça avec philosophie.

Ils ont été durs avec nous mais ils nous ont endurcis. Je me rappelle quand on allait vendre La Jeunesse Ouvrière, porte à porte. Fallait pas se dégonfler. Je me rappelle, il y avait chez nous un grand costaud -non pourtant il était maigre- George Bonhomme, son père était charpentier-bois aux Chantiers Dubigeon. On descendait la rue de l'Ermitage. J'étais devant. J'entends crier, je me retourne : mon copain étalé. C'était un client qui était venu lui arracher sa pile de journaux. Mon copain se relève. Hop ! Hop ! L'autre étendu raide dans le caniveau. Il était costaud, oh là là ! Personne n'est venu nous emmerder après. Ils étaient terribles. Un copain, place Jean Macé, -je me souviens- là, c'était le couteau qu'ils sortaient. C'étaient les Jeunesses Socialistes ; ils étaient plus mauvais que les Jeunesses Communistes à l'époque. Un anticléricalisme poussé. "La calotte !" Je me rappelle d'un meeting à la mairie de Chantenay. Ils n'avaient rien trouvé de mieux que de casser les carreaux et nous bombarder de l'extérieur. Pourtant, on avait loué la salle régulièrement pour faire un meeting. On avait invité nos parents. Terrible, terrible ! Quand ils pouvaient nous tomber dessus à 2 ou 3, ils nous arrachaient notre

insigne et nous crachaient dessus. J'ai l'impression qu'ils sentaient qu'on allait leur ravir leur place à l'intérieur du mouvement ouvrier. Y'avait de ça. On se prétendait ouvrier, nous, et on l'était. Or la calotte, jusque là, c'était la bourgeoisie, la droite. Ils se sont trompés. Ils ont cru qu'on était à droite : ils se sont gourés. Ils ne sont pas très à l'aise aujourd'hui. On en rencontre quelques-uns de ces vieux-là. J'en ai reconnu un qui nous insultait : on a fait un voyage ensemble en Espagne, organisé par le chantier. On a fait mine d'oublier.

Sur le quartier, on était une cinquantaine de jocistes. Des militants conscients, on était 14-15. On n'avait pas de local. C'était ça qui nous embêtait. On était obligé d'être logé au Cercle d'Etudes... au patronage, quoi ! On aimait pas ça, nous ! On était indépendant. On dépendait d'un prêtre de la JOC, quelquefois pas de la paroisse. On organisait des sorties en emmenant les petits jeunes des chantiers. "Voir, Juger, Agir". On faisait des enquêtes là-dessus. On travaillait sur nos problèmes des Chantiers. On faisait le rapport d'activité, chacun sur son entreprise, toutes les semaines. Tout ça, c'était réchauffé dans le creuset de la foi. L'aumônier était là. Il disait son mot et tout ... et puis on revoyait le ... on faisait une révision de vie. C'était pas du gâteau : ce qui collait, ce qui collait pas. Ce qui était bien, ce qui était mal. C'était pas une auto-critique, c'était une prise de conscience. On recevait des journaux. Il y avait un guide de travail, des faits à étudier. Un copain blessé, est-ce qu'on s'intéressait à lui ? Est-ce qu'on est allé le voir à l'hôpital ? Les filles avaient la même chose de leur côté. Aujourd'hui, les 7 ou 8 de notre équipe ont presque tous des responsabilités syndicales ou dans des associations.

En Allemagne aussi, ça a été dur ! On a souffert de la faim et puis des horaires de nuit. Mais moi, je n'ai pas trop souffert à côté de ceux qui ont vécu Dachau et tout ça ! Les 15 derniers jours, on bouffait des pissenlits crus. Il y avait plus que ça. Quand les Américains nous ont libérés, on tenait plus sur nos quilles, on était accroché aux manivelles du camp. Il était temps que ça finisse. Un mois

de plus et il y avait plus de bonhomme. Déporté du travail ! J'étais planqué dans une petite boîte à Nantes. Je pensais ne pas partir en Allemagne. Mon patron, ce con-là, il est allé me mettre sur la liste en 1942. Je me suis payé 2 ans et demi d'Allemagne grâce à lui. Remarque, il pouvait pas faire autrement, mais c'est un grand patriote ! Le 14 juillet, il a son drapeau sur sa maison ! Alors, là-bas, l'action militante, c'était formidable. Il fallait ne pas se laisser prendre au piège de la propagande nazie ! Les Russes nous ont appris à saboter. Ils nous ont montré comment éplucher l'arrivée d'essence des tubes d'alimentation des Stukas, des tubes en caoutchouc enrobés de toile. Il s'agissait de découper quelques petits brins autour de la tresse, cette espèce de douille sur le manchon. C'était solide au départ mais avec la pression ensuite le tuyau éclatait, l'essence arrivait et plouf, l'avion explosait. C'était insignifiant : on enlevait une douzaine de fils. Dans les usines de tanks à Kiel, les Russes avaient trouvé un truc. Ils ont cisaillé les élingues, non seulement le tank s'écrasait sur le chantier mais il écrasait les machines. Ça cassait la production. Ils étaient héroïques, ces Russes. Moi, j'ai pas à m'en plaindre des Russes, c'est leurs dirigeants ; leur système est pourri. C'est une honte. On devrait les étrangler ces gens-là. J'ai vu de près le communisme. Je suis un anti-communiste viscéral. Pour moi, il n'y a pas de concessions de ce côté-là. J'aime autant vous le dire tout de suite !

Après la guerre, je suis rentré chez Dubigeon. J'y ai été délégué pendant 20 ans ! Je suis arrivé là, avec une trouille : qu'on me réquisitionne pour entrer au syndicat ! On était repéré, les militants. On était embarqué dans le circuit par les vieux syndiqués. Je voulais pas y rentrer. Je ne me sentais pas le poids pour des responsabilités. J'avais une instruction qui était pas allée loin. Pour parler, la JOC m'a fait une bonne formation : je m'exprime à peu près bien. Le syndicat, c'était autre chose ! J'avais des faiblesses en maths. On est resté tranquilles avec quelques copains, un moment. On a commencé à observer, regarder les affiches de la CGT, à les commenter, à parler aux gens, à faire des petits groupes de discussion. Bref, quand on a vu les copains qui étaient en face à la CGT, on n'a pas eu

de complexes. On s'est dit : Ils sont encore plus cons que nous ! Des pauvres types, ils faisaient ce qu'ils pouvaient. D'abord, ils ne savaient pas s'exprimer. C'est un handicap. Puis, ça buvait là-dedans ! On était 3 au début à la CFTC, en 47, sur plus de 2000. Mais il y avait des militants de la JOC qui commençaient à sortir et à s'embaucher. Un jour, on s'est senti assez forts pour présenter une liste aux élections du personnel. Un suppléant élu : moi ! Il y avait déjà un petit noyau, dans les bureaux, qui votait pour nous et comme le collège ouvrier votait avec les employés, ça nous a permis d'avoir un suppléant élu. Le suppléant en question, était tellement remuant que ça a vite fait des flammes, là-dedans. On a secoué les mauvaises habitudes, on a fait des déclarations, on a fait des affiches ... à la main, parce qu'on n'avait rien, rien, rien d'organisé. Je me rappelle quand il y avait un problème à débattre, je disais aux gars : "Je vais réunir le Conseil syndical et on donnera la réponse". Le Conseil syndical ! Je fonçais réunir en vitesse les 4 ou 5 copains. Là-dessus, il n'y en avait que 2 qui avaient leur carte en poche. Les autres, c'étaient des sympathisants : ils n'étaient même pas syndiqués. Il fallait avoir de l'estomac. C'est comme ça qu'on a commencé. C'est moi qui ai fondé la section CFTC. Mais je ne faisais pas ça par goût personnel. Je faisais ça par devoir, oui, vraiment par devoir ! Il fallait monter quelque chose, parce que les autres, c'était imbuvable, c'était impossible avec la CGT. Dans la CGT, à cette époque, il y avait un tas de types qui faisaient du baratin, des soi-disant résistants. C'était le parti communiste qui manipulait tout ça quoi ! Le syndicat, c'est une question de valeur des gars : quand les compagnons venaient nous demander quelque renseignement, il fallait savoir répondre. J'ai eu la chance de trouver des bons gars. J'ai réussi ... à découvrir des gars qui étaient plus valables que moi et à les mettre dans le coup. Pour le syndicalisme, moi, je me sentais pas doué. C'était le moment où Gilbert Declercq hésitait lui-même. Il savait pas dans quoi se lancer : sur la politique ou sur le syndicalisme. On l'a fait parce qu'il fallait le faire. Enfin on a découvert Marcel Guiheneuf, Louis Flahaut, et puis rapidement, je me suis mis derrière car ils avaient plus de valeur que moi. Ça a démarré comme ça. Alors, il a fallu faire une formation. La CFTC m'a envoyé

à Bierville, à l'école (un cadeau de Monsieur Sangnier du Sillon). Des érudits venaient nous faire des cours. C'était très fort. A la CGT, ils nous pardonnaient pas de les dégommer. Y a eu des menaces, des chantages. Il a été question de souhaiter la fête à Guiheneuf un soir quand il rentrerait chez lui. Je leur ai fait à l'estomac : "S'il lui arrive quelque chose, vous aurez affaire à moi ..." On avait des problèmes, des sacrés problèmes, des problèmes raciaux. Après la Libération, il nous débarque tous les Martiniquais qui avaient fait la campagne de Provence. Ils étaient racistes les bougres, incroyable ! Ils étaient déçus de la France. Ils avaient pensé que la France, ce serait autre chose peut-être. Ils étaient arrivés avec un certain complexe, ils croyaient qu'on les considérerait différemment. C'était pas vrai. On leur passait bien des choses qu'on n'aurait pas passé aux Français. Alors moi, je suis allé trouver la CFTC. "J'ai compris les gars ! Il nous en faut un !" On a réuni les Martiniquais "Voilà, les gars, c'est pas normal. Vous êtes tout un tas de gars de la Martinique, ce serait bien que vous ayez un délégué à vous. Si vous voulez, on vous offre une place. Choisissez le meilleur d'entre vous et on le mettra sur notre liste". On a donc fait élire un noir qui était finalement pas mal, c'était pas une grosse, grosse valeur intellectuelle forcément, mais il savait leur parler. Toujours est-il qu'ils votaient comme un seul homme, ils étaient dynamiques. C'était un coup à moi, ça. A la CFTC, les gars voyaient mal ces subtilités, ces petites choses. Moi, j'avais plus de sens humain, je savais réfléchir sur ces problèmes-là !

La politique m'a tenté un moment. J'ai bien fait de pas y aller car je serais allé au MRP. J'aurais fait comme le camarade Nestor Rombeaut de St Nazaire. Ils l'ont démolé complètement. La politique c'est sale. Les socialistes l'ont attaqué et le MRP l'a pas soutenu. Nestor, c'est un type très droit, incapable de faire une vacherie ; il a dû se faire piéger. Trop honnête pour la politique, il a été victime de magouilles. Les gens comme lui se font foutre par terre car ils sont pas assez dégueulasses pour se vautrer avec les autres dans la merde. C'est con, mais c'est comme ça. "La politique, c'est un enfer" : il m'a dit ça un jour à la messe à Ste Anne. Vous savez aussi ce que c'était le MRP. Ils veulent faire du social ! Ils avaient un choix cruel à

faire entre Dieu et l'argent. Ils ont choisi l'argent sous l'influence d'un monsieur que je n'aime pas : Mr Lecanuet prêchi-prêcha. Il fait du "social", du "social". On sait ce que c'est le social avec lui ! Un beau salopard !

Je ne suis pas allé au P.S. Si j'y allais, je commencerais par leur dire ce que je pense sur l'école privée. C'est des choses qui plairaient pas. C'est pas une question d'école, c'est une question d'éducation et de parents. Savoir si les enfants appartiennent à l'Etat ou aux familles. Les parents sont responsables des enfants, ils les mettent dans l'école de leur choix. L'Etat, là-dedans, n'a qu'à payer et à se taire parce que ça ne le regarde pas. Ça, je le dirais au parti socialiste. Ils sont en train, avec ces histoires d'école, de se fourvoyer dans un truc d'où ils ne sortiront pas vivants. Y a autre chose. J'exige qu'ils soient propres. Un homme politique, c'est comme un curé, ça doit être un saint qui n'a trempé dans aucun scandale. Il faut rétablir la confiance envers les dirigeants. On peut pas avoir ses enfants dans les Universités françaises, son château en France et son fric en Suisse. Ça peut pas coller. Si t'as ton pognon en Suisse, barre-toi en Suisse. Si ton bon Dieu c'est le pognon, terminé, barre-toi avec !

J. A.

*Né en 1930 à St Joachim (Brière)*

*Père : charpentier construction navale à St Nazaire*

*Ecole primaire privée. C.E.P.*

*Apprentissage à l'école des Chantiers de St-Nazaire. C.A.P.*

*Permanent JOC 1952-1957*

*Electricien Chantiers Dubigeon*

*Délégué du personnel ; Membre du Comité d'entreprise*

*3 enfants.*

On dit que la construction navale à Saint-Nazaire est due aux Briérons qui coupaient la tourbe et la remontaient jusqu'à Nantes dans des chalands qui longeaient la Loire ; il fallait des chalands assez importants pour tenir le coup en Loire ... Il y aurait donc eu, au départ, un tout petit chantier à l'embouchure du Brivet qui construisait des chalands, puis des bateaux de plus en plus gros ; on est passé ensuite du bois au fer. Les chantiers ont été repris par des capitalistes, bien sûr ...

Je suis né à Saint-Joachim, en Brière. Tout le monde allait aux chantiers : mes grands-pères, mon père, mes oncles ; j'avais de nombreux oncles puisque dans la famille de ma mère, ils étaient huit enfants, et neuf du côté de mon père ; à ma connaissance, tous mes oncles allaient aux chantiers. La classe ouvrière briéronne était un peu spéciale, c'était en quelque sorte une situation de "ruraux-ouvriers". Les hommes travaillaient dans les grandes entreprises de Saint-Nazaire et ils ne possédaient pas vraiment des fermes, mais seulement des petites maisons avec un jardin et un bout de champ. Il n'y avait pas de travail pour les femmes dans la région nazairienne ; elles restaient à la maison, et s'occupaient du jardin, du bout de champ et de quelques bêtes. Les hommes travaillaient aux chantiers :

ils partaient en carriole le lundi matin et ne rentraient qu'en fin de semaine. Ils restaient malgré tout très attachés au pays ; à l'époque, il n'y avait pas encore les congés payés mais on prenait du temps à certaines occasions et on en profitait pour se refaire une santé au pays.

Mon père, lui, revenait tous les soirs . Ça s'était modernisé peu à peu et il y avait un petit train, le petit train du Morbihan que j'ai connu moi aussi lorsque j'ai commencé aux chantiers. Ma mère restait à Saint-Joachim ; elle s'occupait des enfants, de la maison, du jardin, d'un champ qu'on avait à cette époque-là, et aussi de la coupe de la motte qui se faisait encore. Mon père était charpentier en construction navale, comme mon grand-père. Il a connu tous les problèmes, toutes les fluctuations de la construction navale : il est venu travailler à Nantes pendant une période, il a travaillé un moment à Rouen, à Bordeaux également ; il fallait bien trouver du travail pendant les périodes de chômage. On était moins attaché que maintenant à une entreprise et lorsqu'une entreprise qui avait du travail payait un peu plus cher, on changeait assez facilement pour avoir un meilleur salaire.

Saint-Joachim avait une population de métallos à 90% ; c'était, avec Le Croisic, les plus fortes proportions de métallurgistes du département, ce qui créait forcément une certaine ambiance, un climat. Il y avait eu 36 aussi, qui avait marqué dans la région ; il y a même des souvenirs marrants : j'ai entendu dire qu'en 36, lorsqu'il y a eu les premiers congés payés, certains ouvriers de la région nazairienne ne pouvaient pas croire que les patrons les paieraient à rester chez eux, sans travailler. Si bien que le premier jour, ils sont venus au boulot ; il a fallu qu'ils se rendent à l'évidence puisque les chantiers étaient fermés ! Je me souviens que dans ma famille, en 36, il y avait eu des discussions plus qu'orageuses ; certains de mes oncles étaient pour, et même farouchement pour l'occupation des usines et d'autres étaient contre. Tout ça était un peu avivé par les femmes, qui n'avaient aucune notion de ce que pouvaient être l'action ouvrière et la grève ; pour elles, c'était la révolution !

Et elles avaient certainement un grand pouvoir sur leur mari qui le plus souvent n'était pas syndiqué. Pour les gens de l'époque, le plus important, la valeur première, était de bien faire son boulot, d'être un bon ouvrier. Mon père n'avait pas fait l'occupation en 36 ; comme beaucoup d'autres, il n'était pas syndiqué. Il s'est peut-être syndiqué sur la fin de sa vie, je n'en suis même pas sûr ...

Mais on était quand même marqué par la vie ouvrière qu'on vivait tous les jours. Je me souviens avoir vu mon père revenir blessé du chantier, il était tombé ou avait reçu quelque chose sur la tête, je ne sais pas exactement, mais il est revenu à la maison la tête en sang... ça marque une vie de gosse ! Il y a eu aussi mon parrain qui s'était blessé au chantier, il a été mal soigné, on ne lui a pas fait de piqûre anti-tétanique. On l'a transporté à Nantes, mais il était trop tard ; il est mort du tétanos.

Je suis le jeunot d'une famille de trois enfants. J'avais une soeur qui faisait des petits travaux, des journées comme couturière chez les gens qui en avaient besoin, pour un salaire de misère d'aillleurs. Mon frère a été apprenti aux Chantiers de la Loire. Pendant la guerre, des bombes sont tombées sur l'abri des apprentis du Chantier de Penhoët, une véritable tragédie puisque de nombreux jeunes sont morts. C'était un traumatisme pour les gens de Saint-Nazaire et de la région, qui ne voulaient plus envoyer leurs enfants en apprentissage ; ils préféraient les garder chez eux. Si bien que l'école d'apprentissage a été transférée à Missillac, et mon frère y est allé, en pension, pour terminer son apprentissage de traceur. C'est une des particularités du pays, beaucoup de Briérons sont traceurs. On dit que cette facilité pour être traceur leur vient de l'habitude de former les chalandes. Il y avait même une école de traçage à Saint-Joachim, que j'ai fréquentée aussi par la suite. Les cours étaient donnés bénévolement par des ouvriers des Chantiers ; ce n'étaient pas des enseignants mais des ouvriers très qualifiés ou des contre-maîtres. Je suppose que le Chantier fournissait le matériel, c'était d'ailleurs bien équipé, pour l'époque. Les cours se faisaient donc à St Joachim après l'arrivée du petit train des Chantiers, après la journée normale de travail.

On apprenait surtout le traçage ; il y avait des rudiments de dessin industriel au début, mais c'était surtout le traçage : le développement des tôles du bateau, les formes des tôles, des coupes ; c'est très complexe, aussi bien le dessin de traçage que le dessin de chaudronnerie ; autrefois, il fallait que les gens, partant de la tôle, la tracent, la découpent pour qu'elle ait la forme du tuyau demandé, et que ce tuyau puisse s'adapter à un autre tuyau arrivant de biais ou dans une courbe. On avait des cours deux ou trois soirs par semaine ; les jeunes venaient de Saint-Malo de Guersac, de Montoir, de Saint-Joachim ; ceux qui habitaient au-delà de Saint-Joachim venaient à vélo le matin jusqu'à Saint-Joachim, ils laissaient leurs vélos et prenaient le train pour aller travailler. Le soir, ils descendaient du train, allaient aux cours, pour repartir ensuite, à vélo : ils arrivaient chez eux à des heures impossibles !

J'ai fréquenté ces cours après la guerre ; l'école a fonctionné encore quelques années. Pour mon métier, je n'avais pas besoin de telles connaissances, mais il y avait un certain engouement pour ces cours, les parents poussaient un peu, si bien qu'on y allait. C'était un peu une tradition. Comme il y avait une certaine similitude entre le traçage et le dessin industriel, cela explique aussi que pendant toute une période -c'est moins vrai maintenant- les dessinateurs des Chantiers étaient souvent d'anciens traceurs ou d'anciens chaudronniers qui étaient passés au bureau de dessin. Mon frère par exemple, a suivi ces cours à Saint-Joachim tout en étant à l'école d'apprentissage du Chantier. Avec sa formation de traceur et ces cours, il est devenu très facilement dessinateur par la suite. Il est devenu aussi un militant ouvrier. J'étais plus jeune, j'ai suivi la filière et je suis entré aux mêmes Chantiers comme électricien. C'était en 1945, la guerre était finie. Je suis entré en apprentissage à l'école des Chantiers de Penhoët. J'avais 15 ans. J'ai été retardé d'un an à cause de la guerre. L'école d'apprentissage était devenue commune aux deux Chantiers : des rapprochements s'opéraient déjà entre les Chantiers de la Loire et le Chantier de Penhoët, ce qui allait devenir par la suite les Chantiers de l'Atlantique... J'ai fait mes trois ans d'apprentissage, et je suis entré aux Chantiers en qualité d'électricien.

Mon entrée au travail, ça a été une date ! J'avais beau avoir une certaine conscience ouvrière, avant d'entrer au boulot, je me représentais difficilement la vie du travail. Pour moi et pour beaucoup d'autres sans doute, ça a été quelque chose de très dur et astreignant : se plier aux horaires, s'y plier 9 heures d'affilée ... parce que c'était ça à l'époque, le travail aux Chantiers ! Se retrouver emprisonné dans une usine ! On passait d'une vie d'enfant où on était relativement libre, dans la nature, en Brière -après l'école, on allait se balader, on jouait ensemble- pour entrer sans transition dans la dureté d'une vie d'adulte. Moi, ça m'a beaucoup marqué : on entraînait tout de suite dans des conditions de vie d'adulte, avec les horaires, le pointage matin et soir, et il fallait se lever tôt le matin ... Et l'environnement ! Les adultes, les métallos d'une grosse boîte n'étaient pas toujours faciles, il faut bien le dire ! On voyait les gens travailler, on voyait toute la masse de ces gros bateaux, les gens à la forge, les gens qui maniaient des gros morceaux de tôle qu'il fallait chauffer, des tôles qui passaient dans des rouleaux ... Toute cette ambiance de la grosse métallurgie m'est apparue extrêmement pesante, écrasante même.

J'avais été assez surpris aussi, parce qu'à l'école, j'étais assez doué pour apprendre, j'étais toujours dans les premiers. Mon prof était même venu trouver mes parents à l'époque : "Il faudrait qu'il continue ses études, je crois qu'il pourrait faire de l'enseignement". Mes parents n'étaient pas contre, mais moi, ça ne m'avait pas tenté ; je voulais aller au boulot avec les copains, je voulais être comme les autres, j'avais donc refusé et j'étais entré comme apprenti. Mais le travail technique, le travail qu'on nous demandait aux Chantiers m'a semblé très dur ; j'étais assez frêle, c'était fatigant, il a fallu s'adapter à un enseignement technique pour lequel j'étais beaucoup moins doué, par rapport à ce qu'on apprenait en classe. Il a vraiment fallu que je m'accroche. Par comparaison, enseigner à des enfants, les faire accéder au Certificat d'Etudes -on ne parlait pas encore d'enseignement secondaire, ce que j'en connaissais, moi, c'était le primaire- m'aurait paru, je pense, relativement plus facile.

Bien sûr, du fait que mes parents étaient chrétiens, j'étais allé à l'école privée. Il était impensable que j'aille à l'école publique, ça n'aurait pas été compris. Et dans la région, l'école privée était certainement plus "côtée" que l'école publique ... Bien que d'un côté comme de l'autre, les profs faisaient sans doute de leur mieux et essayaient d'être près des jeunes, de faire en sorte qu'ils réussissent sur le plan scolaire. Il faut dire aussi que le prof, vivant au milieu de ces gens exclusivement d'un monde ouvrier, arrivait petit à petit à épouser leur mentalité, leur façon de vivre même ... Le milieu était très homogène, moi, je n'ai jamais souffert, par exemple, d'être du monde ouvrier ; j'en ai eu très souvent même, dès mon jeune âge, une certaine fierté. Par contre, j'ai connu des copains à Nantes, qui ont eux-mêmes énormément souffert d'être du monde ouvrier, habitant dans un milieu très bourgeois. Ce fut également le cas de ma femme : elle était d'origine ouvrière et vivait dans un quartier à majorité bourgeoise, le quartier Sainte-Thérèse à Nantes ...

Moi, je crois qu'une chose était très nette sur la région, c'était le poids de l'Eglise, surtout pour les gens qui habitaient dans les terres. On disait de nous, à l'époque : "Le dimanche, ils se baladent avec la bannière, et dans la semaine, ils portent pancartes et drapeaux rouges" ! Mon père ne pratiquait pas, il aurait, lui, facilement admis que j'aille à l'école publique, il faisait d'ailleurs quelques réflexions parfois ... Mais pour ma mère, c'était l'école privée et il n'était pas pensable qu'il en soit autrement, bien que dans le passé, elle ait fréquenté l'école publique ... L'Eglise avait de l'influence, c'était une véritable rivalité entre laïques et chrétiens ; il y avait les "Rouges", les gens du parti socialiste, c'étaient les anti-chrétiens qui n'allaient pas à l'Eglise, et ceux qu'on appelait les "Curés" et qui étaient ultra-majoritaires quand même. Tout ça a beaucoup évolué depuis, et même assez rapidement, en particulier sous l'influence de la JOC. Mais les rapports n'étaient vraiment pas faciles. A cause de l'école surtout. Il y avait les deux écoles : l'école laïque qui était liée aux clubs laïques, et l'école chrétienne qui elle, était assez liée aux clubs sportifs, le "Patro". Il y avait des matches entre

les clubs, l'A.S.B. contre la "Sainte-Anne", c'était à qui gagnerait ! Fallait voir l'ambiance de ces matches ! On en parlait quinze jours à l'avance. Tout le monde, ou du moins la majorité des hommes y allait, ça soulevait des passions dans le pays : c'était vraiment le derby de l'époque ! Je me souviens aussi qu'on allait au catéchisme : tout le monde ou presque allait au catéchisme, même ceux de l'école publique. Et -c'était comme ça à ce moment-là- on préparait la première communion pendant plusieurs jours. Pendant les détentés, il y avait le match, les gars de l'école publique contre les gars de l'école privée, c'était traditionnel ! Je me souviens qu'à l'époque, l'école privée battait régulièrement l'école publique !

Je crois que la JOC a beaucoup fait pour que ces barrières entre école publique et école privée, club laïque et "Patro" tombent. Dans l'esprit du mouvement, il fallait faire tomber ces barrières, qui étaient quand même des choses invraisemblables ! En tant que jeunes de la JOC, nous avons eu un certain nombre d'initiatives qui permettaient aux jeunes de se retrouver sur des activités ou des actions bien précises, ou pour des sorties ensemble. La JOC était un mouvement de jeunes qui s'est beaucoup occupé de tous ces problèmes : de la situation des réfugiés, des problèmes des jeunes qui étaient transbahutés d'un côté sur l'autre à cause des bombardements, des problèmes de ravitaillement de la population ; qui se préoccupait aussi des loisirs des jeunes, et il faut avouer qu'à l'époque, il n'y en avait pas beaucoup. La JOC s'occupait aussi de tous les problèmes d'apprentissage qui se posaient aux jeunes. Je suis donc entré à la JOC, avec un certain nombre de copains et ça a été déterminant pour ma vie de militant. Avant d'entrer à la JOC, j'avais déjà une certaine conscience ouvrière, conscience de l'importance du mouvement ouvrier et de la nécessité de se battre pour obtenir des conditions de vie meilleures. La JOC a été l'aboutissement de cela pour moi. Je crois qu'il faut le dire, parce que c'est quand même une caractéristique de la région où je suis né, ça fait partie de l'histoire ouvrière de la région : une des premières sections jocistes du département a été celle de Trignac, et très vite, des sections jocistes ont démarré sur St Nazaire et sur la Brière, ce qui a certainement été important pour la région.

Mais il a fallu s'imposer, en tant que militant ouvrier jeune, -on était très jeune- et à l'époque, la JOC n'avait pas tellement bonne presse auprès des travailleurs des Chantiers ; quand on formulait des revendications de jeunes, ce n'était ni très bien vu, ni très bien compris. Même les syndicalistes avaient beaucoup de mal à admettre l'existence d'un mouvement de jeunes, tel que la JOC... C'était d'ailleurs la même chose pour d'autres mouvements. Je me souviens qu'à l'époque, il y avait les Jeunesses Socialistes qui n'étaient pas un mouvement de jeunes ouvriers à proprement parler puisqu'il y avait aussi des ruraux ... et l'U.J.F.R., le mouvement des Jeunesses Républicaines de France, qui était un mouvement à tendance communiste. Sur Saint-Nazaire, nous n'avions pas beaucoup de contacts, je ne me souviens que d'une occasion ... Nous avions préconisé, nous, de déléguer des jeunes sur les Chantiers de l'Atlantique parce que les problèmes des jeunes n'étaient pas suffisamment pris en charge par les délégués adultes. On avait eu des demandes de rencontres avec l'U.J.F.R., mais à ma connaissance, ça n'a jamais dépassé le stade de quelques rencontres ; ça n'a pas abouti, je ne me souviens pas avoir mené réellement une action commune. L'U.J.F.R. était un mouvement qui représentait plusieurs classes sociales, et sur Saint-Nazaire, ce n'était pas vraiment un mouvement de masse, seulement quelques jeunes qui étaient acquis au Parti Communiste. Ce n'est pas pour les minimiser ... d'ailleurs je crois qu'il y a des jeunes qui sont sortis de l'U.J.F.R. et qui ont été par la suite des militants ouvriers ; c'est vrai aussi, je pense, des Jeunesses Socialistes ... mais à l'époque, ils avaient peu de poids auprès des jeunes, ils collaient quelques affiches et c'était à peu près tout. A la JOC, on a mené un certain nombre d'actions qui, à mon avis, ne sont pas assez connues dans le mouvement ouvrier. Je me souviens (j'étais tout jeune), à Saint-Joachim, des actions qu'on a menées après la guerre pour obtenir un mois de congés payés. Les jeunes ouvriers étaient restés très marqués par la guerre, il y avait beaucoup de départs en sàna, il y avait la malnutrition, les jeunes se retrouvaient au travail dans des conditions qui n'étaient pas marrantes. La JOC pour faire face à des cas graves de gars très fatigués, crevés par leur boulot, avait lancé une campagne pour obtenir des congés pour les jeunes apprentis. C'est là qu'on a obtenu les trois semaines de congés payés

pour les 17-25 ans et quatre semaines pour les 14-17 ans. Il y a eu aussi la campagne qui a permis d'obtenir la mise en place de foyers pour les jeunes qui étaient déplacés ; pour les jeunes qui venaient travailler à Nantes ; les gars et les filles se débrouillaient comme ils pouvaient, logeaient en chambres et dans quelles conditions parfois, avec la crise du logement ! La JOC avait donc fait une campagne sur le logement des jeunes, qui avait abouti à la mise en place des foyers de Jeunes Travailleurs.

Avec ces actions de la JOC, on a fait un peu l'apprentissage de la vie militante. Je me souviens des efforts qu'il a fallu faire pour vendre notre journal à la sortie du boulot, quand tous les ouvriers défilaient devant nous ! Ça m'a formé, parce que j'étais le jeune plutôt timide ; j'ai été vite plongé dans la vie militante ! Ce n'était pas très bien admis des parents d'ailleurs. Mon père me laissait faire, ma mère était plutôt pour, mais ils nous voyaient sortir le soir et revenir à des heures impossibles alors qu'il fallait reprendre le boulot le lendemain matin ... Je prenais souvent le dernier wagon du dernier train ! Souvent, je n'avais pas assez dormi, j'étais plus ou moins fatigué, ma mère disait que ça se paierait plus tard !

Je me suis syndiqué à ce moment-là. Dès que je suis sorti d'apprentissage, je me suis syndiqué. A l'époque, sur Saint-Nazaire, la JOC paraissait quand même assez liée à la CFTC, qui était une organisation ... disons "pro-chrétienne". Je crois que la plupart des militants JOC de la région sont tout naturellement passés de la JOC à la CFTC pour très vite faire évoluer la CFTC dans le sens d'une CFDT, d'une organisation qui se coupe de l'Eglise, parce que, vraiment, la référence chrétienne n'avait plus aucun sens pour une organisation qui faisait pratiquement part égale avec la CGT au niveau de ses adhérents, de ses militants ... qui étaient chrétiens ou qui ne l'étaient pas ! A Saint-Nazaire, le fait d'avoir une CFTC de masse a très vite poussé vers un syndicalisme sans aucune référence à l'Eglise.

Un jour, je devais avoir environ 18 ans, la JOC m'a demandé de monter à la Fédération de Saint-Nazaire, de prendre une responsabilité plus importante ; c'était s'occuper du démarrage de nouvelles sections, mettre en place l'action du mouvement pour l'année, soutenir les militants et les divers responsables, animer des rencontres ... J'étais toujours au travail, je faisais ça après le boulot, le samedi et le dimanche. Pour soutenir une section qui démarrait, on faisait facilement 20 à 25 kilomètres à vélo, le soir après le boulot, on couchait chez un copain et on retournait bosser le lendemain ! Je me souviens aussi des nuits d'hiver à la maison de la "Fédé", qui n'était pas chauffée : on mettait des couvertures autant qu'on pouvait ... mais finalement, avec la foi de la jeunesse, ça ne nous pesait pas tellement. J'avoue que, quand on se souvient de ça maintenant, on se dit qu'il fallait être un peu dingue ! Mais dans l'ambiance de l'époque, ce n'était pas anormal : beaucoup allaient travailler à vélo, par tous les temps, souvent 15 kilomètres à l'aller, 15 kilomètres au retour. C'était ça la vie ouvrière de l'époque. Il faut dire aussi que le travail n'était pas le même que maintenant, il était certainement plus long : on faisait au minimum 48 heures, et souvent 50 ou 54 dans la semaine, mais le travail était plus épanouissant, le rendement n'était pas comparable, on avait la possibilité d'innover dans la façon de mener son travail, que l'on n'a plus maintenant : on est devenu des robots !

Après cela, pour moi, ça a été le départ à l'armée. On ne peut pas en dire grand-chose : on faisait 18 mois et ce n'était pas marrant ... La JOC avait un "service-soldat" pour soutenir les copains ; on recevait un bulletin qui donnait les nouvelles du Chantier, des différents quartiers ...

Et puis, au retour de l'armée, on a remis ça ! On m'a demandé de devenir permanent du mouvement, de quitter mon travail ... Je ne suis pas parti de gaieté de coeur, c'était quelque chose d'assez peu habituel quand même pour un jeune travailleur, et c'était un peu une révolution. Dans le coin, on est centré sur la région et le fait de partir comme ça n'était pas compris. Partir pour du travail, ça s'acceptait encore, mais partir pour un mouvement ... ! Laisser son

boulot pour aller à Nantes prendre des responsabilités dans un mouvement, au niveau de ma famille, ça a soulevé un certain nombre de problèmes ... au niveau de mes parents et surtout au niveau de mes oncles et tantes ... On était très liés, ils habitaient à côté ... Ils admettaient difficilement qu'on quitte son boulot, après avoir fait trois ans d'apprentissage ... Avoir un métier, avoir une place, et partir comme ça, sans savoir ce qu'on retrouverait au retour, c'était impensable dans l'esprit de ma famille, et même dans l'esprit d'un certain nombre de gens : je me souviens du chef du personnel des Chantiers, lorsque j'ai pris mon compte, il m'a posé des questions qui montraient que, de son point de vue, j'étais complètement fou !

Toujours est-il que je suis parti à Nantes, je me suis occupé du mouvement au niveau des fédérations départementales. Devenant permanent, j'ai eu davantage une vision d'ensemble, nationale et internationale du mouvement. Une vision aussi des situations très diverses de la jeunesse ouvrière, au Mans, à Cholet ou à Angers. On avait des contacts aussi avec la JOC algérienne, qui était plutôt une JOC de Pieds-Noirs d'ailleurs, avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique bien sûr, et aussi la JOC clandestine espagnole. Traditionnellement, le mois de février était le mois de l'International, pour faire prendre conscience de ce qu'était notre vie ouvrière et de ce que vivaient les jeunes travailleurs de tel autre pays. On faisait des "veillées internationales", on passait des photos, on faisait quelquefois venir des jeunes, des jeunes maghrébins ou des jeunes d'origine espagnole ou polonaise. Le mouvement nous a donné aussi une conscience politique, par l'action représentative, en contact avec le politique. On allait voir des gens qui nous étaient favorables pour certains projets de lois qu'on voulait voir déposés à la Chambre, pour leur expliquer notre travail, pour les faire voter ... Il y avait un certain nombre de gens du MRP, de l'UGS à l'époque. C'était surtout avec eux ... la JOC a eu du mal à se faire admettre par le PS ou par le PC ... mais ils étaient bien obligés de voir que sur le terrain, il y avait cette organisation qui s'occupait des problèmes des jeunes travailleurs, et ils étaient sensibles à cela, même si sur le plan idéologique, il y avait de grandes réticences.

On lisait régulièrement un certain nombre de journaux de gauche ; on était formé tant du point de vue ouvrier que du point de vue politique. Je me souviens par exemple d'un militant MRP de Saint-Nazaire, qui était venu parler de la C.E.D., la Communauté Européenne de Défense : le MRP était pro-CED à l'époque et ce député venait faire une conférence en Brière. Au niveau des problèmes militaires de défense de l'Europe de l'Ouest, il pouvait faire passer un peu ce qu'il voulait auprès des travailleurs ! J'avais apporté la contradiction, j'étais contre la C.E.D. et j'avais des arguments. Fair-play, à la fin de la réunion, il m'avait dit qu'il ne s'attendait pas à rencontrer une telle contradiction, et m'avait demandé comment j'avais acquis "cette connaissance politique sur ces problèmes". Je lui ai dit que j'étais militant jociste. Je crois que c'est le mouvement ouvrier en général et la JOC en particulier qui m'ont permis cela : parce que je suis un fils d'ouvrier, pas plus fort ni plus intelligent qu'un autre. Ma formation et même ma facilité de parole, je les ai acquises à la JOC... Je me souviens des premières fois où j'ai pris la parole, je bafouillais, j'étais incapable de sortir deux phrases à la suite, j'étais en admiration devant les copains qui parlaient en public... Et je me souviens en particulier du jour ... J'étais alors tout jeune permanent et je faisais une tournée dans les Mauges. Il y avait là une entreprise qui fabriquait des ampoules électriques, une usine qui employait surtout des jeunes filles. Cette entreprise était en grève. En tant que militant de la JOC, je ne pouvais pas me désintéresser de la grève qui concernait beaucoup de jeunes : je vais voir le permanent syndical CFTC qui était là, et qui me dit : "Tu tombes bien, on se casse la figure, on ne va aboutir que sur quelques points précis et c'est tout ... Ce serait bien qu'un jeune prenne la parole pour exprimer toute la valeur de la grève" ... Et donc, de but en blanc, il a fallu que je prenne la parole devant une assemblée, où il y avait -je m'en souviens- 80 ou 90% de jeunes filles ! J'étais heureux de m'en être à peu près bien tiré : parler devant des filles ! ... De toute façon, je ne pouvais pas me défilier ... Ça a contribué à nous former, c'est le cas des militants ouvriers ... et il y a des copains qui m'ont soufflé dans ce domaine. Par exemple, le camarade qui m'a fait entrer à la JOC: c'était un type qui était

vraiment mal vu dans le coin, il était d'une famille très prolétaire, il ne connaissait pas son père. C'était vraiment un gars du peuple, je dirais même du sous-prolétariat ... Il s'était donné à la JOC et il a certainement permis à beaucoup de jeunes travailleurs d'acquiescer une fierté ouvrière et de se retrouver dans l'action militante. C'est un gars qui a marqué ma vie. Ce copain, qui ne sait pas écrire une phrase sans faire de fautes, sait, en revanche, bâtir en un clin d'oeil l'article qui répond concrètement à ce que pensent les travailleurs. Il sait les prendre et se faire comprendre d'eux d'une manière que j'ai rarement vue ailleurs ! Ce même gars est capable de s'exprimer, et même si ce n'est pas dans un français parfait, devant des patrons, devant des responsables gouvernementaux et faire admettre son opinion ... Et ce sont de nombreux gars, qui au départ ne paraissaient pas capables de se faire une place ... Il y avait un tas de copains du monde ouvrier qui auraient été capables de faire des militants mais qui n'ont pas été touchés par l'action ouvrière et qui sont restés dans l'ombre, dans l'anonymat, parce que l'école ne leur a pas permis d'éveiller leurs facultés ... Je connais un autre copain, en sortant de l'école, il se considérait comme un raté, il avait eu de grosses difficultés scolaires, et était entré dans la vie ouvrière avec un handicap certain ; il était très marqué, très complexé par cet échec scolaire. Par la JOC, par l'action syndicale après -il est devenu responsable dans l'organisation- il a pu exprimer tout ce qu'il y avait de valeur en lui.

En tant que permanent JOC, j'ai un peu participé aux événements de 1955, quand j'étais sur Nantes. J'ai participé à un certain nombre de manifestations ; je me souviens du jour où Rigollet a été tué et des charges des C.R.S. Je ne sais pas si c'est le même jour où les gars ont arraché la devanture de la Manufacture de Saint-Etienne pour prendre les fusils puisque ceux d'en face étaient armés ... Une des choses qui avaient marqué : le meeting CGT-CFTC à la Bourse du Travail ; l'action était un peu dans l'impasse, le permanent CGT avait eu quelques paroles, qu'il fallait sans doute dire mais qu'il n'avait peut-être pas dites de la bonne manière, il s'était fait huer ! Le leader

CFTC s'était levé : "Camarades, vous n'avez pas le droit ..." ! C'était Declercq, il avait du tonus, et il avait bien repris les gens en main. Ça avait marqué la foule, cette unité d'action ... Je me souviens aussi des journalistes -les grèves nantaises étaient un évènement national- et ces journalistes parisiens avaient fait la veille, des comptes-rendus mensongers, ils étaient à ce meeting où il y avait un monde fou. Declercq les avait stigmatisés, disant que ces journalistes n'avaient pas à être là après ce qu'ils avaient écrit dans leurs journaux et les priant de partir mais -il fallait être sûr de ses troupes- demandant que personne ne lève la main sur eux. Ils avaient traversé la foule, une véritable haie d'honneur ! Ils ne se sont pas fait frapper, ... il y a eu sans doute quelques invectives quand même, et même quelques crachats, sans doute ...

Par la suite, j'ai dû quitter la JOC, pour revenir au travail. En 1957, j'approchais de mes 27 ans, j'estimais qu'il était temps. Au mois de juillet, j'étais sur le point de partir pour laisser la place aux plus jeunes, quand, à la JOC, les gars m'ont proposé de retarder mon départ pour aller deux mois en Afrique Noire. Le gouvernement Mendès-France avait institué des voyages d'échange entre jeunes Français d'Outre-Mer -c'était le terme de l'époque- et jeunes Français de la Métropole. C'était louable comme idée, mais comme toujours, c'étaient les gens qui étaient les plus proches du pouvoir qui en avaient profité, et la première année, c'étaient des fils de députés qui étaient allés en Afrique et des fils de notables de ces pays qui étaient venus en France. Les organisations de jeunesse avaient réagi parce que les fils de députés n'étaient pas obligatoirement représentatifs de la France, et avaient réclamé des places pour leurs militants. C'est comme ça que je suis parti en voyage d'échange en Afrique. Je suis parti avec une fille de la JOCF de Nantes, qui est d'ailleurs devenue ma femme par la suite : on s'est rencontré en Afrique !

Après, je suis revenu en France et j'ai repris le boulot, mais la JOC africaine demandait une aide technique et je suis reparti en Afrique pendant deux ans. Le fait de quitter ma famille pour partir en Afrique a posé quelques problèmes : à cette époque-là, dans le milieu

où je vivais, dans le milieu ouvrier, ça posait des questions. Mes parents, et un certain nombre de gens de mon entourage n'ont pas compris que je m'en aille là-bas. Pour eux, c'était le voyage à l'étranger, c'était le voyage dans la lune !

Au retour, je me suis marié, je me suis donc marié avec une journaliste, avec une militante qui maintenant partage absolument mon point de vue sur l'action ouvrière, qui est même beaucoup plus engagée que moi, et on voudrait bien que nos enfants aussi connaissent ça ... Il a fallu trouver du travail : j'ai retrouvé du boulot comme électricien dans la construction navale, à Nantes. Il n'y avait pas d'embauche en 1959 aux Chantiers de l'Atlantique, et puis, il est certain que les patrons ne reprennent pas volontiers des gars qui sont partis comme délégués syndicaux ou comme permanents de la JOC. Ils savent bien que ce sont des militants ouvriers en puissance qui risquent de leur apporter plus de désagréments que de satisfactions. J'ai retrouvé toute la vie ouvrière et ses difficultés, tout ce qui nuit à l'épanouissement des gens : l'irresponsabilité dans le travail, la saleté, le bruit, la fatigue, l'insécurité aussi, pas tant en ce qui concerne l'insécurité de l'emploi -encore qu'il y ait eu des périodes où on ne savait pas trop où on allait au niveau du chantier (et ça c'est quelque chose dans la vie d'un travailleur de ne pas avoir connu l'insécurité de l'emploi !) - mais l'insécurité dans le travail. Quand on voit les conditions dans lesquelles on travaille quelquefois ... Je ressentais ces problèmes, peut-être plus que d'autres du fait de ma formation, et j'ai eu souvent la tentation de ne pas rester là, parce que je perdais mon temps, que je ne faisais pas avancer les affaires et que je croupissais un peu avec les copains. On est quand même prisonnier du travail, prisonnier d'un système et c'est une tentation du militant de penser qu'il peut être plus utile ailleurs ... Et je suis resté, comme un certain nombre d'autres d'ailleurs. Je crois que le mouvement ouvrier -la JOC en ce qui me concerne- nous a fait découvrir la solidarité : on ne peut pas s'en sortir seul, et on n'a pas à s'en sortir seul ! D'ailleurs, lorsque des militants, et ça arrive malheureusement, lâchent leurs responsabilités et lâchent

les copains pour rechercher une place, pour chercher à s'en tirer seuls, c'est ressenti par les travailleurs un peu comme une trahison : la promotion individuelle, personnelle, qu'on nous présente à la télévision, se débrouiller seul, ça ne passe pas au niveau des travailleurs. Et j'ai vu un certain nombre de copains, des gars qui ont eu la possibilité d'une promotion, la possibilité de prendre une place au soleil, et qui ont accepté de rester ouvriers, de subir même la répression syndicale, qui sont restés des gens de la base toute leur vie parce qu'ils croyaient à l'action ouvrière. Quand on est à l'extérieur du mouvement ouvrier, on ne mesure pas la signification d'une telle remise en cause de l'échelle des valeurs qui nous est donnée par le système. Je le dis d'autant plus facilement que ça n'a pas été mon cas ; on ne m'a jamais sollicité pour devenir chef, mais j'ai connu dans la boîte un militant à qui un ingénieur, devenu directeur d'une autre entreprise, avait demandé d'être son adjoint, le gars a refusé ... Et ça, ce sont des gars qu'on côtoie journellement. Dans un monde autre que le nôtre, on ne voit pas cela. D'ailleurs, ils ne peuvent pas le voir ...

Au départ, je suis arrivé dans une équipe où il y avait eu des tentatives malheureuses pour lancer la CFTC... Plusieurs chefs étaient d'anciens délégués CGT qui avaient un peu tourné leur veste. Si bien qu'il était mal vu qu'un gars se présente comme délégué. Il a fallu mener une action un peu clandestine pour remonter petit à petit le courant : montrer ce qui n'allait pas, inciter les gars à ne pas se laisser mener par le bout du nez et peu à peu, faire des adhésions. C'était plus facile pour la CFDT puisque c'étaient des gars de la CGT ou de FO qui étaient devenus chefs et qui finalement avaient pris des positions anti-syndicales pour sauvegarder leurs places et leur tranquillité de chefs. Au bout de deux ans, je me suis présenté comme délégué, en dépit du tollé des chefs qui ne souhaitaient pas avoir de délégué dans l'équipe. Ils tenaient les gars ; ils fermaient les yeux sur le fait qu'un gars buvait un bon coup de temps en temps, quitte à ce qu'il ne fasse pas grand-chose dans sa journée parce qu'il avait un bon coup dans le nez ; ils laissaient les ouvriers faire certaines bricoles ... Les chefs râlaient pour la forme mais

en réalité, ils se gardaient bien de faire coïncider les gars. En contrepartie, il fallait faire des heures supplémentaires quand les chefs le demandaient et ne pas râler quand quelque chose n'allait pas. Alors c'était une ambiance assez lamentable ; les jeunes essayaient parfois de réagir, mais les anciens qui étaient davantage sous la coupe des chefs, et qui en tiraient aussi certains avantages, faisaient en sorte que les jeunes la ferment ! Le chef pouvait décréter, même s'il n'y avait pas de travail pressé, que le samedi suivant, on viendrait de 4 heures à midi, ou que le soir-même on resterait jusqu'à 8 heures. Il ne demandait pas si vous étiez d'accord ou non, c'était : "Ce soir, on reste jusqu'à 8 heures" ! ou "Demain, 4 heures" ... J'ai été de ceux qui, les premiers, ont dit "Non, moi je ne peux pas". Pas systématiquement, mais petit à petit ... et d'autres en ont fait autant. On a fait voir aux gens que les chefs nous faisaient venir pour des mobiles très futiles et que les heures supplémentaires leur rapportaient à eux ; il fallait bien qu'ils aient des ouvriers sous leurs ordres, sinon il aurait paru flagrant qu'ils venaient faire des heures supplémentaires pour rien. J'étais jeune délégué, le chef d'atelier avait dit au patron : "Il y a un gars qui vient d'arriver, c'est un révolutionnaire qui veut nous démolir l'ambiance de l'équipe". Si bien qu'à la première réunion, je me suis fait durement remettre à ma place par le patron. Après, on a eu un problème à cause des travaux insalubres sur un sous-marin. Nous étions très nettement désavantagés par rapport à d'autres équipes. Les gens râlaient, on s'était mis d'accord pour une action : refuser les heures supplémentaires du samedi. Ça commençait à évoluer, si bien que lorsque le chef demande "Alors, samedi ?" le premier gars refuse, le second aussi, et finalement, seuls les anciens ont accepté de venir travailler le samedi. C'est monté jusqu'à la direction, qui a essayé une de ses manœuvres : le lundi on me demande de me présenter dans le bureau de l'ingénieur. Je fonce dans son bureau : je frappe, j'ouvre la porte, et là, il y avait l'ingénieur, tous les chefs électriciens et les chefs du sous-marin ; tous ces gens étaient assis : un véritable amphithéâtre de chefs ! On ne m'a pas dit de m'asseoir, bien sûr.

- "Alors, on fait sa mauvaise tête ...?"

- "On ne fait pas sa mauvaise tête, on demande seulement que les heures de travaux insalubres nous soient payées ..." J'étais jeune délégué encore à l'époque et j'étais quand même dans mes petits souliers !

- "J'aime autant vous le dire tout de suite : c'est non, non et non" !

- "Bon, je vais transmettre à mes camarades, au revoir Messieurs" et je suis sorti. C'était la façon dont on essayait d'impressionner un jeune délégué qui se lançait dans une équipe qu'on voulait garder en main. Je suis allé trouver les copains, j'ai raconté la façon dont j'avais été accueilli. Les gars ont été d'accord pour continuer le refus des heures supplémentaires. Bien sûr, ça s'est dit, et deux jours après, j'étais convoqué pour un accord.

Sur le chantier, la CFDT était devenue très majoritaire et même ultra-majoritaire ; la CGT était pratiquement tombée à zéro. Il y a eu des actions, notamment pour obtenir la pré-retraite à 60 ans, et pour obtenir du travail dans les Chantiers ... Et il y a eu 68 ! Pour moi, 68 a montré qu'il ne fallait jamais désespérer de l'action ouvrière et du mouvement ouvrier. Je me souviens que peu de temps avant mai 68, on avait eu une réunion ici, à la maison, parce qu'il n'y avait pas encore de maison des associations dans ce quartier. On était plusieurs militants, on discutait "C'est invraisemblable, on n'a jamais vu la classe ouvrière aussi à plat, personne ne réagit plus, c'est à se demander où l'on va ! ..." On était loin de se douter que moins d'un mois après, ça démarrerait comme ça ! Le mouvement a démarré spontanément. Moi, je revenais d'un congrès à Paris le dimanche soir et j'avais été prévenu par l'organisation syndicale qu'il fallait se trouver à l'appel des boîtes avant l'heure pour distribuer un tract le lundi matin. Ce tract demandait aux travailleurs de faire une grève de solidarité pour les étudiants parisiens qui avaient été bastonnés par le pouvoir. Les organisations pensaient que, bien que les étudiants soient plus ou moins bien perçus par les travailleurs, le climat permettait un débrayage d'une heure. Ça n'a pas été une heure, ça a été un défoulement terrible et pratiquement partout. C'était le sentiment de tout le monde, il fallait y aller et pas pour une heure, il fallait occuper la boîte...! On a même été un peu dépassé au départ,

c'est parti très vite ... On a occupé la boîte, on a fait des piquets de grève, des manifs... on a fait des fêtes, les familles des travailleurs étaient invitées, on faisait visiter la boîte. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils entraient dans une entreprise où le père travaillait ... Et il y a eu quelques anecdotes. Un délégué de la CGC qui était peut-être plus ou moins lié avec les comités anti-grèves avait distribué un tract. Les gars étaient venus me porter le tract : "Qu'est-ce qu'il y a là-dedans ? Ce n'est pas très clair..." C'était un tract de la droite, une offensive des gaullistes. Les gars sont repartis, ils ont kidnappé le délégué CGC et ils étaient tellement montés qu'ils voulaient le foutre à la Loire ! Syndicalement, on s'est mis d'accord, il ne fallait quand même pas laisser les gars faire l'irréparable. On a fait un tribunal, on a jugé le gars et on l'a condamné, ce qui avait donné satisfaction aux gars. Mais des gars des autres boîtes, avaient appris l'histoire et arrivaient pour lui faire sa fête ! Finalement, on a foncé dans un hôtel de Nantes, on a collé le gars dans une chambre en téléphonant à sa femme pour lui dire qu'il ne craignait plus rien ... C'est pas toujours marrant, mais ça fait partie de la vie de militant ; le gars aurait vraiment pu passer un mauvais quart d'heure !

Après, il y a eu les négociations avec les patrons ... avec, à l'époque, des divergences certaines avec les copains de la CGT ; il y en a d'autres maintenant dans d'autres domaines ... bien qu'on essaie de faire l'unité d'action ... Dans la région nantaise d'ailleurs, on a toujours été des partisans résolus de l'unité d'action ... Mais la signature des accords de Grenelle par Ségué et les responsables de la CGT a été mal accueillie par les plus combattifs, par ceux qui voulaient aller plus loin, qui n'avaient pas forcément d'ailleurs toutes les données politiques du problème. Il faut dire ça à la défense de la CGT : les copains de la CGT voulaient aboutir à tout prix, ayant en arrière-plan des idées politiques. Ce qui est parfaitement louable d'ailleurs, à mon avis. Ils pensaient que la poursuite du mouvement ne faciliterait pas l'avènement de la gauche au pouvoir ; le Parti Communiste ne voulait pas perdre trop de plumes dans la consultation électorale, ce qui s'est passé de toute façon, puisqu'il y a eu après

68 une remontée très nette de la droite.

En 68, on avait démarré une section syndicale CFDT sur le quartier pour permettre à des copains de s'imposer dans leurs boîtes, surtout pour les petites boîtes, et pour permettre aux femmes de prendre toute leur place dans l'action ouvrière. Il y avait eu l'entraide pour le ravitaillement et on a pu remarquer, même dans un quartier aussi ouvrier que celui-ci, que c'étaient les gars et les femmes du peuple qui se payaient l'action à la base et lorsqu'il s'agissait par exemple de faire une distribution de vivres, et de récolter un peu les honneurs des affaires, c'étaient des enseignants, des docteurs ou des femmes de docteurs qui étaient là, pour faire la distribution au petit peuple ! Dans les partis politiques, c'est un peu la même chose souvent, les militants ouvriers font les boulots de base, les gars se coltinent le collage des affiches mais pour les responsabilités, de gestion ou autres, leurs capacités ne sont pas reconnues, y compris dans leur propre milieu. Dans ce quartier par exemple, dans un parti comme le PS, un travailleur risquerait d'obtenir moins de voix y compris moins de voix ouvrières qu'un toubib ou un enseignant ! J'avais adhéré au PS -au moment de l'ouverture, lorsque Rocard est allé au PS, il y avait eu un appel de plusieurs organisations à renforcer le PS- et j'ai pensé à ce moment-là qu'il était effectivement important que les travailleurs entrent dans la politique ... J'avais récusé le PC : j'avais vécu Prague, les événements de Pologne, Budapest et tout ça ; j'avais essayé d'approfondir l'histoire du Parti Communiste, la façon dont il est lié à l'U.R.S.S... C'est sûrement un parti très ouvrier, mais je ne me voyais pas dans ce parti, cela ne correspond pas à ce que je veux pour les travailleurs. Bon, le PS m'était apparu comme une organisation où les travailleurs pourraient avoir leur place. Je suis donc entré au PS. Je l'ai quitté peu de temps après : j'avais espéré une action politique à la base, avec les travailleurs. Dans la section où j'étais -ce qui ne veut pas dire que c'est le cas partout- les gens avaient autre chose en tête. J'ai lutté un moment et j'ai renoncé. C'est une analyse tout à fait personnelle, mais je me suis dit que la conscience politique, je la ferais tout aussi bien passer autrement : dans l'action syndi-

cale ou dans l'action d'autres organisations, telles que la CSF où je me sentais plus à mon aise, que dans une section sur laquelle les intellectuels ou des gens d'un autre milieu avaient la mainmise. Quand le PS s'est élargi, quand nous sommes entrés, nous étions les nouveaux et puis, nous n'étions pas non plus des "laïques" tels que l'entendait l'ex-PS qui restait très marqué par les traditions laïques... J'ai pensé que remonter le courant risquait de prendre beaucoup de temps et qu'on risquait de s'y casser les dents ! Et c'est vrai qu'il faut des militants, et des militants ouvriers pour la gestion du quartier, de la commune, mais je ne pense pas que j'étais fait pour ça en premier, et j'ai fait un choix.

Bon, il y a eu d'autres dates dans l'action ouvrière. 68 sûrement, c'est un temps fort de la solidarité ouvrière ; il y a eu aussi le conflit de 1977 qui a été extrêmement dur et qui a été finalement un échec. On a repris le travail pratiquement sans avoir rien obtenu... Mais je suis persuadé que beaucoup de grèves dans l'histoire ouvrière sont connues comme des échecs et sont par la suite payantes pour les travailleurs : les patrons accordent petit à petit ce qu'ils n'ont pas voulu donner sous la pression du moment ... Il y a aussi les nouveaux militants qui se lancent dans l'action ouvrière, comme cette copine, en 77, qui était un peu considérée comme une jaune, elle avait été débauchée d'une autre boîte, ça l'avait peut-être fait réfléchir ... En 77, elle a vraiment compris où était sa place, elle a participé à l'action et c'est devenu une militante ... Même dans l'entreprise, je ne conçois pas le syndicalisme uniquement comme "défense du beefsteak"; si j'étais dans un syndicat de ce genre, je n'y consacrerai sûrement pas le même temps ! Après avoir été délégué du personnel, j'ai été délégué au C.E. ; là, on met en place un certain nombre d'activités sociales pour les travailleurs, dans le domaine des vacances, des loisirs pour les jeunes, pour les travailleurs et leur famille, pour les anciens ; dans le domaine de la culture également. Pour citer un exemple, on a réalisé une exposition des oeuvres des copains : il y a des gars qui font de la photo, de la peinture, de la sculpture. Ça, c'est l'aspect social du CE, pour promouvoir la formation ouvrière et les loisirs des travailleurs . Il y a aussi un aspect économique du CE,

il y a un gros travail à faire pour infléchir les orientations patronales, mais on n'a pas assez de pouvoir malheureusement ! Notre vie de militant, c'est un peu d'élaborer tout ça, les revendications qu'il faut étayer vis-à-vis des patrons ; c'est également -et pour ma part, j'y ai consacré beaucoup de temps- aider à la formation des militants par des stages, des sessions, les aider dans leurs tâches de collecteur, de délégué du personnel. Ce qu'on appelait à une époque les Ecoles Ouvrières. C'est une de mes tâches, surtout depuis que j'ai pris un peu de recul dans l'action syndicale. Je ne suis plus délégué du personnel depuis 2 ou 3 ans ; j'ai eu un accident du travail, et puis j'ai laissé la place aux jeunes. J'avais toujours dit que, pour moi, à 50 ans, quand il y a des jeunes capables, il faut leur laisser la place : à cinquante ans, on n'exprime pas forcément les aspirations des jeunes, et puis à cet âge-là, on a peut-être d'autres choses à faire. Depuis, je me suis consacré davantage à promouvoir le syndicalisme des retraités, et je m'occupe aussi des problèmes de logement au sein de la CSF. C'est un autre genre d'action, et assez peu de militants acceptent d'y passer du temps parce qu'on est pris par l'action dans l'entreprise ; c'est aussi ce que j'ai fait longtemps. Mais il y a beaucoup à faire pour le logement, pour l'école, pour la santé des travailleurs, pour les loisirs ...

En fait, c'est toute notre vie qui est conditionnée par l'action ouvrière. Par exemple, nous, au niveau des vacances, on fait du camping sauvage à plusieurs familles ; on s'organise communautairement. Pendant l'année, on va, à plusieurs, rechercher l'endroit, et puis on essaye d'avoir nos congés en même temps, et on part à 4-5 familles, avec les enfants. On essaie de vivre dans la nature, on organise des circuits en montagne, des promenades, on fait de temps en temps la cuisine ensemble. On essaie aussi de connaître les gens du pays, ce que vivent les travailleurs de la région ... On reprend contact avec la nature, et c'est important de se retrouver avec les enfants, et aussi entre copains militants en dehors des réunions et de l'action ouvrière, et puis c'est important aussi de se libérer de toutes ces choses sophistiquées que cette société nous offre, de toute cette publicité, de tout ce qu'on voit à travers la télé, les super-marchés, tous les gadgets actuels.

Jules PENAUD

Né en 1921 à St Sébastien

Père petit fermier puis manoeuvre

Ecole primaire privée. C.E.P.

C.A.P. Ajusteur

Mécanicien cycles, chaudronnier Chantiers de la Loire

Délégué du personnel. Membre du C.E.

4 enfants.

Mes grands-parents étaient des petits cultivateurs de la région, à Basse Goulaine et Rezé pour mes grands parents paternels que je n'ai pratiquement pas connus. Des petits fermiers ... Mon père a lui aussi pris une ferme, ici, à St Sébastien. La ferme appartenait à des anciens nobles qui habitaient à Rezé, une maison bourgeoise près de la Loire ... La ferme existe toujours, en partie du moins, la maison est restée, la terre a été vendue. Mon père n'a pas pu tenir, il avait 7 enfants, je suis l'aîné ; il a été obligé de s'embaucher comme manoeuvre en usine ; le propriétaire a mis un autre fermier ... En plus de la ferme, ma mère était lavandière : elle lavait le linge de gens de Nantes, chez elle, mais ça ne suffisait pas.

Je suis né dans un milieu très traditionaliste ; les petits agriculteurs étaient catholiques, traditionalistes. Mon père avait un niveau d'études très élémentaire ; il avait été à l'école chrétienne, il n'avait pas la mentalité ouvrière. Évidemment, bien qu'il ait évolué après mais je ne crois pas qu'il ait été syndiqué ; il est resté manoeuvre jusqu'à la retraite, mais il s'est rendu compte qu'il gagnait plus comme manoeuvre, -même étant mal payé- que comme fermier ! En

plus du fermage, il fallait porter des oeufs, des légumes, de la volaille ... quand on voit Jacquou le Croquant, c'était un peu ça ! Ce qui restait, on le portait au marché, à Nantes, avec un cheval et une voiture. A partir de 10 ans, on allait les aider au marché à 3 heures du matin, avant l'école.

On a tous été à l'école chrétienne, ici, à St Sébastien. On y est tous restés : tous mes frères et soeurs sont restés à St Sébastien. Après mon Certificat d'Etudes, je suis entré dans un petit atelier de mécanique, rue St Jacques. Mes parents connaissaient un peu les gens qui y travaillaient ; c'était un petit artisan : un ouvrier et un apprenti, c'est tout. J'aurais bien voulu continuer l'école, j'étais en tête, j'aimais ça, mais mes parents n'avaient pas de fric ... A l'époque, il y avait la Joliverie, l'Institut Professionnel; mon directeur aurait voulu que j'y aille, mais c'était payant ... et cher ! C'étaient les enfants de commerçants et d'artisans aisés qui y allaient ... Mes parents n'ont jamais voulu nous mettre en apprentissage dans les grands chantiers, ce qu'ils auraient dû faire ; ils avaient un peu peur de se mêler avec les ouvriers, c'était une question de mentalité, ils ont beaucoup évolué après ...

J'ai donc fait un apprentissage d'ajusteur-mécanicien, sur le tas, de 1931 à 1934. Quand je suis sorti d'apprentissage, c'était encore une période où il y avait du chômage en 1934, et on trouvait difficilement du travail ; c'est là que je suis entré dans une entreprise de cycles, j'y suis entré pratiquement comme manoeuvre ; c'était l'entreprise Stella, j'ai dû y travailler de 34 à début 37.

Ayant été bercé dans ce milieu traditionaliste, j'ai fait du patronage, mais je n'ai pas fait de JOC, la JOC était plus engagée ; il y avait une JOC à Saint-Sébastien mais elle s'est montée assez tard. Je ne suis pas venu au syndicalisme par la JOC ... A l'époque, je n'avais pas l'esprit de militant ouvrier : je n'étais pas contre, mais c'était l'indifférence. Je suis venu tard à l'action ouvrière. Le patronage, c'était la gymnastique et la musique, mais il n'y avait pas de discussions, pas de cercles d'études. J'ai fait du patronage

de l'âge de 15-16 ans jusqu'à mon départ au service militaire, à 20 ans. Il n'y avait pas grand-chose d'autre pour les loisirs des jeunes ; les curés s'en occupaient, ça n'a été déconfectionné qu'après. L'ambiance était bonne, mais ce n'est pas là qu'on pouvait avoir l'esprit militant : c'était le clergé et c'était supervisé par les maraîchers du coin qui, pratiquement avaient les choses en main et encadraient un peu le clergé. C'était ça jusqu'en mai 68, où il y a eu un nouveau curé ... progressiste, disons le mot ... Les maraîchers ont essayé de le virer, ils ont fait une descente au presbytère parce qu'il avait fait des sermons qui n'avaient pas plu. C'était épouvantable, on n'a pas l'air de se rendre compte ce que c'était, si près de Nantes ! Il y avait une mentalité, une ambiance de cléricisme, un mélange de politique et de clergé dans nos coins ...!

En 1936, j'étais chez Stella ; j'ai fait la grève quand même, j'avais commencé à me remuer un petit peu. J'ai fait la grève avec l'occupation de l'usine Stella. Il y avait des gens du syndicat, c'était la C.G.T. à l'époque. On avait défilé dans les rues de Nantes ... Mais enfin, compte tenu qu'il y avait la CGT -j'étais un petit peu anti-communiste à l'époque- je n'étais pas chaud pour participer à un syndicat ... mais j'ai participé un petit peu quand même.

Ensuite, je suis parti au service militaire. Là, on rencontrait des gens de toutes tendances et de tous lieux. J'ai toujours été contestataire, même quand je n'étais pas militant syndicaliste; il n'y avait rien d'organisé à l'époque, c'était surtout une réaction contre la connerie des chefs dans l'armée ... Je n'étais pas tellement militant, mais on était à l'époque où la guerre s'est déclarée, et, bête et discipliné, indiscipliné plutôt, j'ai dû faire 30 mois de service militaire. A Villacoublay, dans l'aviation, je n'ai jamais été mécanicien là-bas, j'étais à l'arsenal, et on ne nous donnait pas le beau boulot !

Je suis revenu du service militaire en mai 41. On avait réussi à courir plus vite que les Allemands, j'étais descendu en zone libre. J'ai travaillé un an chez Petit-Breton et je me suis marié en 1942.

En novembre 42, j'ai été envoyé en Allemagne comme travailleur déporté : c'était le moment du STO ... non, de la "relève" à ce moment-là, ils prenaient les gens les plus jeunes. Dans la boîte où j'étais, on était une quarantaine et comme j'étais le plus jeune, j'avais 25 ans, et qu'il en fallait un, j'ai été désigné. Ils m'ont expédié là-bas, j'ai fait sept mois et demi en Allemagne. J'ai fait une grève ... ils nous ont appelés déportés, mais ce n'était quand même pas la déportation politique, on a travaillé dans une usine de motos, la B.M.W. ... Il s'était déclaré une épidémie de typhus -on a des camarades qui sont morts là-bas- seulement tout le monde devait travailler quand même. Un dimanche matin, les Allemands avaient décidé que, compte tenu de l'épidémie, personne ne sortirait : il fallait rester dans le camp. A trois ou quatre, on s'est dit que si on était consigné, si on ne pouvait plus sortir, il n'y avait pas de raison pour qu'on aille travailler : il y a une épidémie de typhus, on ne travaille pas ! Le lendemain, on a rassemblé tout le monde ; on les a un peu harangués : "On ne va pas au boulot !" ... Ça n'a pas duré longtemps, la police s'est amenée et tout ... Mais ça a été une des premières grèves, et en Allemagne, ce n'était pas facile. On a eu de la chance, personne ne nous a dénoncés, parce qu'autrement, on se serait retrouvé cette fois en camp de prisonniers politiques.

Ensuite, je suis revenu. Tous les gens mariés avaient droit à une permission. Quand je suis revenu, ma femme était enceinte, on a eu notre première fille, et j'ai décidé de ne pas repartir ; comme un certain nombre de camarades, on est resté réfractaires : on était cinquante de Nantes à revenir, on n'est pas reparti. A la suite de ça, j'ai quand même repris mon travail, avec bien des difficultés, à la boîte, les cycles Petit-Breton. Sans carte d'identité, c'était difficile à ce moment-là. Mais il fallait bien vivre quoi ! On a eu la chance de ne pas être recherchés, ils nous auraient retrouvés sinon, surtout ici avec les Allemands qui étaient là ... A la mairie, ils ont fait des difficultés au début, mais ils nous ont donné quand même des cartes de ravitaillement. J'avais une fausse carte de travail et je ne pointais pas ... Et puis sont venus les bombardements, on est parti, on s'est réfugié. J'ai travaillé un petit peu, chez moi,

à réparer des cycles, en attendant que ma boîte soit reconstruite. J'ai fait ça un moment et quand la boîte a été reconstruite, j'ai recommencé à travailler.

Et c'est à ce moment-là, en 1948, que j'ai adhéré à la CFTC ; vous voyez que je n'y suis pas venu par la JOC. Je suis venu au syndicalisme par réaction surtout aux conditions de travail dans cette boîte. On ne peut pas dire qu'on était mal ... C'étaient des petits patrons, une entreprise familiale -à l'époque, on était une trentaine, quand je suis parti, on était cinquante- c'était une boîte familiale, des gens paternalistes, des braves gens, pas des patrons de combat, mais ils ne comprenaient rien ! On avait des salaires qui étaient très, très loin derrière ceux de la métallurgie ... Alors, un jour, je me suis syndiqué, je devais être le seul, là-dedans ... On était mal payé, mal considéré, tout le monde allait pleurer, les uns après les autres, pour avoir une augmentation, on ne connaissait pas le salaire du voisin ... J'en avais ras-le-bol ! Une fois que j'ai été syndiqué, je n'allais pas rester tout seul comme ça : je suis allé voir les copains, et il y en a quelques-uns qui se sont syndiqués. On a décidé de faire un cahier de revendications ... alors là, ça n'a pas été des roses ! C'est moi qui avais mené l'affaire, j'ai été convoqué par le patron, traité de tous les noms, de "révolutionnaire" ... Parce qu'ils mélangeaient tout, ces gens-là : "Comment, toi qui es chrétien ..." ; ils mélangeaient tout : le clergé, la CFTC ... Pour eux, j'étais un révolutionnaire, et ils voulaient me foutre à la porte ... tout un truc ... épouvantable ! Ils m'avaient fait venir dans le bureau, il y avait le mari, la femme, le fils et ils étaient tous là, à me traiter de tous les noms : ce que j'ai entendu ! C'était épouvantable. Ce n'est pas pour me vanter, mais le gars qui n'aurait pas eu le caractère, qui n'aurait pas été combatif, il serait parti, et c'était terminé ... Mais enfin, tous les gars, à part quelques-uns qui au fond étaient d'accord ... la majorité était quand même solidaire. Tout le monde a été convoqué, les uns après les autres, par le patron ... Il a été obligé d'admettre. La première revendication qu'on a faite, on a eu, je crois, 20 francs d'augmentation d'un seul coup. Ils avaient été obligés d'en passer par là, parce qu'autrement ...

Après, on a structuré le syndicat, avec un groupe de copains. On a réussi à monter le syndicat du cycle à Nantes. Il y a eu pas mal d'histoires : les patrons des autres boîtes ont essayé de me faire virer, tout un tas de trucs, mais ça, c'est la vie du militant ... On avait des patrons de combat, pas tellement le mien qui était plutôt le petit père tranquille ... Les autres patrons du cycle lui téléphonaient souvent : "Mais qu'est-ce que vous foutez d'un gars comme ça, il faut le virer !" Et lui répondait, assez intelligemment d'ailleurs : "Je sais bien que je l'ai, que ce n'est pas vous qui l'avez, mais il fait son travail, je ne peux rien y faire !" Il était toujours coincé, quoi ! Je suis resté là jusqu'en 1956 : j'ai été 19 ans dans le cycle et 22 ans dans la métallurgie, après. Presque moitié-moitié ! Ça faisait 2 ans qu'on faisait 40 heures : il y avait une question financière ; on était mal payé, on n'était pas rendu encore aux salaires de la métallurgie ; ce n'était plus possible, et un jour, j'ai décidé de foutre le camp. Surtout qu'il y avait un ou deux gars qui pouvaient continuer le syndicat ... mais j'ai appris par la suite que c'était tombé. D'ailleurs, la boîte a fait faillite. Il y avait trois ou quatre boîtes qui construisaient des vélos, seul Gitane a survécu : c'est le seul qui s'était modernisé, les autres ne voulaient pas : ils ont coulé !

J'avais des camarades syndicalistes qui travaillaient aux Chantiers, c'est par eux que je suis entré. Je suis entré à la Loire en 1956. Je suis entré comme ça, pratiquement comme manoeuvre, parce que j'étais professionnel dans le cycle mais je n'avais pas de métier de la construction navale. Mais en entrant comme manoeuvre, j'arrivais à gagner autant que professionnel, en faisant 40 heures, dans ma petite boîte. Je suis entré à la chaudronnerie, et comme beaucoup, je me suis débrouillé par moi-même et avec l'aide des copains. Quand je suis sorti, en 1977, j'étais P3 ... avec plus de difficultés que d'autres parce qu'étant délégué, ce n'était pas facile, tout dépendait des chefs qu'on avait. Au point de vue salaire, on a certainement été brimé, mais au point de vue professionnel, ça n'empêchait quand même pas celui qui était sérieux ... Il fallait ça d'ailleurs pour être délégué !

Les chefs, il y en avait qui étaient compréhensifs, disons, pas anti-syndicalistes, d'autres qui l'étaient ... On ne peut pas dire que les chefs se rangeaient de notre côté ... Si ! Quand on discutait les accords d'entreprise, ça les intéressait d'avoir de l'augmentation, ils se rangeaient un peu de notre côté, mais quand c'était rentré dans l'ordre, ça recommençait : pour la moindre revendication qu'on faisait, surtout quand ils étaient visés, ils étaient contre nous, on avait des difficultés, des accrochages ...

Je suis entré aux chantiers en 56, je n'ai pas connu la grève de 55 : dans les petites boîtes, on débrayait pour soutenir les autres mais on n'était pas en conflit comme toute la métallurgie. Dans une petite boîte, c'est quand même plus difficile : les gars qui ont toujours milité dans les grandes boîtes ne se rendent pas compte. Quand je suis entré aux chantiers, l'action syndicale était déjà engagée, la CFTC était structurée. Même s'il y avait des actions beaucoup plus dures, on se sentait plus protégé dans une grande entreprise. Dans ces chantiers-là, on peut dire qu'il y avait souvent des grèves ... Ce qui marque, ce sont les grandes grèves surtout, je n'ai jamais tenu un cahier là-dessus, ça aurait valu le coup sans doute ! Si on comptait le temps qu'on a passé en grèves, ça ferait pas mal ! Il y a eu les grèves de 57 et puis différents mouvements ... je crois que c'est 68 qui a marqué le plus, c'était le conflit le plus long, et les difficultés qu'on a eues ... On passait les trois-quarts de notre temps à l'entreprise, j'étais à la Bretagne : je prenais la parole tous les jours pour rendre compte de ce qui s'était passé, des réunions qu'on avait, des positions à prendre contre l'attitude du gouvernement ... et puis, en plus rédiger des tracts ... Ce qu'il y avait, c'est qu'on était une bonne équipe !

Autrement, ce qui se passait aussi bien à la Loire qu'à la Bretagne, tous les ans, on avait des mouvements pour discuter de l'accord d'entreprise : on faisait des débrayages en cours de journée pour appuyer les revendications. Ce n'était pas toujours drôle, il y a eu des coups durs. Je me souviens, vers 1970, il y avait eu des mouvements

comme ça, on avait décidé de bloquer l'entrée de la direction, pour empêcher tout le monde d'entrer parce que dans les bureaux, c'est connu, ils débrayent beaucoup plus difficilement que les ouvriers. Donc on avait empêché la direction d'entrer, on a tous reçu des lettres de menace de licenciement, ce n'était pas tellement marrant, c'était porté au dossier. On a réussi après à faire lever ça mais il s'en est fallu de peu qu'un certain nombre soient virés.

Il y en a qui ont eu plus de facilités que moi, au départ. Le gars qui a fait de la JOC par exemple, il a été formé quand même à aller vers le milieu ouvrier ; nous, il a fallu faire des efforts... Ça n'a pas été facile d'ailleurs, on s'est braqué, dans la famille, il y a eu des contradictions ... Mais on a fait le choix, et une fois que le choix est fait, il n'est plus question de reculer ; d'ailleurs, je n'en ai jamais eu l'idée. Ça ouvre de nouveaux horizons, mais je pense que le handicap pour beaucoup de copains a été cette éducation traditionnelle qui leur donnait une déformation dans leur vision de la société. On arrive quand même avec nos positions à faire évoluer... Je vois, dans ma famille -je n'ai plus que ma mère maintenant- mais quand on pense qu'elle vote socialiste, il fallait le faire ! J'ai vu ma mère nous faire réciter les prières le soir autrefois, je ne dis pas que c'était mal, c'était comme ça ! Maintenant, dans toute ma famille, tous mes frères et soeurs, à part un ou deux avec lesquels on n'est pas d'accord, on n'aborde pas ces questions-là, en famille, ce n'est pas la peine de ... mais les autres, on est tous sur la même longueur d'ondes à ce niveau-là. J'ai deux frères qui sont militants syndicalistes à Dubigeon dont un est délégué à la sécurité. Ils se sont syndiqués après moi ... J'ai un autre frère qui est commerçant, qui est très à gauche, l'évolution s'est faite par ses enfants. Dans ce domaine, mes enfants pensent comme nous. Ils ne sont pas engagés dans des organisations mais ils pensent comme nous. Mon garçon serait même plus radical que moi ! Il critique les syndicats parce qu'on ne va pas assez loin, il est un peu anarchiste sur les bords mais c'est un moment à passer ... D'être allé à l'école libre, ça ne fait pas de bien, ça pousse à la réaction après... On nous raconte tellement

de trucs qu'il arrive un moment, on commence à comprendre pas mal de choses et on se met en réaction beaucoup plus que les autres. Mes enfants ne pratiquent plus depuis longtemps. J'ai cessé de pratiquer aussi, j'étais en désaccord avec les positions officielles de l'Eglise, je suis en désaccord avec l'Eglise hiérarchique. Je reconnais la valeur des prêtres, des curés, ce sont des copains, ils sont d'accord souvent avec moi ... J'ai été militant d'A.C.O. assez longtemps ; j'ai été à Lourdes en 1960 avec l'ACO ... J'ai dû commencer à l'ACO en 52-54, en discutant avec des camarades qui étaient syndicalistes et chrétiens ; ils m'avaient dit de venir à une réunion, j'y suis allé. Ici, on a été longtemps rattaché à la paroisse de Beoutour, il y avait des prêtres qui n'étaient pas mal ... On a été nombreux à une époque, mais sur Beoutour, il y avait trop de gens qui n'étaient pas engagés comme nous dans les boîtes, il fallait se bagarrer, ça ne collait pas ... Il y a eu un moment une équipe aux Chantiers, j'ai préféré aller là ... Maintenant, je n'y suis plus.

Quand j'ai commencé à faire du syndicalisme, j'ai fait pas mal de stages, de sessions de formation. Je suis allé à Bierville, 2 fois, c'était dans une propriété qui appartenait à Marc Sangnier, un château avec des bois autour ... Je suis allé aussi trois semaines à l'Institut du Travail de Strasbourg. C'était une formation surtout technique, des cours pour les militants ... Le reste, ça devait venir tout seul. On dit qu'on est vacciné, mais c'est un peu vrai ; il faut avoir la tripe ouvrière pour rester dans le syndicalisme, parce que ce n'est pas toujours de la tarte ! Je ne sais pas, c'est peut-être une question de tempérament : moi, je suis combatif, mais ça aurait peut-être pu être dans un autre sens ...

Parallèlement, j'étais militant politique. Quand j'ai commencé à faire du syndicat, j'ai toujours pensé qu'il fallait que ça aboutisse sur le plan politique. Je suis passé au MRP ... A la Libération, il y avait un certain nombre de militants syndicalistes qui étaient entrés là. Il n'y avait pas autre chose, à l'époque on ne pouvait pas aller à la SFIO, j'étais entré là-dedans. Quand je suis entré, il y avait déjà moins d'ouvriers ; il y avait des équipes ouvri-

ères, mais ce n'était pas très valable; maintenant on rigolerait de voir ça, mais à l'époque, c'était assez à gauche. Il y avait une tendance bourgeoise aussi, qui a dominé. Il y a eu des transformations dans le MRP, une partie a suivi Lecanuet, j'ai suivi Robert Buron, après, quand il a créé Objectif 72. Robert Buron, le maire de Laval, c'était un homme très bien; c'était assez bizarre, il vouvoyait sa femme par exemple -il sortait de la bourgeoisie- mais on se tutoyait, c'était un homme très simple.

Il n'y avait pas des sections dans toutes les communes; on était rattaché à Nantes, on n'était pas nombreux : 300, 400 ! Les notables détenaient la majorité, il n'y a pas de problème là-dessus : ils nous laissaient nous exprimer comme on voulait, mais c'était tout, ça n'allait pas plus loin, c'était bien le drame du MRP d'ailleurs !

Maintenant, je suis au parti Socialiste, j'y suis entré dès le début, en 1970, dès que le parti Socialiste S.F.I.O. a commencé à s'ouvrir. J'ai dû entrer tout à fait dans les débuts, et j'y suis toujours.

On a évolué ... La CFDT a évolué aussi. On a enlevé ce "C" qui nous gênait ; après on ne pouvait plus nous accuser ... on ne pouvait plus dire qu'on était un syndicat confessionnel, ça ne l'était pas déjà avant ... J'étais d'accord à cent pour cent; pour moi, c'était un bien, ça a fait progresser le syndicalisme, et la CFDT d'ailleurs : quand on a fait la fusion avec Dubigeon, 1969, on est devenu majoritaire, on a eu 54% des voix, maintenant ils ont augmenté encore : 60 et quelques. Avant, à Dubigeon, c'était CFTC tandis qu'à la Loire et à Bretagne, c'étaient les fiefs de la CGT et du PC ... Alors, dans nos rapports avec la CGT, d'être devenu CFDT, c'était mieux, ça a amélioré les rapports avec la CGT. Moi, j'ai toujours été très unitaire, en considérant que les copains de la CGT -ils ne sont pas faciles, on sait qu'ils sont liés avec le Parti Communiste- mais j'ai toujours maintenu, envers les gars qui croyaient dur comme fer à l'autonomie, que ce n'était pas possible de faire du syndicalisme sans la CGT. Ce qui ne veut pas dire que quand on était en inter-syndicale, on

n'était pas dur ! Mais ici, il y a toujours eu de l'unité d'action, même du temps de la CFTC. Pour moi, tout en étant très dur et très ferme dans les rapports officiels, syndicaux, aux Chantiers, j'ai toujours eu de l'amitié pour les militants CGT.

Joseph COUVRANT

Né en 1918 à Nantes

Père : ouvrier maçon

Ecole primaire publique. C.E.P.

Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie de Nantes. B.I.

Chaudronnier aux Ateliers et Chantiers de Bretagne.

Délégué du personnel. Membre du bureau du Conseil Syndical  
8 enfants.

Mon milieu familial était assez aisé. Mes parents étaient commerçants. Mon père était maçon de métier. Il travaillait à Basse-Indre. Dans son idée, avec ses cousins, il aurait voulu ouvrir une entreprise de maçonnerie. Mais à 18 ans, il a foutu le camp de chez lui ! Il était allé comme il disait, à l'école du jeudi et du dimanche. Il avait perdu sa mère très jeune (il avait 4 semaines) et il avait vécu avec son grand-père qui était briéron. Mon père donc allait garder les vaches plutôt que d'aller à l'école. Quand il a été plus vieux, il a fait les cours du soir. Il a appris l'arithmétique et puis en français, il n'était pas trop mauvais. Il avait suivi les cours compagnonniques faits pour les jeunes ouvriers qui n'avaient pu aller à l'école. C'étaient des chefs de chantiers qui enseignaient dans la rue du Marchix. Le directeur à l'époque, on l'appelait le Pavéur nantais. La famille de mon père était briéronne et avait des terrains dont mon père a hérité. Il les a vendus pour acheter ce fonds de commerce, place de la République, un café, où je suis né.

Ma mère avait dit un jour à mon père : pourquoi on ne monterait pas quelque chose ? Tu as des terres. Vends-les. Il y en a marre d'a-

voir des pensionnaires. En effet, dans leur foyer, ils avaient pris des pensionnaires. Ma mère a donc ouvert un restaurant-café. C'était ouvrier. On l'appelait la mère Gros Plant, la mère Noah. (Quand je suis rentré aux chantiers, tout le monde me connaissait m'ayant vu petit). Ma mère connaissait un peu la cuisine. Elle avait appris la cuisine bourgeoise car elle avait été placée dans plusieurs maisons. Ma mère avait travaillé à l'âge de 11 ans. Elle était née à Vallet : son père, ouvrier agricole (c'était un breton plus ou moins cantonnier), était venu là. Il s'est tué à la tâche : une pneumonie. Il avait bu de l'eau froide ! Ma mère a donc dû quitter l'école des soeurs à 11 ans. Elle était pourtant la championne. Au bureau de tabac, ils l'ont prise pour faire la régie, les déclarations de récolte tant elle écrivait et comptait bien. Mais après la récolte, elle a cherché un autre travail. Elle est partie en Anjou chez une tante couturière. Elle travaillait chez les gens : elle gagnait 5 sous pour s'acheter un petit pain. Elle ne s'entendait pas avec sa tante qui la faisait travailler mais qui, elle, ne pensait qu'à exhiber ses toilettes. Avec ses filles, elle arrivait en retard à la grand-messe, quand tout le monde y était, pour remonter toute l'église !

Après, ma mère a fait les maisons bourgeoises. Elle a tourné un peu partout. A Vertou, elle était chez un docteur ... qui rentrait ivre le soir. Ma mère attendait le soir très tard pour lui servir la soupe et dételé le cheval. Je l'ai toujours connue malade pour avoir trop travaillé. Après, quand elle a tenu son café (il y avait au moins 60 places), il fallait tout organiser : elle avait des bonnes pour travailler dans le café. Elle était charitable. Pendant la guerre de 14-18 (mon père était mobilisé et il avait été affecté aux Forges de Basse-Indre car il avait 40 ans, mais il a eu un coup dur avec un contremaître qui l'a fait renvoyer au front), elle donnait du pain aux réfugiés. Elle disait qu'elle avait perdu pendant la guerre ce qu'elle avait gagné avant. Elle était épuisée. Mes parents avaient acheté une maison, chemin du Clos Torreau. Ma mère avait dans l'idée de rester un moment à la maison, et quand elle serait reposée, de repartir travailler mais elle n'a pas pu. Elle était usée par le travail, complètement rendue !

Je suis né en 18. Je suis allé à l'école de la rue Hoche puis de la Ripossière, école laïque parce que mon père y avait été élevé. Nous étions 3 frères. Ma mère disait que si elle avait des filles, elle les ferait élever à l'école chrétienne mais pour les gars ça ne faisait rien ... J'ai loupé mon certificat d'études une fois, je l'ai repassé, et je l'ai eu avec la mention très bien. J'ai fait 2 ans de cours supérieurs. J'étais fort en maths mais pas du tout en français. Mon frère aîné était à l'Ecole Pratique de la rue Launay. Ma mère a voulu que j'aie le même bagage que lui et je suis donc rentré à Launay. J'y suis resté 4 ans. J'ai eu des difficultés entre la 2e et la 3e année car ma mère étant malade, il fallait tout faire à la maison. Je suis allé jusqu'en Spéciale et j'ai eu mon Brevet Industriel. Je suis rentré aussitôt après aux A.C.B. Je finissais mon C.A.P. le 12 juillet 1936 (j'avais passé mon BI en juin 1935) et le 15 juillet je rentrais aux chantiers de Bretagne. Je n'étais même pas allé à la fête du 14 juillet. Mon père m'a dit : "Tu as un essai à passer" ! Il fallait un parrainage pour être embauché. J'ai eu de la chance : mes deux frères y étaient déjà, l'un comme chaudronnier et l'autre ajusteur. Pour les vacances, j'y avais déjà travaillé. On nous prenait comme mousse. Ça m'a d'ailleurs aidé pour les cours. Mr P... qui était contremaître, était contrôleur à l'examen du B.I. A Launay, j'ai connu Gilbert Declercq. Il était dans la même classe que moi. On était en spéciale tous les deux. A ce moment-là, il était au parti socialiste. Il se moquait un peu de moi. Il m'appelait Jésus-Christ ! La première fois que je l'ai vu à St Nicolas, à une veillée de prière à Noël, je me suis dit : "Eh bien ! Gilbert il a ..." Mais à Launay, on n'a pas eu beaucoup de contacts tous les deux. Il était plutôt froid avec nous. Quand on vendait notre journal, on n'a pas eu cependant ni d'incidents ni de bagarres ici. Ce n'était pas comme sur la place du Bouffay ! On nous traitait de communistes. Notre journal, c'était sur les ouvriers, alors on était communistes pour les gens.

L'église, à cette époque-là, il faut le dire, était avec les bourgeois. Maintenant, on en parle avec ma femme, (ma femme était jacobine aussi) : l'église qu'on a connue étant jeunes, c'était bourgeois. Surtout si on compare maintenant avec l'église qu'on a voulu former

nous-mêmes !

J'ai formé la section JOC de St Jacques et ma femme la JOCF (elle vient d'un milieu ouvrier. Son père était artisan. Il avait été orphelin). On voulait m'envoyer au séminaire. On m'a envoyé les papiers pour que j'y aille. Ça ne me disait rien du tout. J'ai fondé la section JOC. J'étais connu. Je suis allé chercher les camarades. On a fait pas mal de choses. Le Congrès, le machin Eucharistique, je ne me souviens plus ... Quand on était à Launay, le directeur a supprimé les insignes. Il nous a dit de ne plus porter celui de la JOC. Je suis passé en conseil de discipline pour l'avoir porté quand même ! C'est là que j'ai commencé à en faire un peu. La JOC commençait à apparaître. On a commencé à avoir les premiers journaux, en 2e année ; c'est là que le directeur s'est fâché. On avait quelques réunions derrière St Louis, à Notre-Dame de Bon Port. A ce moment-là, le parti ouvrier était complètement anticlérical et la JOC pour les ouvriers, c'était le cléricalisme qui revenait. On se réunissait au patronage. Au début, on a trouvé que c'était un bien et après on a trouvé que c'était un mal parce qu'au patro on ne touchait pas tous les jeunes qu'on voulait. Le vicaire était d'accord mais le curé n'était pas chaud pour la JOC. Pour lui, c'était le patro qui comptait. A la JOC, la condition ouvrière était prise en charge, pas au patronage. Les ouvriers n'étaient pas considérés. C'était la basse classe, la beuverie : elle n'avait pas de dignité. Bons compagnons aux chantiers mais ils restaient dans leur crasse, dans la vie. Nous, on essayait de trouver les jeunes. On les recrutait au travail, on essayait de les intéresser aux loisirs, au sport. Quand il y a eu les 15 jours de congés, on les a amenés en vélo, en balade, en colonie (moi, j'étais à la Bonne-Garde, je faisais du basket). On trouvait dans les fermes un coin où coucher. A St Jacques, on a eu un abbé qui était une vocation tardive. Il nous comprenait, il avait déjà vécu. Sinon, il n'y avait pas de jeunes abbés à Nantes. Pour y être prêtre, il fallait avoir 50 ans ! Ceux-là ne nous comprenaient pas. Il n'y avait qu'un aumônier de la JOC à Nantes. Il ne faisait que les Cercles d'Etudes mais pas les Assemblées Générales ni les sorties. Les jeunes ne seraient pas venus s'il y avait eu un abbé dans les sorties. Leur rôle n'était pas de

nous contrôler mais de nous garder spirituellement. Mais tout était organisé non à Nantes mais à Paris, à la fédération. C'était bien structuré. On était indépendant. On a essayé de sortir du patro pour être libre. A la JOC, on était là pour faire de l'action. Mais il a fallu la guerre pour sortir un peu. Avant la guerre, aux chantiers, la JOC c'était pas brillant. Justement, il y avait Pierre Evain qui était dans l'atelier avec nous. Je l'ai connu à sa sortie de l'apprentissage puis il a été permanent à Nantes et à Paris. P. Evain c'est un gars qui est monté par lui-même comme Guiheneuf. Ils n'ont pas eu la formation qu'on a eue à l'école. A la "Bretagne" on n'a pas fait grève en 36. Ça a duré seulement 4 heures. Le père Labrosse (ou Foucher, l'autre directeur ?) a réuni les compagnons et leur a demandé : "Qu'est-ce que vous voulez ? Je vous le donne" ! Le boni faisait 60% du salaire. On a supprimé le boni et on est monté à 6F l'heure. Moi, je suis passé de 3,20 F à 6F. C'était la plus belle augmentation de ma vie.

Avant 36, un délégué d'atelier c'était rien du tout. Il n'avait aucune responsabilité sauf en cas de coup dur. Quand est arrivé 36, il y a eu quand même des hommes, les délégués du personnel, qui étaient valables et qui pouvaient défendre la classe ouvrière. Mais jusque-là, le délégué, on disait : il se fait acheter. Il passait contremaître puis chef d'équipe. Il changeait de mentalité.

Moi, j'étais donc rentré aux ACB avec un peu de chance grâce à mon frère (j'ai eu des copains qui ont été au chômage à la sortie de l'école). Quand je suis rentré, il n'y avait que la CGT : elle était maîtresse à cette époque-là. Elle était du côté du bas de l'échelle. J'étais jeune à ce moment-là, j'avais 17 ans. Je n'osais pas dire grand-chose. Quand on rentrait le matin, il y avait les charpentiers fer qui ne faisaient que 40 heures (alors que nous, les traceurs, chaudronniers, on en faisait 48) qui nous huaient à la porte. Ils nous accusaient de secourir le patron. En 36, il y a donc eu le Front Populaire et c'est là que j'ai pris une décision. Je faisais partie de la JOC et la grande CGT (la CGT et la CGTU s'étaient rassemblées pour former la grande CGT) a voulu englober tous les compagnons : la CFTC,

c'était alors un embryon, quelques gars. On peut dire qu'ils sortaient de la JOC; Les premiers jocistes et quelques autres. Moi, j'étais avec un charpentier fer, un ancien de la CGTU, réintégré en 36 après avoir été licencié. Il avait été mis avec nous (le patron ne le savait pas; il était rentré par un autre copain et un jour, le patron le voit: "Qu'est-ce que vous faites là, vous?"). Le traçage, le travail dans l'espace, je l'ai appris avec lui. Un soir, il me dit: "Petit, t'es pas syndiqué. Demain, je t'apporte ta carte" ! Moi, le soir, je vais à une réunion de la JOC et on me dit: "Non, tu devrais pas le faire, tu devrais aller à la CFTC". Alors, j'ai pris ma décision et je fonce rue de Bel-Air où je vois notre camarade Rodiguel. Je lui dis: "Faites-moi ma carte". Alors, le lendemain, mon compagnon: "Je te fais ta carte", "Non merci, je l'ai déjà". Ah, ça a pas été un petit travail. J'ai eu droit à tout ce qu'on peut entendre sur la question religion. L'autre jociste qui était rentré avec moi, un jour, a été brûlé. Il était en train d'allumer sa cigarette sur les chenilles de soudure. Il y en a un qui lui a poussé la tête: "Tiens, pour les curés". Il a eu toute la figure brûlée. Après 36, à la JOC on ne participait pas aux manifestations, aux occupations mais on suivait les mouvements, on sortait des ateliers. Pour nous, le drapeau rouge c'était l'épouvantail encore ! Par contre, on a essayé ... je pourrais dire qu'il y a des choses que maintenant, on ne ferait plus. Pour la question JOC, a des choses que maintenant, on ne ferait plus. Pour la question JOC, au régiment, on nous avait dit "Quand vous arriverez à la caserne, pour montrer votre opinion, vous ferez votre prière au pied du lit". On était 2 anciens jocistes. On l'a fait 2 fois. On a vu que ça n'allait pas et qu'il fallait faire autre chose. Aux chantiers, la JOC a commencé à faire la défense des jeunes. Quand il y avait le passage de mousse à compagnon, on suivait le rite (le délégué ne disait rien), on attachait le jeune et il devait embrasser les fesses de tous les compagnons de l'atelier qui se déculottaient et passaient devant lui. On n'était pas d'accord. De même qu'en 37, à la "Loire", il y a eu un petit gars à qui on a mis le boyau d'air comprimé dans le derrière. On l'a fait gonfler et il en est mort ! Fallait essayer de sortir les jeunes de ce marasme; fallait les occuper. En sortant, c'était le bistrot. Fallait leur donner un idéal plus grand. Je me suis fait accrocher par des compagnons, parce qu'après 36, à la veille des congés,

c'était la fête. Le dernier jour, il n'y avait pas beaucoup de travail fait. Les gens ramassaient leurs clous, dans la navale, tôt dans l'après-midi. D'abord quand on part, dans la navale, on aime toujours ranger ses affaires. Donc, les compagnons avaient fait boire un jeune mousse comme un trou ! Ce jeune gars, il était orphelin, il était élevé par une tante très dure. J'avais prévu le coup et je lui avais dit le matin: "Ce soir, Julien, je te ramènerai chez toi" (d'autant qu'il avait la paye). Et puis, le soir, le compagnon me dit: "Tiens, il a attrapé un beau coup de soleil". Ils l'avaient enivré. Je lui ai répondu: "Tu es un père de famille. C'est pas fort pour un père de famille". Il a voulu me boxer.

C'était dur pour les jeunes qui rentraient à 11 ans comme mous-ses (beaucoup plus dur que pour nous qui rentrions à 17 ans). On les voyait dans les bordées. Ils devaient allumer le feu avant que le compagnon arrive. C'étaient eux qui supportaient la rivalité des riveurs de babord et de tribord. C'était la course de vitesse. "Combien il en a mis de l'autre côté ? Tant ? Demain on en mettra tant" ! La classe ouvrière a fait son propre mal. Pour gagner 10 centimes de plus ... qu'ils dépensaient au café. Fallait voir les fêtes qu'il y avait. C'était pas la famille qui en profitait. Il y avait une différence de mentalité entre les anciens et les générations d'après la guerre de 14-18. Les anciens, ils essayaient de pas vous montrer les combines du métier. Si vous aviez le malheur de leur prendre un outil, c'était une catastrophe ! C'était une sacrée mentalité. Toujours les anciens ont rouspété quand on a acquis des avantages. En 36, quand il a fallu que les qualifiés aient un C.A.P., ils ont gueulé: ils n'avaient pas de diplômes: "Et nous, comment on va être payés" ? En principe, c'étaient des ruraux qui n'avaient jamais eu d'apprentissage, qui s'étaient formés sur le tas ou à l'union compagnonnique comme mon père. Ils nous ont accusés de leur faire perdre de l'argent quand on est passé de 3 à 4 semaines de congés, quand on a uniformisé les primes, etc... Ils contestaient les progrès sociaux parce que soi-disant, ils perdaient des avantages par rapport aux jeunes. Ces divisions, vous les voyez encore maintenant. Les ajusteurs font bande à part. Ils se croient au-dessus du lot. On les appelle "les fils de soie" parce qu'ils travaillent au

millimètre, tandis que nous, les chaudronniers, on est les "verts-de-gris" (à cause du cuivre).

Avant-guerre, on devait être une vingtaine de la CFTC aux ACB. On allait payer notre timbre directement à Bel-Air. Il n'y avait pas de collecteur. On recevait les bulletins. C'est tout ce qu'on faisait. On était trop jeunes, on n'avait pas d'actions. D'ailleurs, on ne s'occupait pas de syndicat. On s'occupait principalement des jeunes : leur trouver des occupations. On avait les loisirs qui arrivaient, c'était la question d'initier les gars, de leur employer leur temps...

Pendant la guerre, on s'occupait des prisonniers, des jeunes du STO (j'ai fini mon régiment en 41. Comme j'avais suivi des cours d'aviation à Livet pour aller dans l'aviation, je me suis marié aussitôt démobilisé ; j'ai eu un enfant et je ne suis donc pas parti au STO). On faisait des collectes pour les prisonniers. On peut pas dire qu'on était résistant. On n'aimait pas les Allemands. C'est tout. Il y en a eu forcément ... Je pense à Yves Rodiguel, mais lui, c'était parce qu'il avait pris une position à la mairie. Il était adjoint. Il a été emmené. Quand les Allemands sont partis, ça s'est restructuré. Il y a eu les conventions collectives, la loi A. Croizat, les assurances sociales, le rôle du délégué. Après la guerre, la CFTC a pris du poids aux chantiers. Il y avait tous les jeunes, qu'on avait formés à la JOC, qui rentraient. Le rôle du délégué était plus fort. Ça donnait du poids aux compagnons. A cette époque-là, on était élu par atelier mais pas à la proportionnelle. Avant 48, c'était la liste majoritaire. Tant qu'il y a eu ce système, on n'a pas pu avoir un délégué. La CGT pensait ne faire qu'une bouchée de nous. On nous prenait pour de petits rigolos. Avec la proportionnelle, on a cependant commencé à avoir un délégué au C.E., puis on a eu 3 délégués d'atelier, mais jamais à la chaudronnerie. Moi, j'ai été présenté je ne sais combien de fois. A chaque coup, les gars me disaient: "Encore une veste, encore un pardessus" ! J'étais dans le coin le plus dur, ceux qui étaient au fer (la forge). C'étaient les hommes les plus durs, c'était majorité CGT. Et puis, voilà-t-il pas qu'un jour, les gars du syndicat disent :

"C'est-y pas malheureux ! Joseph, il est là tout seul. On voudrait bien qu'il monte". Alors, comme le CE englobait tout, ils m'ont mis sur la liste du CE en position éligible. Mais comme j'avais fait beaucoup de travail dans l'année (1952) dans mon secteur, les gars m'ont élu aussi délégué d'atelier. C'était le bouquet ! C'est difficile de faire les deux.

Délégué au CE, on a une vue d'ensemble, on discute souvent avec le patron. J'aimais bien discuter avec le directeur. Le délégué d'atelier doit défendre l'ouvrier. Le comité d'entreprise, si le rôle est bien joué, ce serait de faire marcher l'entreprise, de bien faire marcher l'atelier.

Quand je suis rentré au CE, la première chose que j'ai dite à mon patron: "C'est honteux, regardez notre matériel et nos méthodes" ! Je l'ai mis devant les faits. Il en mordait son crayon: "On en est encore aux charrettes à bras pour transporter les pièces et traverser les boulevards". Nous, à la chaudronnerie, on était de l'autre côté du boulevard. Pour sortir les pièces de l'atelier et les amener à bord, on tirait la charrette sur le boulevard ! "Quand les Américains nous voient travailler comme ça ... ils doivent dire que nous sommes arriérés". Quand on a, à bord, quelque chose à transformer ou vérifier, il faut retourner à l'atelier, retraverser le boulevard, reprendre la charrette. Vous devriez mettre un atelier au bord du quai" ... C'est là qu'ils ont mis l'annexe, ce qu'on a appelé l'annexe. Pour le ramassage, j'ai fait mettre le petit train dans les ateliers à heures fixes pour regrouper les pièces envoyées à bord. J'ai été assez critiqué pour ça ! Les contremaîtres étaient contre. Ils devaient remplir une fiche pour tout ce qu'ils mettaient dans le petit train. C'était contrôlé. On se dépêchait de finir une pièce pour la mettre au train car on savait qu'il passait à telle heure. Car, quand on dit que les ouvriers sont des fainéants, c'est faux, archi-faux ! Oui, on pouvait voir un ouvrier sur les bordées prendre l'air, oui il prenait l'air parce qu'il venait de travailler dans le fond avec les fumées et tout. Moi, j'ai vu des gars, c'était inhumain de travailler comme ça. Un jour que je réfléchissais sur un plan, le contremaître m'engueule: "Alors, au travail" ! "Ah, oui, mais je travaille, même si

mes mains ne travaillent pas, c'est mon cerveau qui fonctionne". Je ne suis jamais passé contremaître (comme mon frère) : je suis à peine arrivé à P3 deux ans avant la retraite. Un compagnon par moment doit penser, réfléchir sur son travail. On n'est pas des robots. Nous, aux A.C.B., on était quand même un chantier de pointe. Je sais bien qu'à Dubigeon, ils disent qu'ils sont les meilleurs, mais ... enfin, nous, on a eu des brevets pour les dragues, les brevets pour la marine nationale, les hélices à pales variables, les turbines. Le nucléaire est parti de "Bretagne". Moi, j'ai travaillé pour la première usine nucléaire .

Après 1955, j'ai arrêté parce que j'ai fait une dépression nerveuse. Il n'y a pas que moi ; il y en a aussi de la CGT qui ont fait de la dépression nerveuse. "55" ça a été le plus dur. Beaucoup de militants en ont attrapé un bon coup, là. Après les grandes grèves de l'été (on était lockouté). Tous les jours, on allait en ville se promener. On n'avait pas le droit de s'arrêter, de stationner ou de s'asseoir. Sinon, entrave à la circulation. Le préfet nous avait avertis. On n'avait que le droit de marcher à petits pas, à tout petits pas. On a monté le passage Pommeraye, Nantes on l'a connue ! On n'a pas arrêté de marcher pendant un mois. Celui qui ne connaissait pas Nantes, il a appris. On a bloqué les ponts. Les CRS ont balancé nos vélos par-dessus les parapets et ils nous ont couru après jusqu'à St André, une paroisse à 3 Km de Pirmil. Le plus dur, c'est qu'on est rentré avec moins d'augmentation que ce que proposait le patron au début de la grève. Au vote pour la reprise, on n'a eu que 51 %. C'est là que Gilbert Declercq a défendu Jacquet qui était le permanent de la CGT, un vieux militant. C'étaient des braillards qui en avaient après lui, qui ne voulaient pas accepter de reprendre, qui lui avaient craché à la figure. On l'a sorti de la Mutualité.

Quand on est militant ouvrier, c'est pas rigolo des fois. On a parfois des défaillances. Je n'ai adhéré à aucun parti politique mais je suis rentré à l'ACO. C'est très différent. On essayait de voir les problèmes de haut. On aime bien se retrouver avec d'autres que nous, discuter si on a bien ou mal fait. Les autres ne jugent pas forcément

comme vous. Il faut comprendre le jugement des autres. A l'ACO, on se retrouvait sous le jugement des autres.

J'ai eu 8 enfants. Ma femme ne travaillait pas. L'idéal de notre génération, c'est la femme au foyer. Il fallait la conserver à l'écart d'une vie trop dure. 8 enfants : 8 militants à la CFDT ! dont 1 permanent (aux municipaux) : il avait commencé à se faire séminariste. Ma femme était d'accord, mais pas moi. Il a lâché. Mes enfants sont ouvriers, employés : il y en a un qui est artisan. Une de mes filles est institutrice privée, une belle-fille institutrice laïque. Quand on se réunit, on ne parle pas de politique !

Léon ROUSSEAU

Né en 1922 à Rezé

Père : manoeuvre SNCF puis bâtiment

Ecole primaire privée. C.E.P.

C.A.P. chaudronnier

Manoeuvre, électricien, charpentier (Batignolles, S.N.I.A.S.)

Délégué du personnel. Responsable hygiène et sécurité au Comité central d'entreprise

3 enfants.

Mes grands-parents étaient agriculteurs des deux côtés. Les parents de ma mère, propriétaires de 15, 20 hectares à la Petite Lande, faisaient pas mal de vignes. Ceux de mon père à Bouguenais étaient fermiers ; c'était tout petit, ils avaient 7 hectares, ils allaient vendre leurs légumes au marché.

Mon père -ils étaient 4 ou 5 enfants- a travaillé un peu la terre. Il est resté à la ferme jusqu'à son mariage. Il n'y avait pas de place pour tous, il a été chercher du travail ailleurs. Je ne sais pas où il a travaillé au début. Par la suite, il a travaillé aux Chemins de fer, en 1922. Après les grèves, après les vidages de 1921, ils réembauchaient des nouveaux, des agriculteurs surtout. Il était homme d'équipe, au service des colis, manœuvre quini ! Il gagnait pas cher, quelque chose comme 800 F par mois ! Ma mère ne travaillait pas, elle tenait le ménage. Elle a été malade pendant longtemps. Elle avait souffert des restrictions pendant la guerre ; elle est morte de la tuberculose à 34 ans. Quand mon père est tombé veuf à 36 ou 38 ans, il a vécu seul, ses enfants étant en apprentissage. Il buvait pas mal : il a été viré. C'était une mesure disciplinaire ; il est parti des Chemins de fer avec une retraite proportionnelle. Il a tra-

vallé ensuite dans différents endroits comme manoeuvre, un peu partout dans le bâtiment ...

On était trois enfants en tout. Il y en a eu d'autres, mais il n'y en a que trois qui ont vécu. On est allé à l'école privée, c'est ma mère qui l'avait décidé. Personne du côté maternel n'était allé à l'école laïque ; ma grand-mère ne l'aurait pas accepté. Quand on a commencé à envoyer nos gosses à nous à l'école publique, on a eu des réflexions, c'était la bagarre. Tandis que chez mon père, ils sont tous allés à l'école laïque. Je me souviens : à l'école chrétienne, quand il y avait des élections, on recevait des recommandations, il fallait faire la commission aux parents. On faisait des prières à l'école pour que la bonne liste passe.

J'ai continué l'école quelques mois après le CEP mais le coeur n'y était pas et j'ai foutu le camp. L'école n'était pas agréable. On recevait des coups, on était gardé en punition (mais à l'autre école c'était pareil). On bachotait pour le Certificat. Il fallait l'obtenir : c'est tout ! Il y avait quelques enfants privilégiés mais ils étaient peu nombreux : les fils des gens riches de Trememoult qui subventionnaient l'école. Les maîtres s'occupaient davantage d'eux et quand il y avait des conneries faites, c'était toujours notre faute, à nous. Mon frère, lui, n'est pas allé à l'école souvent. Il avait été mis en pension dans une ferme ; avec la guerre, il a été déménagé d'un coin à l'autre. Il n'a rien appris en fin de compte. Il a fait peintre, il n'a jamais dû avoir son CAP mais avec l'argent de ses beaux-parents, il a monté un truc à son compte. Il est plus riche que moi maintenant ! Mon père m'a emmené chez un maraîcher pour me trouver du travail. J'ai été placé chez un jardinier, en apprentissage en quelque sorte : il en prenait un ou deux, il payait pas, il nourrissait. Ces maraîchers étaient des fascistes ! Quand l'usine de Château-Bougon a été occupée en 36, faut voir un peu les salades qu'ils racontaient là-dessus : c'étaient "les rouges, et ceci et cela" ; car à Rezé, les jardiniers ont longtemps maintenu la droite au pouvoir. Les maraîchers, c'étaient des fervents défenseurs de l'ordre. On les a retrouvés dans les C.D.R. en 68 : il

y avait des vedettes ! Après, ils sont rentrés à la S.N.I.A.S. Le patron a repris du poil de la bête grâce à eux ; il les avait embauchés puis promus. C'étaient des gens qui avaient vécu autour des groupes de musique, de sport, du Cercle St Paul, des gens qui avaient créé la C.F.T. à l'entreprise et qui, maintenant, se sont rattachés à F.O. Le clergé s'est débarrassé du Cercle mais l'esprit est resté. A Rezé, c'est moins vrai qu'à St Paul. Les conservateurs, on les trouve du côté de Pont-Rousseau, ça tourne autour des commerces, du petit artisanat, tandis qu'à Rezé, pas de commerce pour ainsi dire, pas d'artisanat, très peu sauf à Trememoult avec les patrons pêcheurs, les petits bateaux, les charpentiers des chantiers ; mais à Trememoult, à part le clan des cap-horniers, les capitaines qui eux fréquentaient l'église, tout le reste était pour ainsi dire opposé, un peu anar... Il y avait donc des bagarres car les gens de Pont-Rousseau, de droite, étaient hostiles aux ouvriers, aux congés payés ; ils étaient Doriotistes. Ils ont sauté au cou de Doriot quand il leur a dit qu'il fallait mettre au pas les anars, les grévistes ! Rezé n'était pas très politisé cependant, sauf les îles et surtout la "haute île" avec les communistes, les socialistes au petit bourg, derrière le café de la Fraîcheur. Au centre de la commune, au milieu de tout ce monde-là, il y avait le château : la famille de Monty . 20 personnes, le châtelain, sa femme, le jardinier, sa famille, 2 fermiers, le personnel de service vivaient sur les 40 à 60 hectares du château. Le chatelain, je ne l'ai jamais vu se mêler à ces histoires politiques. Il était déjà en perte de vitesse !

Chez ce jardinier, ça a duré un an et demi. Je ne voulais plus rester là-dedans. J'ai demandé à rentrer aux Chemins de fer, mais c'était fini, on ne rentrait plus ; ils avaient fait le plein des jeunes en 1921-22. Alors, avec ma grand-mère qui s'occupait un peu de moi, on est allé voir pour du travail au bureau de placement. Ils m'ont placé dans la restauration à faire le groom. J'y suis resté six mois ; je suis parti parce que ça ne me plaisait pas, ce n'était pas un avenir. Après, je suis entré chez un maréchal-ferrant pour apprendre le métier, mais je n'ai rien appris et je suis sorti au

bout de huit mois pour aller travailler chez un marchand de charbon. Puis la guerre est arrivée, ils ont délesté une grande partie du personnel et moi, je me suis retrouvé dehors.

Après, les emplois se sont multipliés : je quittais un endroit pour aller dans un autre. Je suis allé creuser des tranchées pour alimenter en eau l'usine de Château-Bougon ; j'ai travaillé successivement à faire la piste de Château-Bougon puis à faire du jardinage pour mettre du gazon autour des hangars. J'ai dû faire 5 ou 6 boîtes. Fin 41, je m'étais fait inscrire pour apprendre un métier de menuisier ou charpentier, une sorte de F.P.A. Il manquait du personnel dans le bâtiment. Les Allemands raflaient pas mal de monde pour aller en Allemagne ou pour travailler pour eux en France ; alors, il y avait une pénurie et ils engageaient les jeunes soit à se recycler, soit à apprendre un métier. C'était chez un patron et on suivait des cours par ailleurs. J'ai fait ça d'abord chez un menuisier mais le contrôleur s'est aperçu qu'on enfonçait des pointes mais qu'on n'apprenait rien. Il m'a changé de boîte ; je me suis retrouvé dans la charpente à Zola. Là, il y avait des gens sérieux, on apprenait le métier.

Octobre 42 est arrivé ; le patron m'a dit : "T'es réquisitionné, je ne peux pas te garder, il faut que t'ailles dans tel endroit". C'était le chemin de l'Allemagne ; j'y suis resté 30 mois : octobre 42 - mai 45. J'ai travaillé avec pas mal de gars : des Français, mais il y avait aussi des Polonais, des Ukrainiens, des Belges, de tout. Il y en avait qui gagnaient de l'argent. C'était comme ici, on travaillait au boni. Mais moi, j'étais dans un endroit où on ne travaillait pas au boni : j'étais à l'entretien. Certains gagnaient le double de moi. On travaillait à la chaîne. J'avais été réclamer. On m'avait dit : "Mais bien sûr, c'est tout à votre honneur de vouloir travailler plus, on va vous changer de place, on vous enverra un papier", mais j'ai pas insisté, car comme je faisais rien là où j'étais, c'était pas la peine de travailler autre part. Les conditions de vie étaient dures : de la soupe à la flotte et aux rutabagas ; les conditions de travail, non, bien qu'on fasse douze heures

par jour, je n'ai jamais travaillé aussi peu ! On a fait 30 mois sans revenir. Ceux qui étaient mariés sont partis en permission au bout de six mois. C'était prévu qu'à leur retour, les autres iraient. Comme ils ne sont pas revenus, on n'est pas parti. Du département, on était tous des artisans, la plupart avaient dix ans de plus que moi, ils étaient mariés. Il y a eu des tentatives d'évasion. Certains se sont fait la belle. Y avait pas grand mérite : la frontière était à côté, il fallait prendre le train et ne pas se faire piquer. Moi, je ne l'ai pas tenté, j'étais pas assez courageux ! J'étais pas plus mal là qu'ailleurs ; il y avait des bombardements mais il y en avait aussi en France. Il y avait la Résistance. Moi, j'étais pas tellement enclin à défendre le pays, alors je suis resté là-bas. Je n'admettais pas qu'on dispose des gens comme ça ! Je le dis comme Cavanna. Vous n'avez qu'à lire "Les Russkofs", vous verrez, pareil ! J'étais un peu dans le même état d'esprit. J'étais anti-militariste, ça n'a pas changé ! J'ai tout vu là-bas en Allemagne. J'ai vu les Italiens que les Allemands avaient ramassés, vendre tout pour un casse-croûte. J'ai vu les Américains se saouler la gueule. J'avais vu les Anglais en 39, c'étaient des ivrognes finis ...

Et puis on est revenu. Je suis retourné dans la boîte d'où j'étais parti, dans la charpente. J'avais postulé pour travailler dans l'industrie et j'essayais de suivre leur F.P.A. pour devenir tourneur. Je suis resté quatre mois en F.P.A. C'était rapide à ce moment là, ils ne gardaient pas les gens longtemps car il y en avait d'autres derrière et quand je suis sorti, je ne connaissais pas grand-chose. Je n'ai pas trouvé de boulot aussitôt. Je me suis fait embaucher chez Dubigeon qui était à côté de chez moi, comme manoeuvre, en attendant autre chose. Puis je suis entré aux Batignolles : je m'étais fait embaucher comme postulant tourneur et me suis retrouvé chaudronnier. Il y a eu un coup de feu pendant quatre ans aux Batignolles. Après, il n'y avait plus de locomotives, on en avait acheté aux Américains. On n'en avait plus à faire et ceux qui travaillaient aux réparations se sont retrouvés à balayer. Comme en Allemagne j'avais fait l'électricien, ils m'ont fait faire un essai et je suis resté quatre ans comme électricien : en tout donc sept ans aux Batignolles.

C'est là que j'ai commencé le syndicat mais je devais bien avoir près de 30 ans. Je suis entré en 46 et j'ai dû me syndiquer en 48 mais sans militer, juste payer le timbre. A la C.F.D.T., il y avait G. Declercq que j'ai connu : j'ai commencé à militer aux Batignolles en 1947 au moment des grèves. Elles étaient menées par la C.G.T. et le P.C. On a commencé à faire la grève en même temps qu'eux et puis ça a mal viré. Je ne sais pas ce qu'il s'est passé, toujours est-il qu'on a arrêté. Au départ, ce qui a donné le coup de fouet à la CFDT, c'est d'abord l'action de G. Declercq mais aussi parce que la CGT a éclaté avec la création de FO. Les gars qui n'étaient pas adhérents à l'une ou à l'autre, se sont rattachés à nous comme à une bouée de sauvetage. Un syndicat non divisé ! Ils pensaient aussi qu'on serait plus proches de la direction ! Nous avons pris au début une option lâche ... mais sans le crier sur les toits. Moi, j'ai été d'accord pour le changement de sigle et devenir CFDT. Quelques-uns d'entre nous sont restés à la CFTC à cause de l'école privée. Ils ont voulu rester fidèle à l'enseignement libre ...

Je travaillais donc aux Batignolles mais pas à l'usine, dans les cités ouvrières qui dépendaient de l'entreprise. Il y avait une équipe de 18 personnes : des gens qui ramassaient les poubelles, des menuisiers pour réparer les maisons, un forgeron, 2 ou 3 serruriers. On avait besoin d'électriciens, les installations dataient de 1917 ; il fallait les refaire. Je suis donc rentré dans cette espèce de sous-entreprise des Batignolles qui touchait les loyers et faisait les réparations. Il y avait dans cette équipe l'obligation d'avoir des délégués du personnel mais personne n'en manifestait le désir. Le gérant voulant être en règle, avait sollicité 2 personnes : il avait fait les papiers, écrit les bulletins, les gens votaient. C'étaient les délégués du patron. Par rapport aux salaires de l'usine, on était désavantagé. Alors on a commencé à parler : "Est-ce qu'il n'y a pas quelqu'un pour se présenter plutôt que de laisser ces 2 couillons-là ! Ou bien alors, qu'ils se syndiquent" ! Un jour, sans que je sois candidat, j'ai eu 9 voix sur 15, un collègue plus âgé : 10 et les deux candidats dont le contremaître : 2 ! Voilà comment j'ai commencé à être délégué. Ça a duré jusqu'à ce que je parte des Batignolles.

J'avais suivi la promotion sociale pendant 2 ans pour avoir mon CAP de chaudronnier que j'ai eu en 53. Alors, j'ai tout de suite cherché du travail dans la branche et je me suis retrouvé dans une petite boîte du côté de Vertou. J'étais toujours syndiqué mais individuellement. J'y suis resté un an, le temps qu'il y ait de l'embauche à la SNIAS. J'avais un voisin qui y travaillait, j'ai fait un essai et j'ai été embauché au mois de novembre 54. J'y suis rentré comme P1, je suis passé P2 en 1955, et je n'ai jamais bougé de P2.

En entrant à la SNIAS, j'ai tout de suite demandé s'il y avait quelqu'un de la CFTC. Ils ne faisaient pas beaucoup de publicité ; ils n'allaient pas chercher les gens. J'ai trouvé un gars de la CFTC qui m'a dit : "C'est pas moi qui m'occupe de ça, va voir tel autre ..." J'ai été voir l'autre pour prendre ma carte. C'était très mal organisé. On était une quarantaine de syndiqués, ce qui n'empêchait pas la CFTC d'avoir deux délégués. La SNIAS était un bastion de la CGT, mais on a profité des circonstances. Ils avaient été décapités l'année avant mon arrivée. Il y avait eu une grève soi-disant politique. C'était au début de la guerre froide. Il y avait eu une manif à Paris au cours de laquelle Duclos avait été arrêté pour espionnage parce qu'il transportait des pigeons. Une histoire de fous ! N'empêche que le lendemain, la CGT débrayait à la SNCASO et les gars ont fait une sortie. Certains qui avaient eu peur, avaient fait un bon de sortie, mais les purs, les vrais - bien qu'ils aient été mis en garde par la direction - sont sortis quand même ! Résultat : ils en ont viré 50 ou 52. Ils ont en somme décapité la CGT mais ensuite elle s'est remise debout ; elle a repris du poil de la bête parce qu'il n'y avait pas de concurrence syndicale. Lors des grèves de 1955, la CGT avait l'usine bien en main et nos deux délégués, deux petits bonshommes, ne faisaient ni action, ni bruit. La CGT avait créé un comité d'action mais la CFTC nous avait conseillés de ne pas entrer là-dedans, alors j'y suis rentré. C'était ça, ou n'être au courant de rien, être coupé. Dans ce comité, il y avait beaucoup de non-syndiqués. Il y avait eu beaucoup de vocations spontanées : des gens qui ne militaient pas en temps normal. Parmi eux, un type A. que je soupçonnais fort d'être un gars manœuvré par la CGT. Lui me soupçonnait de la même chose !

Pendant la grève, A. avait épaté tout le monde : il n'avait pas peur de monter à la tribune et de parler. C'était en somme le messie pour les gars, parce qu'il n'y avait pas grand monde pour diriger, pas de gars valables. L'année suivante, on s'est retrouvés tous les deux élus délégués du personnel ... sur la liste CFTC. Ça, ce sont les débuts, et puis la CFDT a suivi son chemin. Moi, j'ai eu la responsabilité de l'hygiène et de la sécurité au niveau national. J'ai été aussi pendant 15 ou 18 ans à la Commission qui s'occupe du 1%. Au niveau du Comité Central d'Entreprise, on doit contrôler l'argent collecté au niveau du 1% des salaires en vue de la reconstruction des logements et de l'accession à la propriété.

J'ai toujours été un militant plus syndical que politique mais j'ai fait les deux. Pendant la guerre d'Algérie, j'étais dans un mouvement qui s'appelait le Mouvement Populaire et Familial (M.P.F.) Au départ, c'était un mouvement politique et familial. Ça avait été créé à la sortie de la guerre de 1940 par des jocistes et d'autres jeunes travailleurs qui éditaient un journal clandestin. Après la guerre, une partie du M.P.F. s'est prononcée contre l'école libre et il y a eu à Berlin le premier Congrès de la Paix auquel une partie du M.P.F. a voulu aller. Ils se sont fait accuser par l'autre partie d'épouser la cause communiste. Ils se sont séparés : ça a donné le M.L.P. en 1950 ou 51. C'était totalement indépendant du clergé, même si quelques membres étaient à l'A.C.O. comme moi (j'ai jamais été à la JOC). C'était un lieu de réflexion et de témoignage. Ça a joué un rôle important pour la prise de conscience des travailleurs sur les lieux du travail.

Donc en 1954, j'étais au MLP. A l'époque, il n'y avait que quelques farfelus comme moi, on n'était que quelques manifestants contre la guerre d'Algérie. La CFTC ne voulait pas trop se mouiller et ils m'avaient dit qu'il fallait la mettre en veilleuse parce que je n'étais pas seulement un militant du MLP mais aussi de la CFTC et qu'on risquait de perdre des adhérents. J'évitais de m'afficher à la porte de l'usine mais enfin, je ne cachais pas mes idées. Après, le MLP est devenu l'U.G.S. ; au moins une partie car l'autre partie est devenue

le PSU où je suis entré. En tant que membre du PSU, j'ai été conseiller municipal de Rezé pendant 12 ans. Je suis resté au PSU jusqu'à ce que la plus grosse partie s'en aille au P.S. J'ai failli y rentrer moi aussi. J'avais demandé mon adhésion mais je ne me suis pas présenté à la première réunion : ce qui m'avait braqué, c'étaient les libertés que prenaient les municipaux, les services techniques de la mairie et que j'avais dénoncées quand j'étais conseiller: c'étaient eux les cadres, les technocrates qui dirigeaient le parti. J'ai vu qu'il n'y avait rien de changé au P.S. Je ne leur ai pas couru après.

E. M.

Né en 1921

Mère : employée de maison

Ecole primaire privée. C.E.P.

Apprenti rempilleur de chaises dans institution catholique pour  
handicapés visuels

Résistant F.F.I.

O.S. Saunier-Duval

Délégué du personnel. Secrétaire du C.E.

Président de l'U.L. Métaux de 1953 à 1973

5 enfants.

Je n'ai pas connu mes grands parents, ni d'un côté, ni de l'autre. Ni mon père ... Je n'ai connu que ma mère, qui était mère célibataire. Je n'ai pas été élevé par elle, j'ai été élevé par des gens en Loire-Atlantique, dans la région de Blain, des braves gens, mais des pauvres gens. Ma mère ne pouvait pas me garder, il fallait qu'elle travaille, et à l'époque, le travail des femmes, ce n'était pas comme maintenant, c'était un travail d'employée de maison, en Bretagne ... Ma mère avait pourtant une certaine culture, elle était même pour son époque, très instruite, elle avait été secrétaire de mairie et secrétaire d'un notaire ... Je n'en connais pas grand-chose, je sais qu'il y avait eu un problème, étant donné que ma venue au monde n'était pas attendue ... Mais j'ai toujours vu ma mère, elle s'est toujours occupée de moi, on a toujours été très proches. Quand elle a été très âgée, elle est venue à la maison, et elle est morte, pas à la maison malheureusement, mais elle a été longtemps ici.

Moi, je suis né en 1921, et j'ai donc été mis en nourrice chez des gens qui s'occupaient d'enfants. J'ai été mis à l'école privée, on

était mis à l'école suivant la volonté des parents, les gens qui s'occupaient de nous s'en fichaient pas mal qu'on aille à l'école publique ou à l'école libre. A l'école, j'ai eu des bons et des mauvais moments ; j'ai des souvenirs comme beaucoup de gens peuvent en avoir de leur temps d'école. Il faut signaler quand même au départ que j'étais handicapé visuel, et qu'handicapé comme j'étais, j'avais du mal à suivre l'école, et je ne m'y intéressais pas. Alors, je faisais beaucoup de choses et plus souvent du travail manuel que du travail scolaire : le mari me débauchait de l'école, on allait en forêt, il vivait de tout ce qu'il pouvait sortir des produits de la forêt, il n'avait pas de terre à lui, il ramassait de la mousse pour les horticulteurs de Nantes, il faisait des balais ... et il allait aussi dans les fermes pour travailler. J'allais avec lui en forêt, et ça, ça tombait dans mes cordes et ça allait tout seul. J'ai d'ailleurs été mis à la porte de l'école, à Blain. J'étais peut-être un peu bagarreur, je ne sais pas, mais surtout indiscipliné, je n'aimais pas qu'on m'oblige à faire quelque chose ! J'ai donc quitté l'école et cette famille à 14 ans, pour aller dans une école d'handicapés visuels, la Persagottière. J'étais en pension dans cette institution, pour apprendre un métier. Ma mère payait une partie de la pension, mais il y avait une prise en charge par le département. Je ne pourrais pas dire exactement comment ça se passait, mais je sais que ce n'était pas simple ! On n'avait pas le choix pour apprendre un métier, c'était rempailler les chaises, faire des brosses, ou, pour ceux qui avaient le don, la musique. J'ai appris le métier d'empeilleur de chaises ... On avait des cours aussi, c'est là que j'ai passé mon certificat d'études ; c'était semi-professionnel, mais on avait des heures pour le français et pour tout ça, un peu comme ça se passe maintenant ... Comme ambiance, c'était assez "régimenté" ... Là aussi, j'ai eu quelques problèmes ... Ça avait commencé par un frère qui m'avait donné un coup de pied, je lui avais rendu un grand coup de pied dans les jambes ! Et un autre frère, m'avait pris à part, m'avait passé un savon, bien comme il fallait, mais en me prenant du bon côté et on était devenu copains ! C'est comme ça, il y a des tempéraments ! Et comme on dit : "On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre" !

Je suis entré à la Persagottière en Octobre 36. J'avais 15 ans, c'était quand même fini, mais je m'en souviens bien ... Je me souviens surtout de la joie des travailleurs quand ils ont eu leurs quinze jours de congés payés. Ils ne s'en allaient pas dans des grands voyages ... Ils allaient à la pêche, ils étaient heureux ! Mais heureux comme tout ! Avant ils faisaient la semaine anglaise, c'est-à-dire qu'ils travaillaient jusqu'au samedi midi. Ça a été une sacrée joie, c'était sensationnel. Les paysans chez qui j'étais, eux, n'étaient pas d'accord : les travailleurs étaient mal vus, ils étaient pris pour des fainéants ! C'était toute une mentalité à changer, comme il y a toute une mentalité à changer encore à l'heure actuelle ! Quand je suis sorti, je suis resté un moment dans la nature, un peu livré à moi-même, c'était en Juin 40, c'était la débâcle. Je suis retourné à Blain, chez les gens qui m'avaient élevé. J'avais 19 ans, il fallait gagner ma vie, j'ai travaillé dans le bâtiment. A l'époque, les jeunes allaient travailler là où il y avait du travail ; c'était la guerre, on vivait misérablement, on n'avait pas à bouffer, on se divertissait comme on pouvait.

C'est là que j'ai découvert la JOC, j'ai rencontré des jeunes qui militaient dans la JOC, j'ai commencé à militer. On a fondé une section dans la région : avec un copain, on a découvert qu'il fallait faire de l'action pour les jeunes, et comme on était chrétiens, on s'est mis à la JOC ; on a fait ça comme ça, on est allé trouver le prêtre ... C'était quand même un peu spécial, parce qu'à ce moment-là, les jeunes bourgeois, même sympathiques, faisaient, eux, du "patro" et puis il y avait les jeunes paysans qui, eux, étaient organisés en JAC, qui était bien implantée dans ce milieu rural. Alors on avait quelques frictions : avec les paysans qui nous reprochaient d'avoir les congés payés et de ne pas travailler. (pour eux, on était des fainéants). Alors, on se bagarrait un peu, de temps en temps ; j'ai conservé quand même de bons camarades parmi eux, quand on se voit, ça rappelle des vieux souvenirs, on en rigole !

Mais où l'on avait des problèmes, c'était avec les jeunes, les "bourgeois", comme nous les appelions; c'étaient de fait, les fils

d'artisans et de commerçants du bourg, mais eux, ils faisaient des activités, du sport. On se côtoyait, mais on n'avait pas du tout les mêmes activités. Eux faisaient du sport et nous faisons nos révisions de vie de jeunes militants. C'était tout à fait différent ! On se côtoyait parce qu'on était des jeunes et ça ne se coupe pas au couteau. Il y avait des problèmes par rapport à ce qu'on pouvait appeler à l'époque, le "pétainisme" et le "gaullisme". Moi, j'étais mal vu parce qu'on connaissait mes idées sur le gouvernement. J'étais assez mal vu, y compris par mes camarades de la JOC. Il faut se remettre dans le contexte, la politique était un sujet tabou, c'était dangereux !

Quand je suis venu dans le milieu ouvrier, quand j'ai vu toutes les difficultés qu'on rencontrait, toutes les injustices qui se produisaient, je me suis un peu révolté, dans le bon sens du terme ! A la JOC on abordait aussi les questions du moment, les conditions de travail, les jeunes, l'occupation ... C'est pour ça que j'avais commencé à militer à ce moment-là et puis très vite, j'ai éprouvé un sentiment anti-nazi et j'ai milité dans la Résistance.

A l'origine, c'est très simple : j'ai entendu De Gaulle, j'ai entendu Pétain, je me suis trouvé entre deux attitudes, j'ai choisi celle de De Gaulle, pour des raisons qu'on peut voir différemment maintenant, avec le recul. A l'époque, c'était le refus de la défaite, je n'admettais pas que les Allemands puissent devenir les maîtres du monde ; je n'ai pas été poussé par autre chose que les deux discours. C'était impressionnant d'entendre De Gaulle, et personnellement, même si les choses ont été tout à fait différentes par la suite, j'ai eu une grande admiration pour De Gaulle. J'ai entendu l'appel de De Gaulle du 18 juin, j'étais chez un vieux retraité cheminot, un homme de 60 ans, qui se posait des questions par rapport à l'avenir du pays, qui avait fait la guerre de 14-18 et que Pétain avait marqué. Pétain, c'était quand même l'homme qui avait marqué son époque : "Je fais le don de ma personne à la France" ! Ce cheminot captait chez lui la radio anglaise, il m'avait dit ce jour-là : "Viens donc, il paraît qu'il y en a un qui va parler aujourd'hui !", et on l'a entendu ! Après, j'allais

tout le temps, chez lui ou ailleurs, entendre la radio anglaise.

Dans le bâtiment, à l'époque, c'était dur, on était mal payé et puis c'était dur, on n'avait pas le modernisme qu'il y a maintenant ... Et puis, on travaillait pour les Allemands ! On était obligé ; de toute façon, on ne pouvait pas faire autrement, il fallait bien gagner sa vie ! C'était pour faire un blockhaus. Les Allemands faisaient tout un tas de choses dans la forêt, ils avaient relié la voie ferrée, pour amener les munitions en vue de l'invasion de l'Angleterre, on n'était pas très loin de Saint-Nazaire. On travaillait pour des entreprises françaises privées qui étaient sous-traitantes, commandées directement par les Allemands.

Le renseignement, ça n'est pas venu tout de suite, en 41, mais en 42-43 pour moi ... Les choses n'étaient pas simples ; faucher des documents aux Allemands, il fallait faire attention de ne pas se faire coincer. Je suis entré dans le premier bataillon de FFI de Loire-Atlantique. J'y suis entré par un réseau de résistance, Libé-Nord, je crois ... C'étaient des camarades, des gens du patelin ; c'étaient surtout des gens des "classes moyennes" de cette époque, des commerçants, des artisans. On faisait du sabotage, et du renseignement, mais c'était surtout organiser des parachutages.

Je n'ai pas, moi, participé à des combats, mais j'ai été dans la Résistance depuis 42. A 24 heures près, j'aurais été dans le maquis de Saffré. Après, j'ai toujours été en première ligne, mais étant donné mon handicap, j'avais plutôt des responsabilités internes dans les FFI ; mais je n'ai pas eu de grade, je n'en voulais pas. Je ne suis pas allé au maquis de Saffré parce que je travaillais, et puis j'avais été blessé. Le soir où les copains sont partis, je n'étais pas chez moi. J'avais un signe sur ma porte de chambre : une punaise au milieu de ma carte de visite ; si la punaise était enlevée, ça voulait dire que je n'étais pas là ... Le surlendemain, on m'a dit de déguerpir, je suis venu me camoufler dans un grenier pendant je ne sais combien de temps ; les Allemands avaient trouvé la liste ... Je dirais qu'il y avait un peu d'enfan-

tillage, c'étaient des jeunes surtout, qui couraient trop à droite et à gauche, ils se sont fait remarquer ... Dans la Résistance, il y avait un certain nombre de jocistes, de chrétiens, qui étaient organisés avec l'aumônier du secteur, un prêtre qui a écrit un bouquin sur le maquis de Saffré ... Il y avait avec nous des communistes aussi, dans la Résistance, ce n'était pas tranché. J'ai été deux fois passer la visite pour le S.T.O mais étant donné mon handicap, je me suis toujours débrouillé pour ne pas y aller ; et à la Libération, je me suis fait démobiliser parce que j'avais un handicap. Ils voulaient m'envoyer en Indochine. Alors, pendant la durée de la guerre, pour foutre les Allemands à la porte, c'était d'accord, mais après, c'était terminé !

En 45, après avoir été libéré de mes obligations militaires, j'ai trouvé un chef de chantier que je connaissais bien, et je suis retourné dans le bâtiment. J'étais manoeuvre ; j'ai travaillé comme ça pendant un an, dans des chantiers ponctuels, à Donges, à Saint-Nazaire, j'ai travaillé au déblaiement de Saint-Nazaire. Et là, j'ai rencontré un copain qui était dans la Résistance avec moi, et qui était militant CFTC, et c'est comme ça, à ce moment-là que j'ai pris ma première carte à la CFTC de l'époque. Il faut dire qu'à la fois dans la JOC et dans la Résistance, j'avais connu des militants engagés. J'ai bien connu Gilbert Declercq, qui était responsable fédéral de la JOC, et moi, j'étais responsable d'un secteur "petites villes"; on se rencontrait souvent, c'est à cette époque-là qu'on s'est connu. Donc il y avait un certain nombre de copains, et même si on ne se connaissait pas tous très bien, c'est quand même en fonction de ça que j'ai adhéré à la CFTC en 1945. J'ai pris ma carte sur le chantier ; le syndicat avait repris dès la Libération. On n'était pas très représentatif, à ce moment-là ; c'était plutôt quelques individualités qu'une équipe vraiment organisée. Sur la localité même de Saint-Nazaire, c'était plus regroupé. Au syndicat du bâtiment que j'ai connu après la guerre, c'était une nouvelle génération ; j'avais entendu parler des gens qui étaient dans la Résistance, comme Bodiguel, mais pour moi, il n'y a pas eu de relation, il n'y a pas eu de continuité, ceux qui étaient avant, ils avaient été décimés par la guerre, soit faits prisonniers, soit ils avaient été dans la Résistance et

déportés ; j'ai connu peu de militants qui avaient milité avant la guerre, il y a eu un nouveau démarrage de l'organisation syndicale en 46, il y a eu un souffle nouveau ... Et c'est peut-être beaucoup plus vrai pour la CFTC de l'époque que pour la CGT, parce que la CGT avait quand même une autre structure, était beaucoup plus implantée. Ce n'était pas simple de dire qu'on était de la CFTC !! Surtout dans le bâtiment, c'était la grande "gué-guerre" avec la CGT, il fallait montrer patte blanche ! A l'époque, les problèmes étaient différents, les communistes étaient au pouvoir, c'était l'époque où il fallait "retrousser ses manches" ... On ne les a pas plus retroussées à ce moment-là que maintenant : quand il faut faire son travail, on le fait toujours !

En 46, je suis venu travailler à Nantes, pendant quelques mois, chez un marchand de bouteilles. J'en avais assez d'aller sans cesse de Blain à Saint-Nazaire, et j'étais attiré vers la grande ville. Ça n'a pas duré longtemps, le travail ne m'intéressait pas ; on n'était que deux, il n'y avait pas de vie militante, rien. Les conditions de vie étaient difficiles, on ne gagnait pas facilement notre croûte à ce moment-là, le SMIC n'était pas connu, on avait vraiment des salaires de misère.

Alors, je suis reparti à Blain, pour me mettre à mon compte comme artisan-chaisier. Ça n'a pas marché, je suis revenu à Nantes en octobre 46 et j'ai trouvé une place chez Brandt, comme manoeuvre. J'étais toujours syndiqué à la CFTC, j'avais fait plusieurs syndicats, et là, sitôt arrivé, un camarade m'a apporté ma carte de métallurgiste. Il faut dire qu'il n'y avait que la CGT ; la CGT était implantée et organisée, la CFTC l'était seulement dans le milieu employé. Moi, je me suis retrouvé dans une équipe de manoeuvres, et j'ai senti très vite que les délégués CGT, qui étaient des professionnels ne s'occupaient que des professionnels, et qu'une grande partie des gens était laissée pour compte. J'ai essayé de militer tout de suite dans l'organisation syndicale, à la base dans la boîte, et au plan local dans le syndicat des ouvriers-métaux de l'époque.

En 47, j'ai été élu une première fois candidat aux élections, mais comme c'était le scrutin majoritaire à deux tours, j'ai été battu par la CGT, mais l'année d'après, dans le même scrutin, j'ai été élu délégué ; et j'ai toujours été réélu depuis cette époque. Brandt a changé de raison sociale à plusieurs reprises : Brandt d'abord, puis "Société Nouvelle des Etablissements Brandt" ; M.S.J.O. quand on faisait de l'armement et en 65 c'est devenu Saunier-Duval. Au moment où je suis entré dans l'entreprise, elle comptait 350 personnes environ, elle est passée à 1795 en 1954, pour redescendre après, à 480 jusqu'en 64 et remonter à 1500 à partir de 73.

Il faut revoir toute l'histoire ouvrière, penser que la CGT avant la guerre, pendant, et même après la guerre était nettement majoritaire dans la région. Après, la CFDT est devenue majoritaire, mais à l'époque, dans la métallurgie, il y avait peu d'ateliers qui étaient à majorité CFTC. A l'époque, la CGT était majoritaire, et faisait tout ce qu'elle pouvait pour empêcher une autre organisation de s'implanter. Plus tard, les choses se sont bien passées, parce qu'il y a eu unité d'action jusqu'à une certaine époque, et puis malheureusement maintenant, on revit ce qu'on a vécu dans les années 50. Nous, à la boîte où je travaille, on a eu la majorité à partir de 54, j'ai été élu au conseil d'établissement en 51 ; on a toujours eu le secrétariat depuis 54 et je suis secrétaire du comité d'établissement depuis 51. On a été majoritaire parce que pour nous, c'était être près des revendications des travailleurs, de les défendre, d'informer, d'expliquer, d'être davantage auprès des travailleurs. Ça a été un travail de fourmi, et ça l'est toujours ! ... La CGT avait une stratégie, une vision des choses ... pour elle, ça se décidait plus en haut qu'en bas, c'est tout ! Au départ, la rue de Bel-Air, ce n'était pas grand, ça s'est aménagé après, au fur et à mesure que l'organisation s'est agrandie, il a fallu faire des travaux, c'était très petit. Au début, les "métaux" étaient peu nombreux. Moi, j'ai été trésorier des métaux de 49 à 61 ; j'allais deux fois par semaine attendre les gens qui venaient payer leurs cotisations ; je m'ennuyais au début. Après, ça s'est structuré par section et par entreprise ; de quelques centaines, on est devenu des milliers.

Si on prend la métallurgie, il faut dire que c'est après les grèves de 51, en fin de compte, que la CFTC s'est implantée, malgré toute l'opposition qu'a faite la CGT à l'époque. Les années les plus marquantes au point de vue des adhésions et de l'action, ça a été 51, 53, 55, ça sur le plan de l'ensemble ; sur le plan de l'entreprise, on a eu 57 ... Et puis 68, pour moi, 68 c'est toujours là ! Et le dernier grand conflit qu'on a eu à la boîte, ça a été 76. En 51, toute la métallurgie était en grève. A l'époque, on discutait des salaires, du plan de toute la métallurgie, c'est ce qui a conduit après aux grèves de 55, qui étaient aussi des grèves de la métallurgie. En 51, on a commencé à discuter le renouvellement de la convention collective. Il y avait eu la loi de février 50 qui, après toute la période de guerre, redonnait la possibilité de rediscuter librement la convention collective. Après, il y a eu la première grande grève, en 53. Une grève qui a démarré avec les postiers, au mois d'août ; on a participé interprofessionnellement à cette grève, par des piquets de grève dans l'usine.

Et en 55, il y a eu le fameux conflit de la métallurgie nantaise, qui a duré depuis le mois d'août jusqu'au mois d'octobre-novembre, avec toutes les péripéties qu'on a connues, en particulier la signature d'un accord, par les patrons, qu'ils ont dénoncé la nuit même ! J'étais, moi, en congé quand le camarade Gilbert Declercq qui était secrétaire permanent des métaux, est venu me demander de participer à la commission paritaire avec les patrons. C'est là qu'il y a eu la mise à sac du syndicat patronal. En 57, il y a eu deux grèves, une dans l'entreprise, on a mené une grève d'un mois et demi, en mai-juin. La revendication était de 15 francs anciens, ce qui représentait une certaine valeur à l'époque. On a obtenu satisfaction, pratiquement totalement. Au mois de novembre, par contre, on a eu une autre grève, dans la métallurgie nantaise qui a été un fiasco.

De 57 à 68, il y a bien eu des grèves, mais qui étaient plutôt sectorielles, parfois d'ampleur nationale, mais qui n'avaient pas le caractère de lutte prolongée. Et c'est en 68, donc, qu'on a vécu, chez Saunier-Duval, comme tous les autres travailleurs, la grève que

L'on connaît bien. On a occupé la boîte, comme tous les militants, on a passé notre temps entre l'entreprise et les discussions, on couchait dans l'entreprise une nuit ou deux sur trois, on faisait des équipes de roulement. Il y avait des forums dans l'entreprise, on menait les discussions à la fois sur le plan de l'entreprise et sur le plan de la métallurgie ... On a été une des dernières entreprises à reprendre le travail, et à l'époque, on a eu peur, il y a eu des résistances pour rentrer, on a eu peur des sabotages; il y avait un certain nombre de "gauchos" dans l'entreprise qui s'étaient un peu révélés pendant les événements. On avait fait le vote, il y avait la majorité, mais on avait préféré dire aux gars de rentrer chez eux et qu'on ne reprendrait que le lendemain matin, mais que la demi-journée serait payée. On est allé trouver le patron et on lui a dit ce qui se passait. La seule question qu'il a posée, c'était de savoir ceux qui étaient présents ou pas, ce qui était relativement facile; on avait ramassé les cartes de pointage des gars, il n'avait qu'à les payer. On a eu quelques problèmes, parce qu'il y avait des gens qui avaient toujours été sur le mouvement et qui pour une raison ou pour une autre, n'étaient pas là ce jour-là ... Ça s'est arrangé après. Mais quand tout le monde a été parti, il y a des gens qui sont rentrés dans l'entreprise, qui ont coupé les boyaux d'air, de gaz, qui ont fait des trucs comme ça, c'était la panique ! C'étaient peut-être aussi des gens extérieurs à l'entreprise, il n'y avait pas de contrôle.

Avec le camarade responsable de la CGT, on s'entendait bien; on ne faisait que s'engueuler, mais on s'entendait bien. Pour les problèmes importants, on essayait toujours de faire l'unité d'action, on ne s'affrontait jamais devant le patron. A l'époque, les rapports étaient bons avec la CGT, et je crois que c'était dû à la base, aux équipes de base. Une fois qu'on a vraiment fait notre percée, vers les années 60, que la CGT a accepté la présence majoritaire de la CFDT, on n'a pas eu de problèmes, disons jusqu'en 74. Alors, après, l'équipe CGT a changé dans l'entreprise, ce qui me fait souvent dire que ce sont les hommes qui font les organisations et pas les organisations qui font les hommes, et ça a mal tourné, on a eu le conflit de 76, un conflit relativement important et puis la CGT a renouvelé d'un seul

coup tous ses militants; il y a eu une autre optique, ils ont perdu beaucoup d'influence. Ça s'est passé en deux temps; le camarade dont je parlais tout à l'heure a voulu laisser tomber parce qu'il commençait à prendre de l'âge, il a eu tort, il aurait pu faire comme moi, et aller jusqu'au bout, mais il a laissé le flambeau à un jeune, qui malheureusement, en dehors même de son opinion politique qui est toujours respectable, n'avait pas une conduite personnelle qui convenait: il buvait, alors il n'a pas eu le crédit auprès des travailleurs que les autres militants de la CGT avaient eu auparavant. Et puis en 78, s'est pointé un militant, qui n'était pas forcément du milieu ouvrier et qui s'est servi du tremplin de la CGT pour faire passer ses idées personnelles ... Cette année, au mois de juillet, il a donné sa démission avec pertes et fracas en traînant toutes les organisations syndicales dans la boue.

Saunier-Duval 76, c'est une grève qui a fait date dans la métallurgie nantaise. Après toute une période d'accords d'entreprise, au moment du renouvellement, la direction n'a pas voulu prendre en compte les revendications des organisations syndicales, alors il y a eu une grève qui a duré du 23 janvier 76 au 23 avril, pendant trois mois. Au départ, on a fait des grèves tournantes, un atelier après l'autre, et comme c'est une entreprise où la main-d'œuvre féminine est majoritaire, tantôt on ne faisait débrayer que les femmes, tantôt que les hommes, ce qui créait une désorganisation extrêmement importante de la production. La direction a lock-outé les chaînes de montage vers la mi-mars et c'est là que tout le monde s'est mis en grève. Nous avons repris le travail le 23 avril, sans résultat probant; c'était la première grève importante dans la conjoncture économique actuelle, et on peut dire qu'on a essuyé les plâtres ! Mais c'était une grève majoritaire, soutenue au départ par 90% de la population ouvrière, en excluant évidemment les cadres et les employés administratifs. Avant de reprendre le travail, on avait perdu peut-être dix à quinze pour cent des gens qui nous soutenaient, donc en fin de compte, on a repris le travail dans l'unité, ce qui a évidemment permis que les organisations syndicales CFDT et CGT aient tenu le coup dans l'entreprise, n'aient pas été balayées par l'échec.

J'ai été président de l'Union Locale de 53 à 73, 20 ans ! Et évidemment, j'ai vécu toutes les grandes dates de l'évolution de la CFTC. Il faut dire que notre Union Départementale, aussi bien que notre syndicat de base, était pour l'évolution, et donc on a suivi l'évolution de A à Z. Dans l'organisation CFTC, il y avait toute cette frange ouvrière, née de la JOC, qui était minoritaire, mais pas fractionnelle ; je crois qu'il faut quand même le noter, et dans la métallurgie, on a travaillé au changement d'orientation de la CFTC. Dans mon entreprise on n'a pas connu de scission, même si au départ, on était un peu sceptique sur le fait de changer d'étiquette. C'est vrai que l'étiquette en tant que telle n'avait pas empêché de nombreux travailleurs de venir à l'organisation syndicale, et que pour un grand nombre d'entre nous, ce n'était pas une obligation de changer d'étiquette étant donné que sur le fond de l'affaire, sur l'orientation on était pour l'évolution.

J'étais au congrès de 64 sur l'évolution ; pour moi, c'est un congrès historique, qui s'est déroulé d'une façon remarquable ; il y avait énormément de monde. Le congrès de 64 sur l'évolution avait été longuement préparé, depuis deux ou trois ans, et il a été fait avec l'optimum de démocratie possible, puisque même les gens qui n'étaient pas pour l'évolution avaient fixé la barre à 66% ; il y avait eu une motion disant que pour que l'évolution se fasse, il fallait au moins 66% des voix. On a eu 70,1% des mandats pour l'évolution ! La scission s'est faite le lendemain ; le dimanche matin, ils ont déclaré qu'ils voulaient maintenir la CFTC. Je crois qu'il faut dire qu'il y avait les chauds partisans, et les moins chauds partisans. Moi le premier, j'étais de ceux qui disaient que la CFTC avait bien évolué dans le milieu ouvrier, dans sa partie ouvrière, vraiment ouvrière, que ce n'était pas l'étiquette qui ferait grand-chose et qu'on risquait effectivement d'avoir des gens qui ne nous comprendraient pas. Et effectivement après le congrès, il y a eu des gens (qui n'étaient pas toujours de l'organisation) qui ne comprenaient pas : ça faisait une organisation supplémentaire, et beaucoup de travailleurs se sont interrogés sur l'évolution de la CFTC en CFDT, ils ne comprenaient pas très bien, il a fallu discuter.

Ça fait quand même maintenant 35 ans que je suis dans la même entreprise, et 32 ans que je suis responsable syndical, à un titre ou à un autre dans l'entreprise, sans compter l'Union Locale. Pour moi, le syndicalisme, ça a été toute une découverte, et ça a enrichi toute ma vie. Il a fallu s'accrocher, parce que moi qui n'avais qu'une petite formation, il a fallu lutter et tout, pour décortiquer un bilan, pour discuter avec le patron. Parce qu'on ne discute pas avec un patron en allant le trouver, et en lui disant "nous, on veut ceci ou cela" et s'arrêter là, il faut argumenter, et répondre à ses arguments. Et ce qui était valable il y a 30 ou 40 ans ne l'est plus maintenant, c'est une autre façon de faire les choses. Les patrons à l'heure actuelle, ce ne sont pas forcément des bons pères de famille, même si pendant longtemps, ils ont été, en bons pères de famille, des exploités. Nous, on a eu un patronat paternaliste à outrance, de droit divin. Actuellement, il a changé, mais je crois qu'il est encore pire que celui-là, mais maintenant, ils exploitent avec la technique, ils exploitent les problèmes économiques ...

J'ai pratiquement toujours participé aux sessions de formation, les ENO ; sans ça, je ne serais pas arrivé où je suis. Pour celui qui veut militer et qui veut prendre des responsabilités, s'il ne fait pas ça, il est coincé à court terme ! Je me souviens qu'avec ma femme, on avait quinze jours de congés à l'époque, on en prenait huit pour aller à l'ENO. On y allait en famille quand même, je peux dire que ma femme a toujours accepté ; sans elle, je n'aurais rien pu faire. Elle n'était pas militante, mais sa collaboration a toujours été d'accepter et de comprendre, mais pas de subir ... C'est sûr que je lui dois beaucoup ! Et le soir, on y passait des heures, et des heures, parce qu'avant 68, il n'y avait pas d'heures pour les délégués syndicaux ; nos réunions, il fallait les faire après le boulot, on prenait énormément de temps sur nous-mêmes. Heureusement que ça a changé, mais maintenant, pour faire sortir les militants de l'entreprise, pour aller au syndicat ou pour n'importe quoi après le boulot, on en trouve de moins en moins.

Quand on raconte aux jeunes que quand on a commencé à travail-

ier, on avait les jours fériés, on chômait, mais on n'était pas payé, ils ne veulent pas nous croire ! Et pourtant c'est vrai, et c'est la lutte ouvrière qui a amené tout ça ; ce n'est pas venu tout seul, ce ne sont pas les patrons qui l'ont donné. Il faut comprendre ça, et si vous ne luttez pas pour d'autres choses, au moment où vous êtes, sans parler de faire la révolution, vous n'avancez pas, ça ne vous viendra pas tout cuit.

*Gilbert DECLERCQ*

*Né en 1920 à Nantes*

*Père : ouvrier mouleur*

*Mère : employée de maison*

*Ecole primaire publique. C.E.P.*

*Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie de Nantes. B.I.*

*Permanent JOC*

*Dessinateur (Chantiers Dubigeon, Batignolles)*

*Secrétaire de l'U.D. puis de l'Union Régionale 1957-1977*

*6 enfants.*

J'ai perdu mon père quand j'avais 6 ans. Mon père était ouvrier mouleur aux Fonderies Vornz. Ma mère était OS dans la même entreprise. C'étaient deux métallurgistes.

Ma mère est originaire de l'arrondissement de Rostrenen dans les Côtes-du-Nord ; c'est vraiment le coeur de la Bretagne pauvre, misérable, d'où les gens s'exilaient. Elle avait six ans quand elle est venue à Nantes et elle ne connaissait pas un mot de français. Son père est mort quand elle était toute gosse ; sa mère s'est remariée et son mari est venu chercher du travail à Nantes. Il venait avec, comme ils disaient dans ce temps-là, une "malle à quatre noeuds" et un bâton. Il est venu chercher du travail parce que là-bas, il n'en trouvait pas, il fallait aller vers les grandes villes, et au bout d'un certain nombre de mois, isolé et malheureux, il a dit à sa femme : "Venez, j'ai trouvé quelque chose". En fait, il n'avait rien trouvé mais il en avait marre d'être tout seul. Ma grand-mère est donc arrivée avec ma mère. Puis son mari a trouvé du travail comme manoeuvre dans le bâtiment. Ma mère raconte d'ailleurs qu'ils habitaient à St Donatien mais qu'il allait travailler à Chantenay à pied tous les matins. Je ne sais pas comment il faisait : 10-12 heures de travail par jour, aller à pied par tous les temps ! C'était ça la vie de manoeuvre du bâtiment ! Et puis après ils ont eu 6 ou 7 enfants ; c'était une famille extrêmement nombreuse comme il y en avait dans nos villes ouvrières. C'était

pourtant pas le résultat de l'alcoolisme, il buvait absolument pas, mais c'était la pauvreté et souvent la pauvreté engendre la famille nombreuse. Le seul bonheur qu'ils pouvaient avoir c'était de s'aimer.

Ma mère est allée à l'école mais pas longtemps, jusqu'au Certificat d'Etudes privé. Dans l'école privée, il y avait deux classes : la classe des pauvres qui ne payaient pas et celle des riches qui payaient. Ma tante Mélanie, qui a eu beaucoup d'influence sur moi, raconte qu'ayant un jour un sarrau neuf, elle s'est fait rabrouer par la bonne soeur qui lui a dit : "Faut pas vous prendre pour la classe d'à côté" ! Parce qu'elle avait un sarrau trop beau qui ne convenait pas à une classe de pauvres ! C'était vraiment une déformation, plus même, une prostitution de la religion et je dis que, dans la mesure où elle a renié cette religion, ma tante s'est conduite en chrétienne, parce qu'être chrétien, ça exigeait de refouler cette abominable agression des pauvres par les riches. Etre chrétien à l'époque, c'était dire non à cette religion-là certainement. Ma mère, sans avoir cette révolte, était révoltée sans être révolutionnaire. Ma tante, elle, a passé la cap et en outre s'est mariée avec un homme qui était de ligne socialiste si bien que le couple était socialiste. Il était cheminot, il a fait la grève de 1920 et a manqué d'être licencié. Cette tante a eu une grosse influence sur moi parce qu'elle représentait non seulement la révolte que pouvait avoir ma mère contre tout ça, mais une révolte qui allait jusqu'à une volonté politique de changement. Parmi les frères et soeurs de ma mère, aucun n'a fait d'études mais deux demi-soeurs se sont retrouvées employées de bureau dont ma tante Mélanie qui était employée aux écritures. Elle a eu de la chance de trouver du travail d'employé.

Je suis allé à l'école publique de la rue du chêne-d'Aron. J'ai gardé un excellent souvenir d'un maître qui s'appelait M. Nicolas. J'ai appris, quand j'ai eu des responsabilités syndicales notamment pendant les grèves de 55, que ce maître qui vivait encore (en retraite et sans doute très âgé) avait dit à quelqu'un : "Oui, j'ai bien connu Gilbert

Declercq". Ça m'a fait plaisir. J'ai pensé : Tiens, voilà un maître d'école qui se souvient d'un de ses élèves -j'étais un bon élève mais j'étais pas un aigle- et qui, en entendant parler de lui comme syndicaliste, se dit : "J'ai participé à la formation de ce garçon devenu militant syndical". J'ai interprété comme ça. C'était un maître attentif, imaginaire. Il y a des choses très simples dont je me souviens. Il nous expliquait qu'en mettant du soufre dans le feu, ça éteignait le feu de cheminée, que s'il mettait son alliance dans du mercure, elle disparaîtrait parce que le mercure dissout l'or. Il avait badigeonné un petit bout de plâtre avec du graphite et il disait qu'en mettant le bouton sur un fil et un morceau de cuivre sur un autre, il y avait un phénomène d'électrolyse qui faisait que le bouton deviendrait un bouton doré. Au lieu d'acheter des berlingots ou des réglisses, on apportait les sous pour acheter du mercure, de l'alcool, du soufre et il nous faisait faire des petites expériences de chimie.

J'ai eu le CEP à 11 ans. Puis j'ai fait une année supplémentaire, un cours supérieur, pour avoir les bourses pour entrer à l'école professionnelle. J'ai fait 32-36 et en octobre 36, je suis rentré aux Batignolles. Avec ma femme, on était à la même école sans se connaître : elle a fait Vial, l'Ecole Pratique, moi j'ai fait Launay. On est rentré tous les deux en 32, elle est ressortie en 35, après trois ans, avec son CAP de dactylo et moi je suis sorti l'année suivante avec mon CAP de dessinateur. Ma femme était boursière, elle venait de l'école publique. A ce moment-là, seules les très bonnes élèves étaient envoyées à l'E.P.S. pour être institutrices. (Pour les instituteurs de l'époque, être instituteur, c'était le summum de ce qu'on pouvait espérer quand on était issu des milieux populaires). L'école professionnelle était moins cotée. Pour une fille, c'était la préparation au CAP de banque, d'aide-comptable, de sténo-dactylo ou de couturière, de brodeuse avec à côté une formation intellectuelle. Tandis que

pour ceux qui rentraient en apprentissage c'était l'apprentissage pur et simple ; il n'y avait pas de cours comme maintenant.

Mon beau-père était manoeuvre O.S. aux Batignolles mais ma belle-mère a travaillé pendant un certain nombre d'années pour que ses filles aillent à l'Ecole Pratique. Longtemps, dans le milieu ouvrier l'enfant apportait de l'argent; il coûtait mais à partir d'un certain âge, il rapportait un peu de fric. Dans la génération suivante, on acceptait que l'enfant coûte, pas seulement jusqu'à 12 ans, mais jusqu'à 16 ans et ce, avec un effort supplémentaire : la mère qui travaille, qui fait des ménages. La mère de ma femme travaillait à la coopérative. Moi, j'ai pu faire l'Ecole Pratique parce que deux de mes tantes nous ont aidés, elles envoyaient de l'argent à ma mère. Puis, ce qui a permis ça, c'est que tous les étés, ma mère allait faire la saison. Elle allait à la Baule en se demandant: "Je ne sais pas où je vais trouver du boulot". Elle faisait tous les hôtels en disant : "Je suis femme de chambre, je suis veuve, j'ai deux enfants, etc..." et puis elle trouvait du boulot. Et pendant deux mois, c'était un travail de dingue, tous les jours de la semaine de 6h du matin à 10h du soir. Elle se trouvait dans un milieu où elle avait du mal moralement parce qu'il y avait beaucoup de java et elle, veuve, disait : "J'étais obligée de me battre, parce qu'ils faisaient un peu la bringue, les gens". Il y en avait qui faisaient la Baule l'été, puis Nice l'hiver, souvent des couples, tandis qu'elle, c'était vraiment la fourmi qui accumulait, qui voulait pas dépenser un sou de plus, qui bossait. Elle était femme de ménage l'hiver, et l'été elle allait faire la saison comme femme de chambre.

Ma soeur et moi, on allait en colonie de vacances. J'ai gardé un souvenir formidable de ces colonies aux Rochelets. Il y avait deux saisons de 25 jours chacune. On avait une vie collective ; on était divisés en 5 "patrouilles" de 12 (on trouverait un autre mot aujourd'hui) avec comme animateur un jeune séminariste, un garçon de 22-23 ans, qui avait décidé de consacrer son existence aux autres. Il était d'un dynamisme, d'une foi, d'une gentillesse extraordinaires. C'était vraiment une ambiance ... Et puis ce littoral de St Brévin avec la forêt de

pins où on faisait des parties, les baignades... Pour un garçon qui habitait rue Crébillon, au 5e étage, sous les combles, c'était vraiment extraordinaire et ça explique que j'ai été très pris par la mer dès mon jeune âge. Il y avait un certain nombre de contraintes religieuses qui ne se font plus maintenant, par exemple la messe tous les matins, le chapelet tous les soirs, mais on les subissait sans trop de difficultés dans l'ambiance générale.

A l'Ecole Pratique, j'ai eu de grosses difficultés du point de vue manuel parce que je n'avais que 13 ans quand j'y suis rentré ; j'étais très malingre et j'avais du mal à pousser ma varlope. (J'ai bien manqué de partir au service militaire et s'il n'y avait pas eu la guerre, en 39, j'étais refoulé parce que je faisais pas le poids. Si je te montre la photo du mariage, tu verras la maigreur du bonhomme !) A l'école professionnelle, on n'utilisait pas les machines-outils. Seul le contremaître y avait droit ; les élèves ne les utilisaient jamais parce que c'était dangereux. C'est vrai que c'est dangereux une machine à bois mais n'empêche que j'ai jamais scié un morceau de bois à la scie à ruban, jamais passé un morceau de bois à la raboteuse. Il y avait des morceaux de bois épais comme ça -et pas seulement du sapin mais parfois du tilleul- qu'il fallait découper à la scie à refendre à 13-14 ans. C'était une tâche qui dépassait mes capacités physiques. Pour que la varlope soit bien poussée horizontalement faut la maîtriser. Or tu suivais le bois plus que tu ne suivais ta volonté. Si bien que j'ai loupé au bout de trois ans mon CAP de modelleur. J'ai fait un an de plus et j'ai réussi mon CAP de dessinateur. Par contre, les cours de mathématiques et français, ça marchait très bien. J'aimais le boulot manuel, je souffrais de ne pas avoir la capacité physique pour avoir l'outil en main. Mais c'est un scandale d'obliger des gosses de 13 ans à faire ça ou bien il faut des constitutions extrêmement solides, surtout pour ce travail du bois. Ça pose tout le problème de l'apprentissage trop rapide.

L'Ecole Pratique était une grosse boîte ; les profs, le directeur étaient des gens inconnus, éloignés. Le contremaître du modelage était un homme très sympathique avec qui on pouvait causer, qui expliquait, qui de temps en temps prenait l'outil pour te montrer. On faisait beaucoup d'atelier au moins 20 ou 25 heures. J'ai donc le souvenir d'un contremaître qui détonait par rapport aux profs. C'était un type qui te montrait, qui causait, tandis que les profs étaient des gens assez distants et qui punissaient. Le prof de Français s'appelait Gendre ; c'était un type qu'on admirait parce qu'il était très capable, (il y a quelques jours, lors d'une réunion où l'on préparait des amendements à une résolution pour le prochain congrès des retraités CFDT, j'étais à côté de mon camarade Joseph Couvrant qui m'a dit : "Si le père Gendre était là, il serait content de toi"); il enseignait le français, la géographie et l'histoire. Il avait son petit carnet et il disait : "Monsieur Declercq, si je ne me trompe, vous avez eu 100 lignes la semaine dernière". Cent lignes pour une connerie parce que t'avais causé, ou parce que t'avais oublié un bouquin. La punition con. Moi, je trouvais des combines : j'écrivais mes 100 lignes avec toujours la même phrase. On a eu en 3e année un prof extraordinaire dont j'ai oublié le nom, qui préfigure ce que je pense être un peu les profs d'aujourd'hui. C'est-à-dire qui avait des méthodes modernes. Il laissait chahuter. Pour la première fois, il a fait une chose que je n'avais jamais vue et que j'ai jamais vue après. Il a dit : "Bon, écoutez, c'est pas moi qui ferai cours la prochaine fois, c'est vous" et il a fait ça plusieurs fois. Il était prof d'économie politique et de législation ouvrière. Il y avait un cours sur le syndicalisme et il a demandé : "Qui veut faire le cours sur le syndicalisme" ? J'ai levé la main. Il m'a dit : "Bon, ben, vous ferez ce cours" (on se vouvoyait à cette époque-là) et il m'a donné deux ou trois bouquins de législation ouvrière. Cette méthode me semble remarquable aujourd'hui encore parce que je crois que ce cours que j'ai fait sur le syndicalisme entre pour une part dans ma vocation de militant. Je mets cette pièce-là dans le dossier qui fait qu'un jour, je me suis retrouvé militant syndical.

La CGT, la C.G.T.U., la CFTC, la loi de 1884 autorisant les travailleurs à se réunir en syndicat, je n'ai pas appris ça à la CFDT ou à la CFTC ; je l'ai appris à l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie de la rue Launay et je trouve ça important.

Parmi les élèves, la politisation n'était pas très prononcée. Il y avait une tendance de gauche chez ceux dont les parents étaient des militants politiques de gauche. A l'école professionnelle, il n'y avait pas de jeunes de droite, par contre j'avais des copains qui se disaient de gauche. On avait 15 ans, on n'était pas adhérent à des organisations. Moi, j'adhérais à la JOC quand j'étais en quatrième année, en 36, mais je ne connaissais pas de jeunes, adhérent à une autre organisation. Il y avait une quarantaine d'adhérents à la JOC de l'Ecole Pratique. C'étaient des jeunes qui avaient sans doute eu une éducation chrétienne mais qui l'avaient la plupart du temps abandonnée et qui découvraient à travers la JOC un idéal qui correspondait à la fois à leurs sentiments de jeunes apprentis du monde ouvrier et de jeunes chrétiens, qui découvraient une autre façon de voir la religion, différente de ce qu'ils avaient pu vivre autrefois. Sur 40 adhérents, il y avait une dizaine de militants. Et en même temps, il y avait à la JOC cette espèce de révélation d'une sexualité vivante. C'était très curieux ça à une époque très moraliste où on faisait rêver aux jeunes gens de la JOC, de la jeune fille qui existait quelque part et qu'ils rencontreraient un jour. Il y avait une idéalisation du couple, du pré-couple, qui faisait que la sexualité du garçon de 15 ou 16 ans s'exprimait à travers l'attente de "celle qui ..." On disait : "Il faut respecter les jeunes ouvrières". C'était une époque où, dans les ateliers, les jeunes apprentis étaient souvent maltraités. Les cas étaient assez fréquents de types qui passaient la bite des jeunes apprentis au cirage ou qui leur foutaient de l'air comprimé dans le cul, c'était abominable ! Le capitalisme avait brutalisé la classe ouvrière jusqu'à lui faire faire de tels actes, c'est pas normal ça ! C'était une aliénation, une diminution de la qualité morale des gens. C'était aussi l'époque où je me souviens de contremaîtres de chez Dubigeon me disant que pendant la guerre de 14-18, les femmes étaient baisées par les contremaîtres hommes. Les hommes étaient à la guerre et ils se tapaient toutes les

femmes qu'ils voulaient. Et il y avait donc cette révolte des jeunes disant : "Nous n'acceptons pas ça, nous les jeunes travailleurs ; nous voulons le respect des jeunes travailleuses". Il en résultait une idéalisation du couple et nombreux ont été les gars de la JOC et les filles de la JOCF qui se sont mariés avec cette idée : on aura toute notre existence en couple où on s'aimera beaucoup, où on luttera pour la classe ouvrière et on sera des chrétiens purs, vrais. Bon, ben, la vie n'a pas toujours été comme ça mais c'était vu ainsi et ça donnait du chaud au coeur, un enthousiasme juvénile que d'autres diront naïf.

A l'Ecole Pratique, il y avait un aumônier. On avait un local minable à l'extérieur de l'école, une espèce de grenier où on faisait des réunions de militants de la JOC. Nous avions eu un conflit, à l'époque, très caractéristique parce qu'il y avait dans l'Action Catholique plusieurs mouvements : la JAC pour les agriculteurs, la JOC pour les ouvriers, la JIC pour les milieux indépendants, la JEC pour les étudiants, la JMC pour les milieux maritimes. On a eu un conflit significatif parce que la JEC disait : "Toutes les écoles, c'est nous" et nous, nous disions -et encore aujourd'hui, je trouve ça remarquable- "Nous ne sommes pas des jeunes étudiants, nous sommes des jeunes apprentis ; nous sommes de la classe ouvrière et notre place n'est pas dans la JEC mais dans la JOC". Il y avait eu une bataille idéologique importante. C'est à travers des luttes comme celle-ci qu'on découvrait notre appartenance à la classe ouvrière et notre solidarité avec elle. Je crois qu'il y a eu dans l'Eglise une lutte de classes à une époque où on disait : "Il n'y a pas de classes ; nous sommes tous des frères... le magma..." Il y a eu, par la JOC notamment au départ et par un certain nombre de prêtres qui s'en sont sentis solidaires, une affirmation de l'existence de la classe ouvrière en tant que classe exprimant des intérêts de classe. C'était la lutte de classes dans le bon sens du terme, c'est-à-dire que je n'en veux pas à tel bourgeois personnellement ou à tel personnage, mais je dis que la classe ouvrière en tant que telle existe, qu'elle a des intérêts de classe, qu'il y a une conscience de classe et que cette conscience de classe doit s'exprimer dans la cité, dans l'Eglise, partout. Nous avons des problèmes,

nous sommes écrasés par un monde ..., nous ne possédons pas nos outils, nous ne sommes que des prolétaires et nous avons à exprimer cette exigence des hommes d'être possesseurs de leur outil.

Je crois que l'école laïque a été une excellente école de formation civique, de prise de conscience humaine. C'était une école qui n'était pas sectaire, pas du tout anti-religieuse. J'ai connu, quand j'étais en quatrième, à l'Ecole Pratique, un prof qui avait eu une réflexion anti-religieuse. J'avais rectifié le tir. Il m'avait dit : "Les hommes ont créé Dieu à leur image". J'ai dit : "Non, c'est le contraire" ; c'était une audace folle pour un garçon de quinze ans. J'étais tout fier, jeune jociste, de dire des choses pareilles et il a rectifié le tir en disant : "Je m'excuse". J'ai dit : "Vous n'avez pas le droit de dire des choses pareilles". Mais c'est le seul fait que je connaisse. Je pense devoir beaucoup à l'école Primaire laïque et obligatoire. Je ne crois pas que j'aurais eu la même filière si j'avais été à l'école chrétienne. Nos six enfants sont tous allés à l'école laïque.

Ayant quitté l'Ecole Pratique en juin 36, je suis rentré en octobre-novembre 36 aux Batignolles. J'ai été d'abord employé aux écritures pendant un an. J'ai appris ensuite qu'ils cherchaient un jeune dessinateur dans les bureaux d'études -un petit papier circulait dans l'usine-, je me suis présenté et j'ai été embauché. Je suis ainsi passé d'employé aux écritures dans un bureau d'atelier à jeune dessinateur débutant au bureau de dessin. Dès ce moment-là, j'adhérais à la CFTC. A cette époque-là, fin 36, quand on était à la JOC, on était à la CFTC. Ça allait de soi, pour un certain nombre de raisons, ne serait-ce que parce que la CGT de l'époque restait dans une fidélité laïque assez anti-cléricale. Ma responsabilité, c'était la JOC ; à la CFTC, j'étais simple adhérent. Quand je suis rentré chez Dubigeon en septembre 44, j'ai aussitôt fait part de mon intention d'être militant, d'être collecteur ; j'étais candidat au Conseil Syndical des employés de la métallurgie. J'ai trouvé une CFTC modérée, active mais ne remettant pas en cause le système. Ça allait de pair avec une séparation totale entre les employés d'une part et les ou-

vriers d'autre part, si bien que moi, dessinateur dans la métallurgie, j'étais totalement coupé des ouvriers de la métallurgie. On trouvait par exemple dans la même fédération, les employés de magasin et les employés de la métallurgie parce que nous étions des "mensuels". Cela me semblait aberrant au point de vue conscience de classe. Je me disais : "Je suis dessinateur chez Dubigeon, les gars qui sont ajusteurs ou tourneurs ont le même patron que moi ; pourquoi j'aurais pas le même syndicat qu'eux ? Qu'est-ce que c'est que ce truc, de me trouver dans un syndicat des employés de la métallurgie, adhérent à une Fédération Nationale des employés -qui était la fédération modérée- avec Jacques Tessier, (fils de Gaston) comme secrétaire général" ? Pour nous, jeunes militants, la révolte contre ce qu'était la CFTC se traduisait en disant : "On devrait être dans le même syndicat que les ouvriers de la métallurgie, dans la même Union, dans la même Fédération Nationale tout au moins". Il s'est trouvé que j'ai eu des responsabilités, j'ai été membre du bureau des employés de la métallurgie. Il a fallu désigner les candidats au Conseil de l'U.D. J'étais candidat. Nous nous sommes retrouvés quelques-uns dont Marcel Peyraud qui est aujourd'hui le président de la Mutualité de Loire-Atlantique -(c'est un garçon qui travaillait dans la quincaillerie qui était comme moi à la Fédération des employés mais, lui, employé de magasin)-, Pierre Evain qui était ouvrier-serrurier aux Chantiers de Bretagne et permanent de la JOC à l'époque. On était donc quelques-uns à dire : "ça ne peut pas durer comme ça". Les syndiqués, à l'époque, ne sentaient pas l'enjeu politique de l'évolution. Ils étaient actifs. Un gars comme Jean Raulo, secrétaire général de l'U.D., était un homme actif dans l'action réformiste de tous les jours, mais sans aucune idée sur la dimension politique du syndicalisme, sur la dimension politique de l'évolution de la société. C'était le syndicalisme chrétien réformiste qui essaye d'aménager le sort des gens afin qu'ils soient le moins malheureux possible. Moi, je me suis retrouvé au Conseil National de la Confédération, exprimant en principe les idées de la Loire-Atlantique, mais en fait si je fais un bilan moral, je me dis que j'exprimais les idées de la tendance qui se réfléchissait dans la CFTC de Loire-Atlantique mais pas celles de la majorité. Je donnais un compte-rendu fidèle de ce qu'on avait dit. On nous lais-

sait la bride sur le cou, mais si J. Raulo avait été au C.N. à ma place, il n'aurait certainement pas eu les mêmes positions que moi. Il y avait dans la CFTC de Loire-Atlantique tout un milieu syndicaliste qui réfléchissait et qui allait vers l'évolution, et tout un autre milieu qui trouvait ça un peu comme du temps perdu et qui donc sous-estimait l'importance des réflexions et du combat d'idées qui se menaient au niveau national. Si bien que je me suis retrouvé assez rapidement dans cette minorité confédérale qui remettait en cause les statuts de la CFTC de l'époque surtout sur deux points : premièrement la doctrine sociale de l'Eglise et deuxièmement les termes qui signifiaient collaboration de classe. Nous avons transformé ça en enlevant les termes de collaboration de classe dans les nouveaux statuts et en remplaçant "doctrine sociale de l'Eglise" par "morale sociale chrétienne". Ça semblera, pour des esprits un peu éloignés de ces milieux religieux, comme des discussions de détail mais pour nous, cela avait un sens. Qui dit morale, dit manière de se comporter. Les camarades du S.G.E.N. nous avaient expliqué ça en disant : "C'est très important de distinguer les deux", et des gens comme Gaston Tessier voyaient bien, eux, la différence ; il n'était pas d'accord. Il y a eu des combats. Lors d'un Conseil national, il a fait adopter par la majorité un texte disant que le recrutement devait se faire notamment dans les milieux religieux etc... C'était une époque où il y avait vraiment des mouvements de révolte dans les congrès.

G. Tessier était le type même du démocrate-chrétien avec toutes ses qualités. En 58, alors qu'il n'était plus que président d'honneur, avec le droit de participer au Conseil Confédéral à titre honorifique mais sans voter, il a fait une intervention qu'il a conclue en disant : "Le fascisme ne passera pas". Il avait conscience du danger de l'aspect du gaullisme soutenu par les généraux Salan et C°. Il était tout à fait démocrate-chrétien, c'est-à-dire : la révolution par la loi. A. Detraz a dit un jour : "Il y a le réformisme debout, il y a le réformisme couché". Je crois que Bergeron c'est le réformisme couché, G. Tessier, c'était le réformisme debout mais c'était du réformisme car il ne remettait pas en cause les mécanismes de développement capitaliste. Ceci dit, un grand nombre de gens ont

pensé qu'on ne pourrait modifier ces mécanismes qu'avec les communistes mais qu'avec eux, on risquait aussi de tomber dans des déviations totalitaires. Donc, ce qu'on pouvait faire de mieux, finalement, c'est aider les gens à être moins malheureux, augmenter le SMIC, diminuer le chômage, etc... Je crois que c'est la social-démocratie, telle qu'on la connaît, qui me semble dangereuse parce que si on fait ça, le capitalisme ne disparaîtra pas. Est-ce qu'il est possible dans cette voie -c'est mon point de vue- de trouver un socialisme authentique et démocratique, ce que les communistes italiens essayent de chercher avec plus ou moins de bonheur ? Mais je crains qu'on ne prenne pas cette orientation actuellement. J'entends des gens dire : "Il faut absolument écraser le communisme, y compris les contestataires, surtout eux parce que ce sont les plus dangereux ; il n'y aura rien à faire avec ces gens-là !! Il y a actuellement dans ce pays, un courant anti-communiste que partagent un certain nombre de sociaux-démocrates du monde politique et du monde syndical, y compris dans la CFDT, et qui consiste à dire : "Rszbin et C°, il y a pas de cadeau à leur faire, ce sont des communistes qui risquent de devenir crédibles".

Pour en revenir à G. Tessier, c'était un employé d'origine : il avait été formé par les Frères des écoles chrétiennes. Ces Frères des écoles chrétiennes ont poussé toute une génération des milieux populaires vers les milieux d'employés. Pour eux, le milieu ouvrier était un milieu abominable : les mains sales et l'âme sale. L'école de St Pierre de Nantes a fourni un grand nombre d'employés de banque, de bureau et il y a eu un syndicalisme d'employés agissant et réformiste, revendiquant des augmentations de salaire, des allocations familiales, des congés. C'était un syndicalisme d'employés qui ne se sentaient ni membres de la classe ouvrière, ni intégrés à la classe ouvrière en tant que classe, mais possesseurs des petits privilèges d'une aristocratie du monde populaire (...)

Quant à l'Eglise, elle aussi a évolué. Au temps de Monseigneur Le Fer de La Motte, j'ai connu une Eglise qui fournissait, dans les départements comme la Loire-Atlantique, des évêques de tradition Action Française. C'était l'époque où le Conseil Général de Loire-Atlan-

tique était composé pour le tiers de marquis, comtes, etc... Les curés des paroisses considéraient avec beaucoup de condescendance les petits vicaires qui s'occupaient de la JOC, des "petits ouvriers". Or, ces petits vicaires, ils avaient du mérite parce qu'ils étaient humiliés par ces curés bourgeois, ces curés qui tenaient salon. J'ai beaucoup d'admiration pour ces vicaires ; ils étaient tous issus du milieu rural. J'ai l'admiration pour des gens qui débutent et qui découvrent : ils découvraient un monde ouvrier, c'était bien avant qu'il y ait des prêtres-ouvriers. Des exceptions pourtant comme le curé des Batignolles qui s'appelait Guilho, devenu ensuite vicaire général (nommé par Villepelet), qui tranchait sur tout le reste. Curé d'une banlieue ouvrière, il n'était pas socialiste mais ouvertement démocrate-chrétien, à une époque où les curés étaient d'Action Française ou de droite. Villepelet, c'était différent ; il a fait entrer un vent nouveau. J'ai dû le voir trois ou quatre fois. Il était d'un milieu bourgeois, il avait un frère directeur d'un chantier naval. Il est venu un jour aux Batignolles. J'habitais dans les cités, dans les maisons en bois. Tout heureux d'ailleurs moi qui avais vécu rue Crébillon au 5e étage sous les combles avec une fenêtre, un vasistas, d'habiter dans les cités des Batignolles avec quatre pièces dans une maison en bois où il n'y avait pas le service d'eau mais où j'avais un petit jardin. Je réalisais une espèce de rêve que j'avais tout gosse ; ma mère disait : "Si ton père avait vécu, il aurait voulu qu'on ait un jour une maison et un jardin" parce que, pour les travailleurs de la génération de mes parents, avoir une maison et un jardin avec des poules et des lapins, c'était le rêve ! Et je me retrouvais avec une maison et un jardin. Un jour donc, Mgr Villepelet est venu ici aux Batignolles. Le curé, qui n'était plus le Père Guilho, lui avait dit : "Ce serait intéressant que vous visitiez une maison" et il est venu chez nous. C'était une maison en bois mais à l'intérieur c'était plâtré et tapissé. Il est rentré, puis, avec cette naïveté de l'évêque, il a regardé la pièce, la maison, il a dit cette phrase qu'on a gardée dans notre tête et que je recite aujourd'hui : "Mais c'est propre ici". On s'est regardé en se demandant : Est-ce qu'on le fout à la porte ? Pauvre mec ! On a eu pitié.

On avait créé, après la JOC, une organisation d'adultes anciens de la JOC. On travaillait avec un prêtre, le Père Chaignon -aujourd'hui curé de Ste Croix- qui était notre aumônier. Puis un jour, ils l'ont nommé directeur de l'école St-Stanislas et ils nous ont pris notre aumônier. On a dit : "Mais enfin c'est pas possible, il n'y a pas, dans notre département, tellement de curés qui nous comprennent, nous, travailleurs pour que celui qu'on connaît et qui nous connaît s'en aille faire l'éducation des jeunes bourgeois à St-Stanislas. Qu'il eut été nommé ailleurs encore ... mais à St-Stan, chez les jeunes bourgeois des fils de la plus haute bourgeoisie nantaise, ça nous semblait être vraiment une trahison de la classe ouvrière dans l'Eglise. Alors moi, je suis allé trouver l'Evêque -à titre personnel parce que dans ce milieu-là, ils n'aiment pas les délégations- et je lui ai demandé : "Mais enfin pourquoi nous avez-vous enlevé le Père Chaignon" ? Il m'a dit : "Nous avons besoin de quelqu'un qui a fait l'Ecole de Rome ... Mais vous savez, personne n'est indispensable ; si le Père Chaignon était mort, qu'auriez-vous fait" ? Je lui ai répondu : "Et vous Monseigneur ?" C'était l'époque où il y avait un journal catholique paraissant une fois par semaine. Ce journal avait pris position contre l'échelle mobile des salaires. J'avais dit : "Ça vous engage vous, Evêque, ou ça vous engage pas ? Si ça vous engage pas, empêchez-les de mettre "journal catholique" ; si ça vous engage, ne dites rien contre l'échelle mobile ... vous êtes vraiment contre l'échelle mobile dans votre morale chrétienne ? Vous m'avez pourtant dit "L'échelle mobile, j'y connais rien". Quand il m'avait demandé :

- "Avez-vous confiance dans vos évêques" ? J'avais répondu : "ça dépend pour quoi, Monseigneur".

- "Comment, ça dépend pour quoi ?" J'ai dit : "Si c'est pour le dogme bien sûr, mais pour les choses de tous les jours, absolument pas" !

- "Comment ça ?" Je dis "Ecoutez, je vais vous donner un exemple : pendant la guerre, vous avez pris position, la plupart d'entre vous, pour le Maréchal Pétain, alors vous voulez que j'aie confiance en vous" ?

Il m'a dit :-"C'est du passé". -"Oui, récent".

Tel était le type de discussion qu'on pouvait avoir avec Villepelet. Avec son successeur, Michel Vial, c'est très différent. Je ne l'appelle ni Monseigneur, ni père. Je le vouvoie, mais je refuse de l'appeler autrement que Michel. Je t'appelle par ton prénom, j'appelle le secrétaire général de la CGT des pays de la Loire par son prénom, je ne vois pas pourquoi j'appellerais pas par son prénom un évêque qui fait partie de la même église chrétienne que moi ? Il n'y en a pas beaucoup qui le font et je trouve ça dommage, ça viendra à la génération d'après (....)

Je travaillais depuis six mois chez Dubigeon quand la CFTC a eu besoin d'un permanent et m'a demandé si je voulais l'être. J'avais été permanent de la JOC pendant deux ans et j'ai accepté. J'ai donc été permanent de la CFTC pendant 6 mois, c'était en 45, et puis je suis parti parce que je me suis rendu compte que ce n'était guère sérieux d'être permanent syndical sans avoir fait d'action syndicale sur le terrain. Je risquais d'être un fonctionnaire syndical connaissant le syndicalisme par les bouquins, les sessions d'études et non par la pratique et c'était intolérable. Je ne me sentais absolument pas à l'aise, j'étais malheureux comme une pierre et au bout de six mois, j'ai décidé de démissionner. Je suis retourné chez Dubigeon ; on m'a accepté sans trop de difficultés : je n'avais été absent que six mois et je n'avais pas suffisamment marqué le monde ouvrier nantais pour qu'on puisse me refuser ça. Mais c'était vraiment l'époque où je me posais des questions. Je me disais : "La CFTC, oui, mais comment ? Est-ce vraiment la solution" ? Dans la métallurgie, il y avait peut-être une centaine d'adhérents CFTC ouvriers et 300 adhérents chez les employés. C'était cette proportion-là : plus d'employés que d'ouvriers. On est passé à 1000 adhérents dans la métallurgie en juillet 55 quand la bagarre de 55 a débuté. On a doublé et on s'est retrouvé à 2000 adhérents en octobre. En 1945-46, chez Dubigeon, on a mené quelques actions avec beaucoup de mal. Il y a eu une grève des dessinateurs qui a duré quelques journées seulement. Il y avait quelques gars de la JOC qui étaient ouvriers chez Dubigeon. On a mené quelques actions et quand les décrets Parodi ont été appliqués et que chacun a eu sa catégorie, je me suis retrouvé tout

à fait déclassé. Je suis intervenu auprès de la direction en disant : "Comment se fait-il que j'aie une catégorie aussi basse ? On m'a répondu que si je n'étais pas content, je n'avais qu'à foutre le camp, qu'ils avaient déjà été assez emmerdés par la CGT dans la boîte et que si la CFTC venait en plus les emmerder, le directeur n'avait pas du tout l'intention de me faire des faveurs. J'ai pensé : "ça y est, je suis dans la bonne voie !"

J'ai appris par un ancien camarade d'école qu'ils embauchaient des dessinateurs aux Batignolles. Je me suis présenté ; j'ai passé un essai qui a été concluant et je suis rentré aux Batignolles avec un très bon coefficient. J'ai dû passer du coefficient 196 au coefficient 240, et je me suis trouvé au bureau des outillages pour les ateliers. C'était un travail intéressant et varié, j'étais dans l'équipe où on fabriquait des machines-outils pour du travail de série. Et là, j'ai continué mon action syndicale. J'étais devenu secrétaire de la section CFTC des Batignolles. Il y avait beaucoup d'affrontements avec la CGT qui à l'époque ne voulait pas nous connaître. Le camarade Rouaud disait : "Un syndicat, une usine, une section, pas deux". Cet affrontement ne nous déplaisait pas ; il faut être capable d'affronter même les gars de sa propre classe et il ne faut pas gémir ! Je comprends que pour la CGT, la CFDT se développant, risquait d'être un obstacle, une division, et dans ces conditions-là qui n'a pas été sectaire un jour dans sa vie ? Je crois que la CGT n'a pas vu l'évolution qui se produisait ; elle n'a pas vu le monde ouvrier qui venait, ces jeunes sortant de l'école professionnelle et arrivant à 16-18 ans avec des méthodes nouvelles de travail, le rôle important des techniciens, la transformation des méthodes de travail. Jusqu'alors, il y avait les riveurs et les teneurs de tas, milieu prolétaire, presque sous-prolétaire, pour qui la CGT était la seule organisation leur donnant une certaine dignité humaine. Mais ces professions disparaissaient et étaient remplacées, entre autres, par les soudeurs, nouvelle génération du monde du travail. Ainsi donc, la CGT, avec sa suffisance et son esprit de domination, ne s'est pas remise en cause par rapport aux méthodes de travail nouvelles. La CFDT peut-être par naïveté et par jeunesse d'esprit, ou les deux con-

jugées avait une certaine ouverture d'esprit qui venait du fait qu'on avait tout à apprendre, qu'on admirait souvent les gars de la CGT pour leurs capacités mais qu'on n'était pas d'accord avec leurs méthodes. Le chantier Dubigeon offrait un terrain où nos jeunes militants pouvaient circuler, causer, prendre en charge des problèmes concrets. Quand il y avait des prises de parole, ils montaient à la tribune et s'expliquaient dans un style tout à fait différent de ce que les gens avaient connu. Notre organisation syndicale découvrait les problèmes d'aujourd'hui. Par exemple, quand la CGT disait "Mauvaises conditions de travail ? Une prime !", la CFDT disait "Non aux mauvaises conditions de travail". Chez Dubigeon, le travail se faisait au grand air, ils se sont bagarrés pour obtenir une cale couverte qui aurait un double intérêt : le travail serait mieux fait et les conditions de travail seraient meilleures.

Dans la mécanique, il y avait deux gros secteurs : la mécanique et la navale. Il y avait dans l'une et l'autre des mentalités très différentes. Ce qui était typique, c'étaient les sorties d'usine. C'était l'époque où les gars sortaient des chantiers navals en galoches et en bleu, tandis que ceux de chez Brissonneau, des Batignolles ou de chez Brandt, sortaient en souliers et veston ; ils se changeaient. Aux chantiers, ils se changeaient aussi, ils mettaient une paire de bleus propres à la place des sales et ils avaient une musette.

J'ai accepté d'être permanent de la métallurgie en 1951. J'avais été pendant six ans secrétaire de section aux Batignolles, je pouvais accepter une responsabilité de permanent parce que je savais ce qu'était l'action syndicale sur le terrain. Mais je regrette beaucoup qu'un grand nombre de camarades, à une époque où il fallait trouver rapidement des permanents, soient passés de la JOC à la vie de permanent CFTC sans avoir suffisamment de pratique. J'observe, sans en faire une analyse assez poussée, que la CFDT a un terrain privilégié de développement qui est celui des entreprises de 1000 à 1500 salariés. En dessous, on a toujours du mal à faire de l'action syndicale parce que dans les moyennes entreprises, le patron exerce un fort pouvoir. Dans les très grosses boîtes, la CFDT se développe

plus difficilement, sans doute parce qu'elle n'a pas réussi à trouver les méthodes de l'action de masse. Je reste persuadé que si la CFDT avait davantage réalisé ce qu'est un syndicalisme de masse, elle serait aujourd'hui, en France, à égalité avec la CGT, mais je crains bien qu'on soit loin d'y arriver avec la direction actuelle. Je ne souhaite pas que la CFDT soit supérieure à la CGT ; certes, je le voudrais bien ... mais cela ne me semble pas d'une importance capitale. Je crois, par contre, qu'avec CFDT et CGT à égalité, les deux forces s'additionneraient et recueilleraient tout l'héritage du mouvement ouvrier avec tous ses aspects à la fois libertaire, démocratique, réformiste et révolutionnaire.

En Loire-Atlantique, là où on avait beaucoup de mal à se développer c'était : à la SNIAS, aux Batignolles, aux chantiers de Bretagne. A la Bretagne, on est maintenant majoritaire ; à la SNIAS, on l'a été pendant un an ou deux, puis ça a été la CGT et maintenant c'est FO. Quand j'étais permanent aux Métaux, on faisait un bilan qui portait sur les quatre mécaniques (Brissonneau, Brandt, Batignolles, SNIAS), les quatre navales (Loire, Bretagne, Dubigeon, CNRN) et deux autres (Carnaud boîtes métalliques, et Paris charpentes métalliques). C'étaient les dix boîtes significatives de notre évolution syndicale. Et on arrivait là, en gros, à une égalité avec la CGT, précisément parce que, dans les Métaux, la CFDT avait réalisé ce syndicalisme de masse. Ce qui est extraordinaire, c'est que FO se soit effondré. Normalement, à Nantes, avec la tradition socialiste, anarcho-syndicaliste, Pelloutier etc..., FO aurait dû jouer le rôle qu'on a joué, nous ! C'est parce qu'ils ne l'ont pas joué qu'on l'a joué. C'est parce que la CGT ne s'est pas remise en cause et parce que FO a été bêtement et odieusement anti-communiste, que la CFDT s'est développée. En définitive, la nature ayant horreur du vide, on s'est trouvé là, une bande de jeunes militants pleins d'enthousiasme, avec une conscience de classe, et on a rempli le vide ... avec bonheur pour les travailleurs.

Achévé d'imprimer sur les presses de l'Université de Nantes

le 5 Mai 1984

Dépot légal 2e trimestre 1984

